Jean Benoist

Département d'anthropologie
Faculté des sciences sociales, économiques et politiques.
Université de Montréal

(1981)

PAYSANS DE LA RÉUNION

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jean Benoist, anthropologue

PAYSANS DE LA RÉUNION.

Extrait de L'Annuaire des pays de l'Océan indien, vol. VIII, 1981, pp. 145-240. Centre d'Études et de Recherches sur les sociétés de l'Océan Indien. Fondation Pour la Recherche et le Développement dans l'Océan Indien. Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 1984.

M Jean Benoist, anthropologue, nous a accordé le 17 juillet 2007 son autorisation de diffuser toutes ses publications dans Les Classiques des sciences sociales.

Courriel : oj.benoist@wanadoo.fr

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 9 septembre 2007 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Jean Benoist

PAYSANS DE LA RÉUNION

Extrait de L'Annuaire des pays de l'Océan indien, vol. VIII, 1981, pp. 145-240. Centre d'Études et de Recherches sur les sociétés de l'Océan Indien. Fondation Pour la Recherche et le Développement dans l'Océan Indien. Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 1984.

Table des matières

[Table des illustrations](#)

[Du même auteur](#)

[Quatrième de couverture](#)

[Avant-propos](#) de l'auteur

[Avertissement](#) de l'auteur

- I. [Témoignages](#)
- II. [Le poids du sucre](#)
- III. [Une habitation](#)
- IV. [Changements](#)
- V. [Avenir ?](#)

Table des illustration

PAYSANS DE LA RÉUNION

Les illustrations sont extraites du « Voyage à l'Île de la Réunion » par L. SIMONIN publié dans la revue « Le Tour du Monde », année 1862.

[Retour à la table des matières](#)

[Illustration 1](#) (p. 140) Répartition des plantations sucrières

[Illustration 2](#) (p. 193). Cirque de Cilaos. - Dessin de E. de Bérard d'après une photographie de M. Bévan.

[Illustration 3](#) (p. 195). Saint-Gilles. - Dessin de E. de Bérard d'après une lithographie de M. Roussin.

[Illustration 4](#) (p. 207). Une mosaïque de parcelles.

[Illustration 5](#) (p. 210). Distillation du geranium.

[Illustration 6](#) (p. 216A). Camp Vilele, la case d'autrefois.

[Illustration 7](#) (p. 216B). Un nouvel habitat.

[Illustration 8](#) (p. 219). Les hommes sont exclusivement occupés de s'enrichir le plus possible. Le sucre est leur veau d'or, et tout ce qui ne s'y rapporte pas n'a pas de prix pour eux. Les femmes ne valent guère mieux. Elles ont trop peu d'instruction et en même temps trop de l'indolence si ordinaire dans les pays chauds pour s'intéresser à quelque chose de sérieux. Leur seule occupation, outre le soin de leur personne, est d'écouler ou d'inventer de méchants propos sur leurs semblables, et il y a malheureusement aussi beaucoup d'hommes à qui ce charitable plaisir fait oublier par moments jusqu'à leur champ de cannes. Louis Simonin en 1860.

[Illustration 9](#) (p. 222) Un marché public.

[Illustration 10](#) (p. 230) Usine Savannah.

[Illustration 11](#). (p. 236). L'avenir ?

DU MÊME AUTEUR

Jean BENOIST

[Retour à la table des matières](#)

Kirdi au bord du monde, 1957, Julliard, (épuisé)

Les Martiniquais, anthropologie d'une population métissée, 1964, Masson

Esquisse d'une biologie de l'homme social, 1968, Montréal (épuisé) [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

L'archipel inachevé (en collaboration), 1972, Montréal. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

La diversité biologique humaine (en collaboration), 1980, Masson

Les carnets d'un guérisseur réunionnais, 1981, St-Denis

Regards sur les villages mauriciens (en collaboration), 1981, Port-Louis

[Un développement ambigu](#), 1983, St-Denis. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

Quatrième de couverture

PAYSANS DE LA RÉUNION

Jean BENOIST

[Retour à la table des matières](#)

« Paysans de la Réunion » examine l'évolution de la population agricole des zones sucrières de la Réunion. En confrontant des témoignages sur le passé récent, des entretiens sur la vie actuelle et l'analyse sociologique des zones de plantation, l'étude veut attirer l'attention sur une « proto-paysannerie » menacée.

On a en effet tendance à ignorer que l'avenir agricole de la Réunion se joue largement dans les terres chaudes occupées actuellement par la canne à sucre et les grands domaines. Occupées à l'aménagement des « hauts » de l'île, les autorités laissent se perpétuer dans les terres basses, qui sont les plus riches, une production dont on peut légitimement se demander si elle correspond aux besoins actuels de l'île. Sans apporter de réponse, l'étude aspire à poser le problème en plaçant au premier plan une population agricole que menacent les transformations techniques récentes de l'industrie et de l'agriculture sucrière, et qui ne se voit offrir d'autres possibilités que l'émigration vers les villes ou hors de l'île.

Utilisant largement les transcriptions de récits autobiographiques, le texte apporte non seulement une analyse sociologique, mais aussi la voix des principaux intéressés, et leurs propres analyses.

PAYSANS DE LA RÉUNION

AVANT-PROPOS DE L'AUTEUR

« La misère des hommes croît toujours avec leur dépendance. J'ai vu le paysan riche en Hollande, à son aise en Prusse, dans un état supportable en Russie, et dans une pauvreté extrême en Pologne. Je verrais donc le nègre, qui est le paysan de nos colonies, dans une situation déplorable. En voici, je crois, la raison. Dans une république il n'y a point de maître, dans une monarchie il n'y en a qu'un ; mais le gouvernement aristocratique donne à chaque paysan son despote particulier ».

Bernardin de St-Pierre
Voyage à l'Île-de-France

[Retour à la table des matières](#)

Faut-il comprendre ou sentir ? Analyser ou témoigner ? Comment dire à la fois la chaleur des hommes et la rigueur des forces sociales, éviter de se mettre à l'abri des abstractions, mais dépasser le reportage ?

Car il est impossible d'agir autrement. Le travail sur le terrain a été tout cela, constamment. Participation et analyse : tout effort pour comprendre a été en même temps une plongée à travers les injustices, les fausses générosités, et le mépris surtout, gluant d'ignorance et de crainte.

Dans les campagnes sereines, sur les immenses pentes de cannes qui descendent vers la mer, les Humiliés, des personnages de Gorki, entre l'insécurité du travail, l'alcool et l'émigration de leurs enfants détournent vers la magie ou vers la violence leur éternelle impuis-

sance. L'odeur des géraniums descend de la montagne, l'air est limpide, les routes sont gorgées de voitures neuves, et, à l'abri de ce bonheur apparent, on est coincé, dans les cases, tandis que le propriétaire reprend les terres des colons pour mécaniser la culture. Les jeunes s'en vont sur les chantiers, et les pères les suivent. Le matin, vers 5 heures, ils attendent sous un arbre, au bord du champ de cannes qu'une voiture plus d'eux, l'autobus qui les mènera à la ville vers la journée incertaine ou vers l'emploi plus sûr, celui qui dure quelques mois, sur une route qu'on élargit.

Le regard peut fouiller longtemps avant de démêler ces contradictions. Les efforts en vue de moderniser l'île sont plus visibles que leur ombre, même si celle-ci s'étend à mesure qu'ils grandissent, comme si à chacun d'eux répondait un double en négatif quelque part dans l'île, un inverse, une antimatière qui dit leur prix et les menace.

Mais le travail de l'anthropologue se situe justement quelque part au sein de cet envers des entreprises triomphantes, chez ceux qui sont en bout de piste de toutes les décisions, et qui en subissent les contre-coups. Ceux auxquels on demande de participer aux actions et de prendre les risques mais qu'on ne consulte jamais sur les choix. Ceux auxquels on donne des aides, des directives, des conseils, des moniteurs, des assistants sociaux, des brochures, des films, mais qu'on n'écoute pas, qu'on ne connaît pas, qu'on ne voit même pas. Ceux dont les services publics se sont tracé une image à laquelle ils s'adressent confortablement, en tenant soigneusement à l'écart les voix qui monteraient d'une réalité gênante.

La recherche qui ferait fi de ces voix ne serait qu'un exercice intellectuel, alors que toute recherche est d'abord vécue comme la captation d'un message. Beaucoup ne trahissent-ils pas cette tâche, par conformisme, par ambition, mais aussi par l'effet de cette cécité au sensible particulière à un certain Occident qui fait dire à Malraux (dans « La tentation de l'Occident ») : « Vous êtes semblables à des savants fort sérieux qui noteraient avec soin les mouvements des pois-

sons, mais qui n'auraient pas découvert que ces poissons vivent dans l'eau ». C'est pourquoi cet essai donne une place aux voix. Elles viennent, en contrepoint des chapitres qui structurent la démarche, dire un peu de ce message, apporter leur volume à la linéarité du discours, et rappeler que la vie sociale est tressée d'inquiétudes, de chagrins, d'espoirs et de petits évènements.

Rappeler aussi que la Réunion, pour celui qui l'aborde n'est d'abord qu'un grand bruit où personne n'entend ces voix, et qu'il faut une longue marche vers le silence pour les apprivoiser. Dans les villas de Bel-lepierre, on entend surtout l'écho des télévisions et la rumeur d'une petite ville de la France provinciale avec ses accents, ses disputes, et le choc des boules de la pétanque. Il faut le violent coup de râteau de la pluie tropicale, pour tout effacer ; derrière son frottement grave, on pressent alors la Réunion... Puis, à travers l'écoulement de l'eau des terrasses, tandis que la pluie s'éloigne, les rumeurs et les télévisions reprennent...

Car la Réunion se tient à l'écart. Elle est loin, loin d'elle-même aussi, comme disloquée par sa propre négation. Et pour se défendre, elle nie celui qui vient à elle. Elle l'efface, le rend transparent : dans ce banc de poissons qui défile sans trêve, un poisson de plus, un métropolitain de plus. Tous devenus semblables, à mesure que leur nombre a grandi, et maintenant qu'ils sont des milliers ils passent dans une quatrième dimension, invisibles, sauf d'eux-mêmes, et finalement heureux de cet abri à demi hors du monde.

Le pays se défend. Tout pays se défend contre un afflux massif de l'extérieur. Chacun se cantonne dans son rôle, et tourne vers le nouveau venu le visage de ce rôle. La Réunion se réfugie ailleurs, dans une coquille dure, lisse, insaisissable, et suffisamment chamarrée d'exotisme pour que sa surface apaise tous les désirs et détourne les curiosités.

Or la tâche ambitieuse de l'anthropologue n'est pas de s'attarder à quelques breloques culturelles. Elle est de connaître d'assez près et d'analyser d'assez loin pour parvenir à comprendre. Mais pour cela, il faut traverser la barrière, et rencontrer non plus la différence, ou la copie, mais en profondeur le semblable.

PAYSANS DE LA RÉUNION

AVERTISSEMENT DE L'AUTEUR

[Retour à la table des matières](#)

Cet essai peut déconcerter par sa forme et par son contenu. L'un et l'autre ont cependant été choisis délibérément, et en voici les raisons.

La forme fait alterner un effort d'analyse sociologique et une approche plus subjective. Subjectivité multiple, de l'observateur et de ses interlocuteurs. Trop souvent les travaux de sciences sociales laissent dans l'ombre les vies qui ont servi à les édifier, mieux, qui sont leur substance. Les paroles et les sentiments sont enfouis dans des abstractions à la scientificité incertaine. Si bien qu'on se demande souvent si la véritable objectivité ne réside pas dans le chœur de ces voix personnelles, et non dans les discours dont l'apparente distance intellectuelle sert de masque aux a priori. En tout cas, cette tentative s'adresse au lecteur en lui laissant le soin de confronter son interprétation à la mienne ¹.

Le contenu peut lui aussi étonner. Certains se demanderont si les paysans de la Réunion sont bien ceux dont traitent ces pages. Il existe dans certaines parties de l'Île des agriculteurs et des maraîchers qui vivent dans un contexte fort différent. Mais justement, c'est en général à eux que l'on pense, ou aux cultivateurs des Hauts, lorsque l'on s'inté-

¹ On trouvera des perspectives complémentaires et une bibliographie dans « Un développement ambigu », Fondation pour la Recherche, Saint-Denis, 1983, qui reprend deux travaux publiés antérieurement.

resse à la vie rurale de l'Île. Ce qu'il s'agit de faire comprendre et sentir ici, c'est l'importance d'un autre monde rural, celui dont les terres sont concentrées par les grandes propriétés sucrières. Là vivent des gens dont les ancêtres sont venus dans l'Île à cause des besoins du travail de la terre, des gens qui n'ont eu pendant longtemps d'autres perspectives que d'y trouver le moyen de sortir de la misère. Leur avenir passait par l'accès à un carré de terre, et à une maison. Pour leur malheur, les terres auxquelles ils auraient pu aspirer étaient celles des grandes propriétés, les plus belles terres de l'Île, celles qui avaient une « vocation » sucrière. Le combat trop inégal s'achève en général par un échec pour eux, mais l'on évite de se demander si ce n'est pas en même temps un échec pour l'île. C'est cette question que pose cet essai ².

La canne à sucre, prise dans la logique économique de la fuite en avant vers la technicité est-elle encore une voie souhaitable ? On n'espère cependant pas rééquilibrer par les exportations de sucre, la balance des comptes de la Réunion, alors que les exportations ne couvrent pas 25% des importations ! D'ailleurs cette forme de raisonnement n'a de sens que dans la perspective d'une indépendance ou d'une autonomie de l'Île. Sinon, le besoin principal n'est-il pas de permettre au maximum de Réunionnais de vivre et de travailler au pays ? Et sur ces belles terres d'autres formes d'agriculture que les grandes concentrations sucrières, d'autres structures foncières, ne le permettraient-

² Tous les noms de ceux qui parlent dans ce texte sont fictifs. Les propos toutefois sont réels, et reproduits souvent mot à mot. Lorsqu'ils étaient tenus en créole, on a préféré serrer au plus près cette langue, quitte à conserver des termes et des expressions aisément compréhensibles pour ceux qui l'ignorent.

Afin de préserver l'anonymat de ceux qui interviennent, certains changements de lieux, et quelques retouches de détails ont été faits à partir des notes originales. Mais rien dans ces modifications ne vient altérer l'équilibre des acteurs et de leur milieu.

Que ce texte soit pour eux un remerciement concret et le signe qu'ils ont su faire aimer leur île et partager leur sensibilité.

Illustrations : Les illustrations sont extraites du « Voyage à l'Île de la Réunion » par L. SIMONIN publié dans la revue « Le Tour du Monde », année 1862.

elles pas mieux ? Ne dynamiseraient-elles pas plus ceux qui vivent sur l'immense ceinture sucrière de l'Île ? Or tout se passe comme si on détournait l'attention des pouvoirs publics, et même des chercheurs, vers les zones marginales, pour laisser intact le pouvoir du sucre. Quitte à ce qu'en meurent ceux qui auraient pu être les vrais paysans de la Réunion.

En donnant ici la parole à d'autres qu'à ceux qui décident, peut-être parviendra-t-on à leur offrir cette écoute qui leur manque, car les véritables experts qui devraient être consultés sont bien souvent ceux qu'on ne sait pas entendre parce qu'ils n'accèdent pas aux lieux de la parole.

PAYSANS DE LA RÉUNION

I

TÉMOIGNAGES

[Retour à la table des matières](#)

La ceinture sucrière de la Réunion est hachée par quelques profondes ravines, interrompue çà et là par des savanes trop sèches, par des agglomérations dont les banlieues s'étendent et surtout par l'immense rupture du volcan dont l'écoulement figé glisse au sud-est vers la mer. Mais ailleurs, entre la côte et les montagnes creusées de Cirques, elle modèle le paysage et les hommes.

Les sucreries anciennes, malgré la concentration des usines qui a laissé les cheminées en ruine, signalent bien des agglomérations. En-serrées parmi les champs de cannes, installées sur le sol d'une usine ou d'un gros propriétaire, elles vivaient jusqu'à une époque récente de la production du sucre et du travail des champs. Ceux qui les habitent descendent des anciens esclaves introduits d'Afrique ou de Madagascar, et aussi des Indiens amenés en convois du Sud de l'Inde et du pays bengali quand la route des esclaves fut coupée. Car la canne avait toujours faim de main-d'œuvre.

RÉPARTITION DES PLANTATIONS SUCRIÈRES

C'est une part importante de la culture réunionnaise qui s'est édifiée dans ces quartiers bruyants, mélangés, sous l'ombre puissante du propriétaire, de ceux qui le représentaient aux divers échelons du pouvoir, et sous la houlette de l'Église qui tentait d'intégrer à l'ordre en place ces arrivants divers. Sous le masque composé pour céder aux exigences du Blanc, d'étranges mélanges sont nés de la coulée souterraine des cultures, et derrière la victoire transparente de l'Occident, l'Inde a souvent triomphé dans les consciences et dans les rites les plus intimes.

Au-delà, plus haut en allant vers la Montagne, dans les zones où la canne n'avait pas affirmé son empire, là surtout où elle n'avait pas dévoré les petites propriétés, se trouve une autre Réunion. L'île est encore tropicale, même si avec l'altitude la végétation change, les fleurs

d'Europe se multiplient autour des cases et l'air fraîchit. Rassemblés contre les routes et au long des ravines, montant plus avant dans les Cirques mais descendant parfois vers les riches collines du sud, d'autres ruraux se tiennent à distance de l'île à sucre, de l'univers de la Plantation et de sa pesante hiérarchie. Des communautés vivantes forment là un paysannat de petits et de moyens propriétaires, agriculteurs, maraîchers et éleveurs. L'essence de géranium occupe une grande part de leur activité, et tous les jours des fumées montent çà et là des alambics où on la distille. En se développant, la canne à sucre a concentré les terres et les capitaux, et refoulé ces paysans vers les terres hautes, mais, si elle a saisi leurs terres, elle n'a pas mis la main sur eux. Lorsque la nécessité d'un revenu complémentaire les pousse vers elle, ils ne l'abordent qu'avec prudence, et en gardant un refuge pour leur liberté. Ils ne partagent pas le passé de la ceinture sucrière, Même s'ils se sont mélangés à ceux qui, affranchis ou libérés, sont montés d'elle vers les Hauts en quête d'indépendance et de dignité, ils se rattachent surtout à d'autres ancêtres, colons européens venus dans l'île avant le sucre, avant les Noirs et les Indiens, avant les usines. Vaincus de la bataille pour la terre, ils ont édifié dans les Hauts une vie économique et sociale qui leur est propre, celle d'un paysannat français adapté aux terres tropicales d'altitude. Les exploitations familiales sont liées entre elles, au sein des quartiers, par de multiples réseaux de parenté et d'héritage ; la société exerce une forte pression, où la race, la religion, la forme de la langue créole, le soin apporté aux cases sont autant d'affirmations d'une différence avec ceux qui vivent dans le Bas, près des plantations.

Et c'est un autre versant de la culture réunionnaise qui s'est édifié là, accrochée à la terre et écrasée souvent de misère, dans une combinaison unique de tristesse, de sérénité, de courage et de désespoir.

La Réunion est devenue département français en 1946. La vie sociale, économique, culturelle propre à la Colonie se trouvait ainsi confrontée au grand ensemble d'un pays industriel développé et centralisateur. Les textes législatifs et les décrets d'application ont mis plusieurs années avant de concrétiser la loi de 1946, mais, inexorablement, chaque mesure nouvelle ébréçait un peu plus la cuirasse des contraintes et des solitudes à l'abri de laquelle la Réunion maintenait l'ordre ancien.

Et peu à peu celui-ci a cédé. Les dernières barrières tombées, les cases agglomérées autour de l'usine et le quartier paysan des Hauts se sont trouvés ouverts à un courant imprévu, brutal. Comme des vallées alpines atteintes par une route, les terres et les quartiers ont vu venir des gens, des constructions, des idées, des droits et des ambitions. Chacun s'est trouvé happé par un cyclone social déclenché par le changement de statut, et pour ceux qui vivaient là, c'est tout leur destin, leurs choix, ceux de leurs enfants, et à travers eux ceux de toute la société qui furent à leur tour aspirés.

Les efforts sont nombreux, les crédits abondants, les bonnes volontés disponibles, et malgré cela, à mesure que les barrières se sont levées et que les lois se sont appliquées avec le déblocage des crédits et la venue de fonctionnaires, le mécontentement a crû, les tensions se sont développées, la production a piétiné. L'aide apportée a semblé paralyser les forces vives et entraîner le besoin d'une aide plus grande encore. Et l'attente anxieuse du secours et de son poids de mépris est venue pourchasser au cœur même des individus le besoin de la liberté. Les ruraux, déconcertés, inquiets, se raccrochent alors avec nostalgie à un passé pourtant lourd, un passé d'exploitation cynique qui laisse beaucoup d'entre eux, après plusieurs générations de travail sur le même sol, sans biens, sans terre, sans case, et qui contraint les autres à s'accrocher comme des réfugiés à l'écart des terres les plus riches.

Car la Réunion n'est pas qu'un département français ; elle est aussi un pays sous-développé, où une masse de petits exploitants et de

paysans sans terres, illettrés et marqués de bien des discriminations subissent la loi d'une minorité de propriétaires terriens et d'une bourgeoisie urbaine très intégrée à une métropole lointaine.

En ce sens, on a pu croire que la départementalisation serait la libération d'un colonialisme de l'intérieur. Mais les choses ne sont pas si simples. Et le déversement brutal des capitaux et des cadres d'un pays industriel développé, plutôt que de prendre le visage d'une aide prend souvent celui d'une confrontation. La Réunion, pays sous-développé, vit ainsi d'une façon suraiguë l'une des contradictions majeures de notre époque, où l'assistance économique et technique se paie d'un attentat à la vie sociale et à la culture. Prix si élevé que cela conduit parfois à son rejet violent.

Le cas de la Réunion cesse alors de n'être que celui d'une petite île de l'Océan Indien et il prend valeur de modèle. Dans un espace clos, à un rythme effréné, ne voyons-nous pas se dérouler en elle ces ébranlements en chaîne qui parcourent le Tiers-Monde lorsqu'il est ouvert sans défense aux courants venus d'ailleurs et qui, en prétendant l'aider, l'asservissent ?

Des paysans dont les produits deviennent soudain trop coûteux face à des importations massives, des familles qui se disloquent, des banlieues qui se peuplent de chômeurs en attente de migrations lointaines, la vie locale brusquement dévalorisée face à l'entrée de nouvelles valeurs, et, dans la main des anciens, inerte comme un oiseau mort, le message qu'ils s'apprêtaient à transmettre à leurs fils qui ne le veulent plus. Sous ces rides et sous ces remous, des forces bien plus rigides, bien plus inexorables : captation des ressources et des marchés, transformation des producteurs indépendants en prolétaires dans un système qui doit la victoire à son organisation, à sa technique, mais aussi à la force. Mécanique souvent cynique, mais parfois mêlée d'une bonne volonté incapable de distinguer combien ses dons écrasent.

La parenté est profonde avec d'autres pays, bien plus vastes, bien plus pauvres, avec ces « paysanneries aux abois » dont les cris hantent René Dumont, avec ces hommes longtemps dominés dans l'univers au plafond bas de leurs sociétés anciennes, qui voient à mesure que cet univers meurt d'autres forces bien plus puissantes, bien mieux organisées, prendre le relais et les capturer. Impuissances, dépendances, fragilité. Et face à ces menaces bien peu de solutions car celle-ci dépendent elles aussi des puissants. Certains profitent des conditions nouvelles pour changer de camp et passer parmi les nantis, mais les autres, la majorité, subissent leur sort, avant de tenter de vaines échappées. Les uns se tournent alors vers les sectes, vers les mille formes d'espoir que prennent les croyances, et ils se bricolent une foi avec les fragments des religions brisées. D'autres vont à l'alcool, ou à la délinquance. Mais aussi, parfois, vers les révoltes.

L'enquête a porté essentiellement sur une région de l'Ouest de l'île, qui touche aux communes de Saint-Paul et de Saint-Leu. Le relief du paysage n'y présente aucun accident important. Cet immense flanc incliné de l'ancien massif volcanique descend lentement des lèvres des Cirques vers la mer, en ménageant quelques plateaux. Plus nettement qu'ailleurs, c'est l'altitude qui détermine les paysages sociaux et la vie des hommes. De la côte à la forêt, qui commence vers 1200 mètres, des Étages se superposent, qui sont aussi les strates de la société réunionnaise. Entre les plus éloignés, une dizaine de kilomètres, par des chemins ou des routes en lacets serrés, quelques centaines de mètres de dénivellation, mais tous les contrastes que pourrait renfermer un continent. D'un Étage à l'autre, des relations, des échanges, des franges marginales, zones d'interaction entre des mondes différents.

Les routes principales suivent à peu près le tracé de la côte, à diverses altitudes ; l'une longe la mer, l'autre court aux environs de 400 mètres d'altitude, une autre vers 600 mètres, et la dernière suit à peu

près ce qu'on nomme la « ligne des 800 ». Chacune, comme le fil d'un chapelet traverse des agglomérations importantes, ou de petits groupes de cases. Les rivières qui tombent des sommets vers la mer croisent ce chapelet, et en isolent les grains. À chaque ravine, la route descend sinueusement vers le lit de la rivière et remonte lentement vers l'autre lèvre, après avoir franchi un défilé inquiétant que protège un petit autel orné de bougies et de fleurs artificielles.

Ce double cloisonnement donne à chaque quartier une forte conscience de son identité et, même en l'absence de toute forme d'organisation communautaire, il s'en dégage un sentiment d'appartenance qui suit l'individu tout au long de sa vie.

Sur la côte, hormis quelques pêcheurs, c'est le peuplement littoral des résidences secondaires. Là, la route est large, l'eau courante abonde et vient d'une station moderne de traitement, les jardins tropicaux des villas sont bien entretenus, les supermarchés abondamment pourvus. Une main-d'oeuvre de jardiniers, de gardiens et de bonnes, vit dans des cases peu visibles, en retrait de la route, et les bateaux de plaisance du port de Saint-Gille laissent peu de place aux barques des pêcheurs.

En direction de la montagne, sur les pentes au relief calme, les plantations irriguées alternent avec de vastes savanes où l'herbe rouscit en saison sèche, avant qu'on ne les incendie pour y laisser mieux pâturer les bœufs semi-nomades qui autrefois tiraient les charrettes de canne et que les colons des plantations conservent encore comme un capital et comme un symbole.

Plus haut, la canne recouvre tout. Le coeur de chacune des immenses propriétés est marqué par la cheminée de pierre d'une sucrerie abandonnée ; alentour les bâtiments sont devenus des hangars pour le matériel agricole, tandis que les cases des travailleurs forment un quartier disparate. C'est là que les Indiens ont leurs temples, là aussi que les types humains rappellent ceux qu'on voit dans d'autres îles, là

où la plantation sucrière a introduit son cortège de travailleurs et son mode de vie. Hors de ces quartiers, les champs de cannes ne sont que rarement interrompus par un groupe de cases et un bouquet d'arbres qui signent la présence de petites propriétés qui ont su résister à la grande concentration.

Les cannes s'effilochent vers 800 mètres d'altitude et cèdent la place au géranium. Là, la grande propriété n'est plus aussi puissante. Elle contrôle encore de larges bandes de terre qui montent de la côte vers les sommets, mais elle éclate souvent en étroites bandes qui lui succèdent en direction de la montagne. Le paysage devient plus varié ; les jardins, les cultures vivrières et florales, s'insinuent entre les géraniums, et, au-delà des cultures, à 1200 mètres, du bétail pâture dans des prairies et des sous-bois bien plus verts que ceux qui, quelques kilomètres plus bas, reçoivent les bœufs des gens de la plantation. Les nuits sont fraîches et les jours souvent couverts. La chaleur pesante de la côte fait monter ici une brume qui dès onze heures du matin voile le ciel et masque l'horizon. Par moments, dans la déchirure du nuage on distingue la tache lumineuse de la mer, le roux des savanes, et les cannes tandis que l'odeur des Hauts, faite de géranium, d'humidité et de plantes sauvages envahit la brume.

Les routes sont étroites, peu fréquentées. Les touristes ne montent pas par là. L'eau manque souvent, l'électricité n'arrive pas partout. Le monde cossu et confortable de la côte semble lointain, presque inaccessible, et malgré la tentation de ses supermarchés on va encore acheter chez le Chinois du quartier, qui fait crédit et qui vend du rhum que l'on boit vite, d'un coup, avant d'aller bavarder avec quelques amis, sur le seuil de sa boutique.

Chacun vit à son Étage. Superposition d'hommes et de sociétés. En choisissant cette région, il était possible d'étudier à la fois la région sucrière et une partie des Hauts. Certes, la Réunion est diverse, et chaque région a ses particularités. L'organisation des plantations sucrières est bien plus centralisée dans l'ouest que dans d'autres secteurs

de la Réunion, une société puissante ayant regroupé depuis quelques années toutes les usines et pratiquement toutes les grandes propriétés. Dans les Hauts, les agglomérations (Guillaume, Tan-Rouge, Trois-Bassins, Chaloupe, le Plate, Tévelave) sont dissemblables ; ailleurs, plus au sud, le paysannat des Hauts est plus prospère, plus à l'écart encore des plantations, ou bien, comme à Grand-Coude ou dans les Cirques, il est plus isolé.

Mais la dynamique sociale demeure la même, et c'est elle qu'il s'agit de saisir, avant d'apporter des nuances. Les données de l'enquête anthropologique menée lors d'un premier séjour dans cette région (octobre 1972 - août 1973) ont été complétées par des données collectées dans Vile au cours de séjours ultérieurs (1976, 1978, 1983), et par de nombreux documents publics ou privés.

Les témoignages viennent tous d'un secteur étroit, au sein de cette région. Ceux qui les ont faits ont été, ou sont encore, directement engagés dans la vie agricole, sur les plantations ou dans les Hauts. Tous, ils ont, de quelque façon, « réussi ». Non pas au sens où les plus favorisés l'entendent, mais en parvenant à se marier, à avoir des enfants et à conquérir de quoi nourrir et loger leur famille. Ils s'efforcent de se grouper, de s'informer, de suivre le progrès. Et ils se situent au point où se fait le plus intensément sentir la rupture actuelle de l'équilibre au sein duquel ils ont vécu : remise en question de l'agriculture, avenir incertain des enfants, afflux de nouvelles valeurs et de nouveaux choix qui ébranlent un univers fait à la fois de contraintes et de certitudes.

Mais alors que leurs enfants expriment dans leurs paroles et dans leurs actes une révolte et une passion qui les déconcertent, ils s'en tiennent à l'observation des effets des changements sur leur vie quotidienne ; entraînés à la soumission et à l'acceptation de l'ordre social, ils cherchent avant tout comment se faire une petite place au bout de la nouvelle table.

Ils n'ont pas les moyens d'avoir les problèmes d'identité culturelle qui s'expriment dans les milieux plus favorisés, et cela donne à leurs propos une certaine sérénité, mais dans leurs récits, dans leurs comportements, dans leurs choix linguistiques, cette identité s'affirme, encore peu vulnérable à la menace globale que représente l'arrivée massive de la culture métropolitaine et des multiples moyens qui la valorisent. Pour la plupart, ils sont illettrés, à distance de chocs que leurs enfants traduisent violemment, mais sous cette paix apparente, l'angoisse qui monte en eux pressent que ce n'est pas seulement leur vie économique qui est remise en question.

L'analyse de la société se doit de se combiner avec ces témoignages, car une société n'est pas un système formé de points neutres, d'objets doués de propriétés. Une société est un univers où chaque étoile est au centre du monde et regarde autour d'elle.

Antoine Lebon parle :

« On était du Grand-Bassin, dans les Hauts de l'Entre-Deux... Il faut suivre la Rivière pour arriver jusque là, mais on n'y va pas souvent. Même si le Grand-Bassin fait partie de l'Entre-Deux, on aime mieux monter plus haut, jusqu'à la Plaine des Cafres, vers ce qu'on appelle le Haut 23, c'est-à-dire le kilomètre 23 de la route qui monte de Saint-Pierre et du Tampon. C'était là qu'il y avait une petite boutique, et tout un coin-village ; les gens arrivaient là de tous les Hauts pour vendre un peu et pour acheter quelques commissions pour la semaine.

De chez nous jusqu'au Haut 23, il fallait suivre une ligne-sentier, dans le rempart là où la montagne se casse tout droit jusque vers le bas. Il y avait à peu près quatre kilomètres de montée, et mon père y allait chaque semaine, tout seul. Il partait pour la journée avec un panier sur la tête. Il portait quelques légumes à la boutique, parfois un ou deux poulets, et même des fruits, à la saison. Et il redescendait de la

boutique : les allumettes, le sel, le savon, parfois un peu de bonbons pour nous.

Toute la semaine, il faisait de l'élevage, avec nous et avec ma mère, et il cultivait dans le Fond, bien plus bas, une petite portion de terre qu'il avait reçue de son père. Et toutes les semaines c'était comme ça.

Il y avait des fruits, des racines, du maïs. On vendait les haricots. Et mon père tuait son cochon, et alors il en montait les bons morceaux à la boutique. On n'était pas malheureux : on mangeait à sa faim, on était tranquilles.

On avait du cresson, des haricots, des songes ³. Il y en avait ! Mais c'est fini maintenant, tout ça : les insectes, la pluie qui n'est plus la même... Je n'ai pas envie d'aller m'installer là-haut, même si mon papa a encore un ou deux petits morceaux de terre, qui sont abandonnés... On vivait là même. On ne descendait pas. On plantait, on consommait. On pouvait faire de la graisse et de la viande, suffisamment pour l'année, et du grain aussi. Le maïs, papa nous racontait qu'il en faisait tellement que, quand l'autre récolte arrivait, il en avait encore, et qu'il poussait ça sur un coin, pour manger le plus vieux avant. Dans le temps on se servait d'un truc, avec des barres, pour mettre le maïs au-dessus du feu. On appelait ça un brancard... Maintenant, par ici, on ne connaît plus que le riz, mais nous, on ne mangeait que le maïs, pas de riz du tout... Celui-là seulement qui ne faisait pas assez de maïs pour son année mélangeait un peu avec du riz... Et puis, un goni ⁴ de riz, il fallait l'apporter sur 4 kilomètres dans les montagnes. On ne connaissait pas le pain, non plus. Maintenant tout le monde en mange. Mais ça n'est pas considéré comme un repas. Ça va faire un goûter par exemple, mais l'onze heures ou le soir, ça ne va pas, ce n'est pas considéré manger.

³ Taro.

⁴ Sac.

Mais mon père travaillait beaucoup trop, et puis sans doute le climat n'était-il pas bon pour lui ? Peu à peu, vers 45 ans, il est tombé malade. Il avait des douleurs, il ne pouvait plus descendre aux champs, il ne pouvait plus monter à la boutique, et nous, mes deux frères et moi, qui étions venus sur le tard, on était encore très petits.

Alors il a décidé de partir, et de trouver ailleurs un travail plus facile, dans un endroit moins isolé. Mais il a toujours gardé la petite propriété là-haut. Quand il est mort, c'est resté aux héritiers, mais personne n'y est plus jamais retourné. Depuis l'âge de 10 ans, j'ai quitté Grand-Bassin, et je n'y suis jamais plus allé... On m'a dit qu'il n'y avait presque plus personne là-haut, je ne sais pas si c'est vrai ? ».

La maison d'Antoine Lebon est un peu en-dessous de la route Hubert-Delisle, dans les Hauts de l'Ouest. Les dernières cannes à sucre atteignent cette altitude mais les champs sont surtout plantés de géraniums, et çà et là de légumes. La route est déserte. Dans ce quartier les maisons ne sont pas nombreuses : elles suivent un ravin, sur une étroite bande de terre qui croise la route et descend vers les immenses plantations sucrières. Elles montent aussi vers la montagne, au-delà des géraniums, vers les bois. Celle d'Antoine Lebon est en retrait de ce sillon de cases modestes. Blanche, en ciment, entourée de quelques dépendances au milieu d'un vaste terrain, elle fait figure de maison bourgeoise face aux cases de tôle.

Antoine Lebon a 49 ans. Petit, vigoureux, il parle d'une voix métallique, avec parfois une inflexion émue. Son regard bleu me traverse fixant le passé qu'il évoque, assis au bord de sa chaise, les mains croisées, penché en avant comme pour mieux me convaincre.

Le terrain de Lebon a trois hectares. Il faisait autrefois partie d'une grande propriété dont une parcelle a été détachée par des héritiers. Le reste du terrain alentour est encore indivis, et abandonné, car les propriétaires ont émigré en France depuis longtemps, et personne ne sait

où ils sont. Au-delà, c'est la grande propriété, qui descend jusqu'à la mer, suivie par l'alignement des cases qu'elle coince contre la ravine, structure courante dans cette région, où l'habitat se concentre souvent dans les zones impropres à la monoculture.

« Un petit propriétaire nous avait loué 25 gaulettes ⁵, plus haut, sur la route Hubert Delisle en direction de Tan-Rouge... Mon père avait déjà un beau-frère dans ce coin, et c'est lui qui a aidé pour qu'on s'installe. Mais arrivé là, mon père s'est demandé : « qu'est-ce que je vais faire ? ». Il n'était plus capable de piocher : il avait une douleur dans les reins, une dans les bras, et ses doigts commençaient à se déformer. Il était pris dans les jambes aussi... Au commencement, il faisait deux mois, dans le géranium, il pouvait manier un peu les jambes et les bras. Puis il retombait. Alors, il fallait s'arrêter, des semaines.

Quand on est arrivés ici, il n'avait pas beaucoup d'argent, mais quand même un ou deux sous. On les mangeait... Alors il est descendu du côté de la route. Il a eu l'idée de faire un petit commerce : un petit peu de rhum, des boissons, pas grand chose. Puis ça a marché, ça a marché... Mais dans ce temps-là, la vie était tellement dure ! Et mon père voulait pas perdre sa clientèle. Alors, quand les types commençaient à devenir des habitués, ils disaient : « Donne-moi un petit coup de sec ! Je vais te payer samedi ».

Au début, ça a bien marché, mais on prenait pour 10 francs, on payait 10 francs et on reprenait pour 20. On payait 20, et on reprenait pour 40... Ça tournait ! Mais finalement il a tout perdu. Parce que le commerce était uniquement de la boisson. Alors les gens, quand ils commençaient à voir que le crédit était un peu haut, ils s'écartaient. Alors ça a coulé...

Et mon père a essayé de remonter ça, avec la petite journée de sa femme qui allait couper les géraniums. Une semaine, quand la vieille

⁵ Une gaulette : 5 m, une gaulette carrée : 25 m².

maman avait gagné deux sous dans la semaine, il a pris tout cet argent et il est reparti, soi-disant pour recommencer... Il a remonté un peu, mais à la fin il est revenu exactement pareil... Et pendant ce temps-là sa maladie s'aggravait : deux, trois mois sur un lit. Et il essayait ensuite de retravailler, mais il était tordu, boiteux, enflé.

On était là, et c'est tout. Et on n'avait plus à manger, sauf quand la vieille maman trouvait une journée de travail. Ce jour-là on mangeait une petite bouchée... Les autres jours on faisait cuire un chou⁶ un conflore⁷.

Depuis, on m'a dit qu'il y avait déjà des secours, en ce temps-là. Mais on ne le savait pas. Et il fallait passer par des intermédiaires : il fallait trouver quelqu'un pour faire les démarches. Alors, il est resté comme ça. Ça a duré cinq ans. À la fin, les dernières années, il ne bougeait plus. Et puis il est mort. J'avait 14 ans.

Mais, ce vieux papa là, il était vraiment soucieux de l'école pour nous. C'est lui qui voulait absolument que nous ne manquions pas l'école, mon frère et moi. L'autre frère était mort quand on était arrivés par ici, et on restait seulement deux. J'étais l'aîné. Pour les parents, si un enfant ne savait pas lire, et bien ce n'était pas un homme ! Alors, quand il était malade et que la maman coupait le géranium, on allait à l'école, à St-Gilles les Hauts ! Il fallait marcher longtemps. Bien souvent, quand je partais à l'école avec mon frère on n'avait rien mangé le matin, et notre mère n'avait rien à nous donner pour le midi. On devait se débrouiller, parce qu'en ce temps-là, il n'y avait pas de cantine, rien du tout, à chacun de se débrouiller... Alors à onze heures on trouvait des framboises, des fraises comme on les appelle. Ou alors notre mère nous avait donné une patate, un conflore. Ou bien on allait dans les champs, ramasser des framboises, des fraises comme on dit. On en

⁶ Fruit farineux d'une liane. Appelé christophine à la Martinique et mirliton en Haïti.

⁷ Arrow-root.

ramassait plein la main, et on retournait à l'école comme ça. Le jeudi, si un Monsieur avait un petit travail, j'allais faire une journée pour gagner quelque chose... Ma vieille maman, elle avait un seul travail : couper du géranium. Alors, la semaine où il en avait à couper, on mangeait mieux.

En ce temps-là, c'était pas comme maintenant. C'est curieux, c'est pourtant le même pays, mais le climat a changé. Les forêts étaient bien plus bas que maintenant, et il y avait beaucoup de vergers. Maintenant c'est seulement la canne et le géranium. A l'époque, il faisait froid, froid, le matin. Les doigts serraient, le nez était rouge. L'eau caillait, il tombait du petit sel, et on pleurait de douleur. Mais j'étais obligé de travailler. Les autres aussi. On travaillait tous : on était obligés. C'était un temps où on ne vivait que par le travail !

Alors, ce qui nous a retirés un peu de misère, c'est une catastrophe, qui est arrivée peu de temps avant la mort de mon père : mon père était alité, il ne travaillait plus, et on vivait tous sur la journée de la maman, quand il y en avait. Et alors il est passé un gros cyclone ! Cuisine et case, tout a été jeté dans la ravine. C'était fini. Alors il y a un pays, je sais pas lequel -c'était la France ? - qui a envoyé un grand secours pour les sinistrés. Nous, on a reçu comme ça de quoi manger. Si on avait tout mis en nourriture on en aurait eu pour deux ou trois ans...

On a repris un peu de force, on a grandi. Et puis quand mon vieux papa est mort, on a été un peu mieux. Et là moi j'ai quitté l'école. J'avais 13 ans. Mon frère a continué. Le curé l'avait pris sous sa protection. Il travaillait un peu pour lui, et il habitait chez lui. Avec l'argent qui restait du cyclone, on a remonté la case. Ça a pris deux années, et pendant ce temps, on est resté dans la charpente. Le cyclone avait arraché le toit, et il l'avait posé par terre avant d'emporter les murs, alors on restait là, sous ce toit posé à terre. On rentrait penché là-dessous, c'était comme une niche.

Alors la vie a continué comme ça. On était un peu mieux, puisqu'il ne restait que deux personnes. On pouvait manger un peu de graisse sur le riz, et je faisais des petites journées volantes chez ceux qui avaient du travail...

C'est comme ça que je suis arrivé à 17 ans. Alors là je suis allé voir Monsieur Martin, à l'Éperon, et je lui ai demandé un petit morceau de terre pour travailler comme colon dans le géranium, par moi-même.

... La vie était dure. Il fallait démarrer, et je n'avais pas d'argent. Même si le propriétaire me faisait une avance, il fallait aussi de l'argent pour vivre. Alors j'ai continué à faire des journées, chez l'un, chez l'autre. Et je travaillais pour moi la nuit, avec ma pioche, quand il y avait de la lune. Je faisais ça trois jours ou quatre jours par semaine la nuit. Quand il y avait beau clair de lune, je travaillais... Ça dépendait aussi de la force du corps.

Mais comme ça, on est parti... Petit à petit, ça a été mieux. La première année j'ai pu faire 150 gaulettes de géranium : gratter, préparer la terre, tout. Ensuite, ces 150 gaulettes m'ont aidé un petit peu, et j'ai pu refaire 200 gaulettes...

J'ai travaillé un peu moins la nuit. Mais j'avais 19 ans, et je ne voulais pas rester comme ça... Si je reste comme ça, quand est-ce que je pourrai avoir une situation capable de me débrouiller un peu ? Et si un jour je tombe malade une ou deux semaines ? Et puis il y avait une question de mariage qui commençait à tourner dans ma tête.

... Alors c'est là que j'ai foncé. J'ai trouvé un travail à l'usine Vue-Belle. J'aurais peut-être pu rester là-bas, et y passer ma vie, mais je ne voulais pas vivre là-bas, au milieu de ces gens-là. Ce n'est pas que je méprise, non, mais ce n'était pas mon idée. J'avais toujours eu l'idée de me retrouver avec une terre à moi, comme mon père quand nous étions à GrandBassin, seulement un peu mieux placée pour la vie...

À Vue-Belle, on prenait des quarts. Quand je travaillais la nuit à Vue-Belle, je travaillais la journée pour moi. Quand je travaillais la journée pour Vue-Belle, je travaillais la nuit pour moi... Là j'ai agrandi mon champ de géranium. J'ai planté aussi un petit peu de cannes, et deux ans après j'étais arrivé à 800 gaulettes. Mais j'ai continué à travailler la nuit, parce que je n'arrivais pas à faire face à tous les besoins. Le géranium à cette époque n'était pas tellement payé... En proportion, si, c'était même mieux payé que maintenant, mais c'était la qualité de géranium qui n'était pas si bonne : il n'y avait pas autant d'essence dedans, on appelait ça le géranium blanc, et on était à la moitié du rendement de maintenant.

Et pour la canne, c'était difficile de commencer. Maintenant c'est différent : on achète un peu d'engrais, et c'est plus vite fait. Mais il y a longtemps, il fallait absolument travailler avec du fumier, et ça coûtait cher quand on en n'avait pas assez chez soi.

Mais j'avais commencé à garder quelques sous, et puis j'avais commencé, avec ma vieille maman à faire des animaux : un cochon, quelques volailles. On avait amélioré la case, on avait reconstruit la cuisine, et fait le poulailler et le parc à cochon. Et bien, pour commencer la canne, j'ai raclé le peu d'animaux que j'avais. À chaque coupe de géranium je mettais un peu de côté aussi. Et quand est arrivée la période pour mettre le fumier dans la canne, j'ai pris tout ça, j'ai acheté du fumier et je l'ai mis dans les cannes... J'ai commencé les cannes avec 150 gaulettes. L'année ensuite j'en ai pris 200 autres. Finalement je suis arrivé à 550 gaulettes de cannes... Là les choses ont commencé à démarrer. J'ai fait une autre petite case, à côté de celle de la vieille maman, et puis je me suis marié,

J'avais 26 ans. Mais je n'étais vraiment pas riche. J'avais la case, mais il n'y avait rien dedans. Seulement une case en tôle, et en ce temps-là, il ne fallait pas se plaindre parce qu'il y avait très peu de maisons en tôle, et la mienne était en tôle. Les autres étaient en paille. Alors j'ai repris le travail, mais la malchance est venue. Premier en-

fant : malade. Juste au bout de neuf mois de mariage, il est arrivé au monde, malade. C'était la guerre, et il n'y avait pas de lait pour le soigner et il est mort. Au bout d'un an, l'autre est né, Comme ça on est arrivés à onze, et ça a été vraiment dur... Surtout dans les deux premières années... Là on a vraiment passé un certain moment où on pouvait même pas manger... Ce que je me faisais dans ma journée, ça partait tout pour les enfants et leurs maladies et les déplacements pour aller les faire soigner... J'ai travaillé la nuit. Deux ans et demi j'ai travaillé à la fois en usine et sur la terre. J'étais presque tout le temps au travail...

... Mais nous habitons toujours sur les 25 gaulettes en location que mon père m'avait laissées. Pour le géranium j'étais en colonage, et en colonage chez Monsieur de Villèle en cannes... Alors un jour le propriétaire me dit : « Il faut que tu sortes de là, j'ai besoin de mon terrain ! » Ou alors, il fallait que je lui achète, tout de suite. C'était là le dur : j'avais quelques gaulettes de travail, mais de l'argent je n'en avais pas... Et il m'a serré à la gorge pensant que je pourrais emprunter à la propriété ou à l'usine. C'était un Grondin, de la même famille que ceux qui sont à Bois-de-Nèfles. Depuis, il est parti pour la France avec toute sa famille. C'est pour cela qu'il voulait vendre. En réalité, la terre appartenait à sa femme, une Payet, qui avait reçu ça dans le partage de son père. Les autres héritiers étaient restés dans l'indivis, je ne sais pas comment, et maintenant qu'ils sont partis en France, la terre est abandonnée... Alors la femme elle aussi est venue me voir, pour que j'achète. Les 25 gaulettes faisaient partie de sa part, qui faisait 200 gaulettes, et elle voulait tout vendre à la fois. Moi j'aurais bien acheté juste l'emplacement de la case, la cour, 3-4 gaulettes, mais il n'y avait rien à faire. J'ai dit : « Augmentez la location, je ne peux pas acheter, et je ne peux pas sortir ! » Comment sortir ? Il faudrait tout démonter, pour aller où ? D'autant plus que ma famille était vraiment nombreuse, et que j'arrivais à peine à nourrir tout le monde. Mais elle ne voulait entendre parler de rien. Dans son crâne, il y avait une seule idée - elle ne nous l'a pas dit, mais on l'a su par d'autres - c'est que je trouverais bien à emprunter, parce que j'étais bien avec les propriétaires.

Je suis parti voir Monsieur Raphaël. On dit que c'était un grand chrétien. C'est vrai, c'était un grand religieux, vraiment un grand religieux, mais c'étaient aussi des gens qui aimaient l'argent. Ça, oh là là ! Ils aimaient l'argent ! Et je lui ai demandé s'il pourrait m'aider. Mais c'était beaucoup, ce que je demandais, et puis il aurait sans doute donné si j'en avais eu besoin pour la canne, ou pour dépenser, mais pour acheter de la terre, il n'aimait pas ça. Et il n'y a rien eu à faire. Oh, il a bien essayé de me soutenir, en disant que j'étais un bon travailleur, en me donnant des certificats comme quoi je travaille tant de terre, que je travaille bien. Il m'a envoyé à la Caisse avec un mot disant qu'elle pourrait me prêter quelque chose ; il m'a envoyé à un monsieur, là-bas, à Saint-Denis. Mais ça n'a pas collé. J'ai fait plusieurs voyages, mais comme en ce temps-là 100 000 francs c'était beaucoup, et comme je n'avais rien je n'ai rien reçu...

Alors j'ai tourné, tourné... Comment faire ? Grondin et sa femme derrière moi c'était comme un bois pointu. Ils poussaient, poussaient... Alors, je ne savais plus où aller, ni que faire. Mon frère m'a aidé. Il travaillait comme comptable à l'usine de la Mare et il s'était bien marié, avec la fille d'un employé de l'usine, un homme qui avait bonne réputation. Alors il s'est arrangé pour cautionner mon emprunt, et comme ça ne suffisait pas, il m'a prêté lui-même un peu.

C'est là que le changement de situation a vraiment commencé. Peut-être que si je n'avais pas été forcé d'acheter je serais resté longtemps encore comme avant ? Mais, là, j'étais propriétaire du petit morceau de terre. et c'était justement au moment où le père Gonthier, le curé de Saint-Gilles les Hauts, commençait à s'occuper de faire construire de meilleures maisons par ici. Un jour il vient me voir, il me dit : « Monsieur Lebon, pourquoi vous ne faites pas une maison ici ? » Je lui dis : « Mon père ? Je ne fais pas une maison ? Mais comment faire, je n'ai pas les moyens, j'ai une dette à payer sur mon petit terrain, alors ? » Il dit : « Il n'y a pas besoin de moyens. Je vais essayer ! » Il se débrouille pour tout, il va à la Caisse, il demande

combien de gaulettes j'ai en géranium, combien en cannes, il remplit les papiers, il s'arrange pour les plans, tout !... Mais là, il fallait acheter un autre terrain, parce que celui où il y avait ma case de tôle était trop loin pour amener un jour l'eau et l'électricité. Alors on n'aurait pas eu de permis. Mais avec mes dettes, je n'osais pas acheter encore. Je devais encore pour plusieurs années. Mais il m'avait mis l'idée dans la tête, et j'ai fait mes comptes. Encore une fois, j'ai vendu tous les animaux, les cochons, j'en avais trois, et les poules. J'ai raclé tout ce que j'ai pu et j'ai trouvé 50 000 francs, et j'ai acheté ce petit morceau, sous la route, juste assez grand pour construire.

Six ou sept mois après il est revenu et m'a dit : « Alors, maintenant tu te décides à construire ? » J'ai dit « Oui, je voudrais bien, mais c'est un peu dur ». Mais là j'ai eu de la chance : c'est à ce moment-là que le géranium est passé à 12 000 francs. J'ai fait une grande coupe de géranium, et j'ai reçu 100 000 francs. Donc, on s'est mis d'accord et on a démarré la construction. J'ai travaillé moi-même avec un maçon, et toute la maison a coûté deux millions, que je paie en vingt ans. De là, on a acheté le terrain d'ici en bas, puis on a bâti une petite porcherie, un poulailler. J'ai agrandi mon travail, et là je viens d'acheter un bout de terrain de 1 500 gaulettes, du côté de Tan Rouge.

... L'inconvénient, c'est qu'entre temps les enfants ont grandi. Ils se sont mariés, ils se sont dégoûtés de la terre à me voir travailler comme ça, et ils n'ont plus voulu travailler la terre. Là, il m'en reste deux pour me donner un grand coup de main, mais combien de temps encore ? Celui qui est à l'armée est en France, et il m'écrit qu'il a passé son permis. Quand il reviendra, s'il revient, est-ce qu'il voudra travailler dans le géranium ? ».

Ici le paysage est bien différent. Cannes partout, au-dessous, au-dessus. La lumière est plus crue, l'air, encore frais le matin ou le soir

s'échauffe fortement au cours de la journée. Le plafond de brume qui cache les Hauts est déjà loin, tandis que la mer à quatre cents mètres plus bas envahît l'horizon. Le sol est sec, sauf à la saison des pluies, de janvier à août.

Les maisons de ciment alternent avec des cases de tôles, sur une ancienne propriété morcelée, dont même la cheminée a disparu. Reflets des héritages et des aléas familiaux les cases traduisent l'histoire de cette petite communauté. Ici trois fils, instituteurs ou employés, ont construit de véritables villas sur des parcelles que leur a distribué leur père, employé retraité d'une usine à sucre. Tout près d'eux un terrain qui fut vaste est maintenant surchargé de cases de tôle et de paille. Un aïeul l'avait acquis autrefois, commençant ainsi à s'échapper des plantations, mais ses descendants mâles l'ont gardé dans l'indivision, et depuis plusieurs générations ils y construisent leurs cases, et tous les hommes de la « bande » sont au service de la propriété voisine y travaillant comme journaliers ou exploitant quelques parcelles en colono.

La maison de Joseph Lordin est un peu à l'écart de ce petit quartier. Il l'a construite lui-même, sur un terrain qu'il avait acheté, en prenant pour modèle les maisons plus riches qui l'entourent. Le résultat est ambigu, mais la maison est plus vaste et plus confortable que les cases de tôle du voisinage. Remontant du fond de la ravine en pente assez raide jusqu'à la route qui gagne les Hauts, son terrain, 4 000 m², porte des bananiers et quelques cultures maraîchères. Joseph Lordin va régulièrement vendre ses légumes et sa volaille au marché de Saint-Paul, ce qui le fait vivre au jour le jour.

Ses ancêtres travaillaient tous sur les plantations voisines. Cafres, Malgaches, Indiens, Blancs, ils lui ont donné un visage où se reconnaissent les traits de tous les continents. Sa femme est blanche ; elle est née au Guillaume. Il l'a épousée assez tard, quand il a pu acquérir cette terre, et quitter la plantation. Le ménage n'a pas pu avoir d'en-

fants, et il a pratiquement adopté une fillette de 6 ans, l'un des enfants de la sœur de Joseph Lordin, qui vit là depuis ses plus jeunes années.

Joseph Lordin parle :

« Mon père et mon frère étaient colons chez les Villèle et on habitait dans le camp. En ce temps-là toute une famille prenait un « carreau », une grande bande de terre, en montant vers la montagne. Tout le monde y travaillait : le père, les garçons, la mère, les filles. On travaillait tous ensemble, mais chacun avait son morceau à lui. Le premier morceau était au père, le second au fils aîné et ainsi de suite... Les plus jeunes, eux, n'avaient pas de morceau par eux-mêmes, mais ils travaillaient avec les autres.

À 14 ans, en 1934, mon papa est mort et j'ai été colon en mon nom propre, là-haut, juste au bord de la ravine. C'était presque tout du grand bois quand Monsieur de Villèle m'a donné ça, et il a fallu défricher, avec mes frères. Puis on a mis des haricots, du maïs, et à la fin de la canne.

Quand j'ai grandi, j'ai compris que je risquais de passer toute ma vie comme mon père, si je ne faisais pas attention... Monsieur de Villèle n'était pas un mauvais bougre, mais il aimait l'argent ! Il n'aimait pas que les colons puissent en gagner trop, et surtout il ne voulait pas qu'il leur en reste d'avance. Alors, il avait son truc, Monsieur Raphaël : si vous étiez un colon qui travaillait par ses propres moyens, il n'aimait pas ça ! Ce qu'il aimait, c'est qu'on lui emprunte de l'argent. Vous alliez le voir, vous lui demandiez poliment « Monsieur Raphaël, j'ai besoin d'un peu d'argent pour la communion de ma fille » ou bien « Monsieur Raphaël, il me faut 15 000 francs pour payer des travailleurs ». Là, il était content, il donnait. Mais il marquait ça, et au moment du règlement ⁸ il retenait tout ça, avec un intérêt de 7

⁸ Le paiement des cannes après la récolte et la livraison à l'usine.

Je crois qu'il empruntait à la Caisse agricole à 3% - il y a trente ans de ça - et ensuite il partageait entre les colons. Sept pour cent ! C'est ce qu'il disait aux colons ! Si vous preniez de l'argent au mois de janvier et si vous payiez au mois de décembre c'était 7%. Mais si vous preniez au mois de novembre pour rendre au mois de décembre, il y avait aussi 7% d'intérêt sur l'argent ! Calculez combien ça faisait ?

Moi, c'était un peu différent. Quand j'étais enfant, le curé de St-Gilles les Hauts s'était occupé de moi, et depuis j'aimais bien l'église ; j'allais aux réunions, à la chorale. Et Monsieur Raphaël il aimait l'église. Il allait à la messe presque tous les jours, et il se disait en me voyant que j'étais un bon garçon, puisqu'il me voyait souvent avec le curé... Alors je n'avais pas peur d'aller directement à sa maison discuter avec lui. On n'était pas toujours d'accord, mais il me laissait parler...

Mais moi, je ne voulais pas payer les 7%, être toujours couvert de dettes, et même à la fin de ma vie être incapable d'avoir une case à moi. Alors, quand je voyais Monsieur Raphaël, il me disait « Et toi, Lordin, combien d'argent tu veux ? » Je lui disais que je n'en avais pas besoin. Je travaillais à ma façon. Quand il fallait payer les travailleurs, je vendais un porc, quelques volailles, ou un cabri. Je les payais, je mangeais, mais le crédit, non, je n'en prenais pas. Et Monsieur Raphaël n'aimait pas ça. Au règlement, il me disait : « Toi, Lordin, c'est extraordinaire, même les gros colons me demandent de l'argent. Au règlement il n'y a personne qui sorte de mon bureau avec 15 000 francs, et toi tu sors toujours avec de l'argent !... Moi je trouve de l'argent pour faire travailler mon terrain, et tu n'en veux pas. Je te donne de la terre, et tu ne veux pas me faire travailler mon argent ! » Il n'aimait pas ça. Si vous sortiez de son bureau avec rien, et que vous repreniez de l'argent, là il était d'accord, et il vous redonnait même plus de terre à travailler. Mais si vous vouliez travailler personnellement, alors, non ! ».

Maintenant, je vous le dis franchement, je ne vis pas, sur le petit bout de terre que j'ai, je ne vis pas, là-dessus... Mais retourner travailler comme colon, non. Faire comme mon père, comme les autres, comme certains colons ? Quand j'ai vu comment ça se passe, leur contrat avec le propriétaire, vraiment, c'est lamentable de voir que nous ne sommes rien, rien du tout ! C'est le propriétaire qui fait le contrat. Un jour il vous fait venir, vous arrivez, on vous tend un papier et on vous dit : « Voilà, signe ! » On vous perd en vous faisant peur. On vous dit « Il y a longtemps que je t'ai dit de venir ici pour tes papiers ! Et tu arrives maintenant ? - Ben M'sieur, l'a dit à moi que... - Tu peux être mis dehors, maintenant. C'est trop tard, tant pis pour toi. Les autres ont déjà signé, et toi tu t'amuses... Écoute, ça ne fait rien, signe ça vite, et on arrange ça... »

Qu'est-ce qu'il y a sur le contrat ? Vous ne savez pas. Un colon qui travaille mille gaulettes, ils écrivent qu'il en a trois cents, et comme ça ils peuvent vendre un jour à la S.A.F.E.R. sans difficulté, et vous vous ne savez pas lire, alors vous signez. Et un jour, vous allez à la Sécurité sociale, et on vous dit que vous ne cultivez pas assez, que vous n'avez droit à rien... À qui allez vous réclamer ? Il n'y a rien à faire : vous avez accepté le contrat, sans savoir.

Çà, c'est avec les moyens propriétaires. Pas avec les grosses sociétés comme les Sucreries de Bourbon. Elles, elles déclarent tout, elles mettent toujours les colons au quart ⁹. Elles donnent de l'engrais ; ils ont des caterpillars, ils font épierrer les champs, labourer ; ils vous donnent tout ça, vous payez seulement les 3/4 des frais, à la récolte. Il y a même une certaine souplesse... Mais seulement, dans deux ou trois ans vous ne serez plus colon ! Ils font ça, mais c'est pour reprendre au fur à mesure, quand les contrats tombent ! Et après, ils font valoir directement, avec une petite équipe et des machines...

⁹ Le colon devait donner 1/3 de la récolte au propriétaire, jusqu'à une loi récente qui ramène la redevance à 1/4.

Les moyens propriétaires, eux, ils n'y arrivent pas. Parce que, ici, qui dit moyen propriétaire dit fonctionnaire... Si c'est pas un fonctionnaire, il va reprendre la terre et faire-valoir, ou il va vendre à la SA-FER. Mais les autres, ce sont des fonctionnaires, dans l'administration, ou des instituteurs. Ils mettent des colons sur la propriété... Des colons... Disons plutôt des esclaves... Vous avez peut-être entendu parler de mademoiselle Dijoux, de Chaloupe ? Elle a beaucoup de colons, plus de cent, sur 350 hectares.

Devant les gens qui parlent avec elle, elle a un petit peu de conscience... Mais, par derrière, elle coince ! Elle va dire alors : « C'est que je ne gagne pas beaucoup d'argent avec mes colons ». Et c'est vrai. Il n'y a pas de travail convenable sur son terrain. Elle ne gagne pas grand'chose, ni avec le géranium, ni avec la canne. Elle, elle est institutrice. Elle vient là quand ? Le jour où elle n'a pas d'école, au bureau pour recevoir ses colons. Il y a aussi un garde-champêtre ¹⁰, mais celui-là il s'occupe surtout de garder pour lui une petite compensation... Si vous laissez le colon, là, abandonné, si vous ne le déclarez pas correctement, qui travaille contre son intérêt ? Le propriétaire ! Mais ces gens-là ne veulent pas comprendre. Pour Mademoiselle, on est encore un peu son esclave. On n'a pas le droit de lui dire quelque chose... Et pourtant, si vous avez un colon, si vous l'aidez, il peut travailler mieux : le bénéfice est pour vous... Que voulez-vous, il y a là-dedans un manque de vigilance, un manque de savoir-faire du propriétaire.

Le colon d'autrefois travaillait consciencieusement, puisqu'il était aidé par le propriétaire ; et puis il y avait certaines petite compensations : là une petite récolte qui ne marche pas, et le propriétaire, le grand propriétaire, disait : « Tu vas récolter tout ça pour toi », ou bien, dans les cannes qui n'avaient pas bien poussé on pouvait mettre un pied de maïs, ou de pois. Tout ça, c'était pour le colon, c'était lui qui mangeait ça, sans que le propriétaire ne lui demande rien. Dans la

¹⁰ Employé du propriétaire, qui surveille le travail des colons.

cour, on plantait du maïs, et ça non plus on ne partageait pas. Mais le propriétaire avait d'autres façons de gagner là-dessus : il faisait payer tant par tête de bœuf qu'on avait, et aussi 1200 francs pour l'emplacement de la case. Mais on avait de l'eau, du bois, du vétiver pour rien. On ne partageait que dans les grands champs... Et je vous dis « on partageait », mais il y avait toujours quelque chose qui passait à côté.

Actuellement on n'a plus le droit de rien planter, ni un pied de pois, ni un pied de maïs : rien d'autre que les cannes. Et le petit colon sait que dans un an, dans deux ans, lorsque sa canne sera finie, et bien ça sera fini aussi pour lui. Alors il fait tout pour en profiter. Il ne travaille presque plus. Par exemple, le gros propriétaire donne de l'engrais. On va le chercher. Disons qu'on a 500 gaulettes ; on sait qu'il faut 200 kilos d'engrais par 100 gaulettes, ce qui fait donc une tonne d'engrais. Que fait maintenant le petit colon ? Il prend la tonne d'engrais, il en met 500 kilos. Et le reste ? Ou bien il le revend, ou bien il le met sur un terrain à lui... Il est démoralisé puisqu'il sait qu'on va lui reprendre bientôt sa terre... Quant au rendement de sa canne, il s'en fiche... Et pour l'entretien, c'est pareil. Il va tout juste envoyer un petit garçon gratter le bord du chemin... Il gratte trois fois par an le chemin, ça oui ! Parce que Monsieur va passer voir le chemin, et dira « Ça, c'est un bon colon ! » Et puis le reste...

On a trouvé des méthodes pour tuer le travail ; on fait des méthodes soi-disant pour aller vite, pour avoir un plus grand rendement, mais les colons et les journaliers, s'ils n'ont le droit de rien dire, ils ne supportent pas. Et ils protestent à leur manière...

Il y aurait bien la grève... Mais grever, ici, ce n'est pas possible, et la faute vient de nous. Si je dis : « Messieurs, allons grever pour gagner quelque chose du propriétaire », tout de suite le propriétaire sait que c'est moi qui vais mettre la grève. Alors on me coince. Ou bien on essaie de m'acheter... Ici, il n'y a pas de grèves ! Il n'y a rien, ici ! Il y a des pressions, ici ! Et pour soulever une grève il faut une organisa-

tion, et du moment que vous allez organiser il y a toujours une langue qui va là-bas ! Avec ces Messieurs, on n'a pas le droit de faire grève.

On nous dit actuellement que nous sommes en liberté, oui, bon. On n'est pas vraiment les esclaves de Messieurs, Mais on n'a pas le droit de leur dire : « Moi, je ne fais pas ça ».

Albert Incana est un voisin de Joseph Lordin, et un de ses amis. Il a 64 ans, mais ses cheveux blancs et une certaine noblesse des gestes et du visage le font paraître plus âgé. Il demeure près de la route dans une case assez misérable, case de colon alignée avec quelques autres sur la lisière d'une grande propriété. Il a acheté voilà quatre ans un terrain de quatre hectares de très bonne terre, à peu de distance de là. La moitié est en canne, l'autre en pommes de terre, en maïs et en légumes. À côté de la case assez coquette qui était déjà sur le terrain où il rêve d'installer son fils, il a construit une porcherie et installé un petit élevage de poulets. C'est là qu'il passe ses journées, avec sa femme et deux de ses garçons, les autres enfants étant à l'école. Tous les vendredis, un « bazardier » vient acheter ses légumes, et, en fin de semaine ses enfants l'aident à travailler sa terre.

Il parle peu, s'interrompt souvent, comme pour souligner de silence le poids de ses pensées. Homme doux, presque rêveur, il montre cependant une constance dans l'effort, une volonté inexorable de s'arracher à un destin qui lui pèse. À plusieurs reprises, s'entrecroisant avec son récit, revient ce thème : se libérer des propriétaires, ne plus leur payer le tiers de ce qu'il produit, être son propre maître. Mais cela sans révolte, plutôt comme l'objectif d'une ascension à entreprendre et dont il pense enfin avoir accompli l'essentiel.

Albert Incana parle

« Je venais de me marier, j'avais juste 25 ans, alors j'ai fait le jardin et j'ai vendu les légumes : brèdes, bringel, carottes, tout, et je portais vendre sur la tête. Mais après ça, j'ai trouvé que c'était trop léger, un travail trop léger pour moi. Alors j'ai préféré travailler la canne, et le géranium...

Mon papa travaillait colon, chez Villèle. Il est né là, et mon grand papa, lui, il était né sur la terre Lièvre, du temps de l'usine... Ça, c'était la bande des anciens ! Il y a encore une cheminée dans la cour, tout près de là où est né mon grand-papa, près de Monsieur Lallemand... Mon grand-papa aussi a travaillé longtemps à l'usine là-bas, mais quand mon papa a voulu travailler, l'usine a fermé, et il est venu voir Monsieur de Villèle qui lui a donné un morceau, en colon.

... Il serait content de voir que je suis devenu propriétaire, malheureusement il est mort assez jeune, quand j'avais 14 ans. Maman est morte quand j'avais 8 ans. Alors, avec ces 14 ans j'en avais déjà vu de la misère... Parce que mon papa était comme à terre, malade tout le temps ; même quand il n'était pas malade, il ne portait pas trop la santé. Et il est mort un jour, dans la forêt. Il était allé brûler la forêt pour planter du géranium, et on l'a trouvé refroidi.

Alors j'ai travaillé pour le propriétaire, sur l'habitation : mettre le fumier dans la canne, gratter un petit peu la canne, casser le trou de la canne. Je gagnais 50 centimes par jour... Il y a plus de 50 ans de ça, c'était vers 1933...

J'ai travaillé comme ça, en gagnant 50 centimes. Après, je me souviens bien, j'ai travaillé chez mon tonton, qui était colon chez Dijoux. Puis j'ai largué mon tonton, et j'ai travaillé à un franc par jour. Puis c'est monté à un franc 25, un franc 50. C'est venu jusqu'à 3 francs, jusqu'à 5 francs. Alors, à 5 francs, j'avais fini d'avoir à peu près dix-huit ans. Là l'esprit m'est venu avec le corps, et je me suis dit qu'il fallait maintenant travailler pour moi-même. J'ai été défricher le calumet,

tout là-haut, dans la forêt, et j'ai planté un petit bout de géranium, 150 gaulettes.

Ah, ça a ouvert mon esprit ! Alors j'ai commencé à prendre un petit bout de canne... Mais le petit bout de canne n'était pas encore coupé que j'ai dû partir en France, faire mon service. L'homme qui vivait avec ma soeur s'est occupé de la canne, mais il a fait aussi la récolte et il a tout pris pour lui... Quand je suis revenu du service, la canne était déjà à sa troisième coupe ! Il l'avait soignée, mais il avait vécu dessus... Et moi, j'avais une petite case là-dessus ; il vivait là maintenant... Et quand je suis arrivé, il ne m'a rien rendu. Alors je suis parti, et je suis venu par ici... Mais là, j'ai travaillé ! Par 300 gaulettes, par 400 gaulettes ! Et j'ai monté ! J'ai fait des pommes de terre, et ça a bien gagné ! Mais ensuite, il est venu des années où il n'y avait pas d'écoulement pour les pommes de terre. On ne vendait pas, on donnait... Mais ça ne fait rien, il y a eu bien des bonnes années. La terre était bonne, en ce temps-là. Pas besoin de mettre d'engrais dans le géranium, pas besoin de rien du tout, et le géranium poussait quand même ! La canne aussi, pareil... C'était bien... Seulement, il y avait aussi la misère... La misère... Pour le bougre qui ne travaillait pas, c'était vraiment la misère... Celui qui travaillait, il avait, celui qui ne travaillait pas, il n'avait pas... Le contraire de maintenant. Maintenant ? C'est celui qui travaille qui n'a point !

Moi-même, je réfléchis. Je ne suis pas tellement un gros travailleur, mais quand même je suis un bougre sévère, question de travail. Et mes enfants aussi. Mais, regardez, si je veux faire une fantaisie, manger un peu à mon choix, je n'arrive pas. Tout ce qu'il y a dans les supermarchés, pas question d'acheter, regarder seulement ! Ceux qui achètent ? C'est les fonctionnaires, et ceux qui ne travaillent pas !

C'est pour ça que les enfants ne veulent plus travailler la terre... Quand ils voient comment leurs parents sont endommagés, ils ne veulent pas vivre eux aussi dans le dommage... Mon garçon, par exemple, il a 27 ans. Cette case, c'était préparé pour lui. L'année passée, il a

demandé une fille en mariage. Ils ont fait l'entente. Mais la famille n'a pas voulu. Plus tard, peut-être. Mais ils ne voulaient pas que leur fille aille avec ; un cultivateur c'est comme un vagabond maintenant... Pourtant, tout le monde travaille, ici, la femme, tous... Ce terrain, c'est pas pour nous qu'on l'a acheté, mais pour le garçon. Et il a fallu acheter la maison avec le terrain, ils vendaient les deux ensemble. Il aurait pas fallu acheter une affaire comme ça, mais sans la maison il ne voulait pas vendre le terrain, parce que, sans le terrain il ne pouvait plus vendre la maison, alors il fallait acheter le total. Mais ça coûte cher... Maintenant, le fils reste dormir là le soir pour garder les animaux.

Un jour, peut-être que ça ira mieux ? Mais on est découragé, quand on voit tout le travail qu'il faut faire pour gagner juste de quoi manger. Heureux encore qu'il existe le Suad ¹¹, parce que, si ce n'était pas le Suad, des gens comme moi auraient fini de décliner... On aurait abandonné la culture. Parce que j'ai d'autres métiers : j'ai travaillé un peu dans la charpente ; j'ai suivi aussi d'autres métiers. J'ai essayé, pour voir comment c'est, mais je suis revenu à la terre, parce que, quand j'ai besoin de la terre, la terre est toujours là, on la trouve toujours, tandis que dans d'autres métiers, il faut toujours chercher, aller à Saint-Denis, à Saint-Pierre, ou même aller en France, ou ailleurs. Comment faire quand on n'a point de diplôme ? quand on n'a point de bachot ?

Oh, il y a de gros bougres qui travaillent aussi la terre. Regardez, Monsieur de Touris : il travaille la terre avec goût, et puis avec esprit... Seulement, il a peut-être son bachot... Il sait beaucoup de choses, il apprend facilement. Si tous les bougres étaient comme lui. Mais ce n'est pas le cas. Regardez par exemple la terre Hoarau. C'est un gentil bougre, le propriétaire, mais c'est le gérant qui n'est pas bon ! Le propriétaire, il vit en France, et il vient une fois tous les ans... Il a hérité de tout ce terrain à la mort de Mme Chevreau, il doit y avoir 4 ou 5 ans. Mais quand il vient, il ne voit rien du tout. Il fume une ciga-

¹¹ Service d'utilité agricole du développement, dont les moniteurs conseillent les agriculteurs.

rette, il regarde la tâche, et c'est le gérant qui reste... Heureux, celui-là : il n'a pas besoin de travailler pour gagner ; il est tombé sur ce grand terrain, il est dur ; il brise la personne qui demande des comptes justes... C'est un homme qui n'a point de charité pour son prochain, un ancien bûcheron, qui coupait du bois dans la forêt... Et le propriétaire ne voit pas tout ça ; lui, il ne voit que ce qui est marqué dans le carnet, par ce que, nous, nous donnons, et le gérant ne marque pas toujours... Mais, il n'a pas tort, hein ? Celui qui manie le beurre, c'est celui qui se suce les doigts, oui...

Mais il vaut mieux ne rien dire. On ne sait jamais, entre eux, ils sont tous du même côté. C'est pareil que dans la politique. Devant vous, ils font semblant de se disputer, mais derrière, qu'est-ce qu'ils se disent ? C'est pour ça que, moi, je ne m'occupe jamais de la politique. Ça, c'est pour ceux qui veulent gagner de l'argent sans travailler, mais si vous êtes un bon travailleur, un bon cultivateur, il faut jamais vous en mêler. Il faut être bien avec tout le monde... Aujourd'hui, c'est Monsieur Bénard, demain matin ce sera peut-être Monsieur Jacques ou Monsieur Philippe... Alors, avec ces bougres-là, qu'ils soient bons ou qu'ils soient mauvais, il faut s'entendre... Mais il ne s'intéressent pas aux cultivateurs, seulement quinze jours avant les élections...

Par exemple, là, sur la commune de Saint-Paul, il y a de la terre libre. La commune en a, le gouvernement en a, mais ils ne s'en souvient pas. Et quand on achète un terrain, ou, comme moi une case avec un terrain, ils s'arrangent entre eux pour faire de l'argent sur notre dos. Il n'y a jamais trop d'argent pour les gros, mais pour nous, s'il y a 5 francs, c'est trop 1... Par exemple, depuis trois ans que j'ai acheté ce terrain, ma prime n'est sortie qu'une fois. Pas sur le terrain. La prime, c'est sur la maison. La première année, elle est allée à celui qui m'avait vendu, et il l'a retournée à la caisse agricole, à Saint-Denis, ou à Monsieur Tomi, je ne sais pas, et elle n'est jamais revenue ici... La deuxième prime, l'année suivante, elle est bien sortie. Mais la troisième année, je n'ai rien vu venir. J'ai été voir le garçon de Monsieur Lebas, qui est presque directeur de la Caisse agricole ; il a dit qu'il

m'enverrait un papier. Mais on dirait que la prime n'a pas sorti. Jusqu'à ce jour je n'ai rien vu. Hier je suis allé à Saint-Paul, pour voir s'il ne serait pas arrivé une petite monnaie parce que je suis serré en ce moment. On m'a dit que la prime n'est toujours pas sortie, qu'elle n'est pas loin de sortir, mais qu'elle n'est toujours pas arrivée... Mais, moi je crains que ça ne fasse pareil que l'an dernier : la prime sort, et ils l'es-camotent. Comment faire ? Je ne sais pas lire, je ne connais pas les papiers, alors elle a été supprimée comme ça !... Mais, si la prime sortait, je serais bien aise de recevoir un peu d'argent... »

Comme écrasé par ses dettes, Albert Incana se courbe, se tasse. Son sourire s'est estompé, mais son visage garde la même douceur affable. Dans ce silence son découragement est plus présent que dans ses mots. Découragement sans véhémence, sobre constat des difficultés de la vie, admises, acceptées, et prises l'une après l'autre, dans un lent corps-à-corps.

« Avant, ce n'était pas comme ça. Il n'y avait point de propriétaires comme ceux de maintenant. J'avais un morceau en coloriage, chez Monsieur Hoareau, et bien l'année dernière j'ai laissé ; il devenait trop dur, le gérant devenait trop exigeant, exigeant... Avant, le propriétaire encourageait toujours le travailleur ; s'il avait un journalier, il l'encourageait : le soir, en partant il donnait un cari de pois. S'il avait un magasin, il attrapait une poignée de sucre et il vous la donnait ; il vous donnait aussi à boire... Mais maintenant, c'est fini ! Moi même, j'ai travaillé devant la porte de certains propriétaires. On travaillait dans la cour, ou bien on avait un petit travail à faire dans la maison, avec un ou deux camarades. Mais en ce temps-là, on n'avait pas besoin d'apporter à manger ! A onze heures, le propriétaire attrapait un poulet, et on mangeait ! J'ai vu ça, moi, avec Madame Lièvre. On venait travailler chez elle, elle faisait cuire à manger, même pour 20-25 personnes : il y avait le cari, le grain, un bout de morue, chacun dans une assiette... Mais tout ça c'est fini. Maintenant, ils ne donnent pas... Ça veut dire que le sentiment des gros a changé...

...Oh, évidemment, il faut avoir la conscience aussi, et ça aussi ça disparaît : Parce qu'on doit comprendre que si on a un supérieur, il faut le respecter. Il n'y a pas besoin de s'emmêler avec comme font les jeunes maintenant... Il faut avoir le respect, et les gros, à ce moment, ils vous portent attention. Sinon... Mais il ne faut pas croire qu'on peut tout casser. Regardez, vous même, vous dites bien que vous m'estimez. Mais votre descendance est supérieure à la mienne, alors il faut que je vous respecte... Vous ne pouvez même pas dire autour de vous que nous sommes des amis, puisque vous êtes blanc, et moi noir... Ici, chacun choisit sa société sans se mélanger ».

Dans son compartiment clos, chacun affronte un jeu dont il n'a ni fixé ni choisi les règles, un jeu où il faut entrer, recevoir des coups et essayer de se placer au mieux. Tout au plus le réseau invisible des liens sociaux tresse-t-il un léger filet de protection, mais ceux qui content leur vie disent surtout un combat solitaire, contre des forces mal identifiées, où se combinent les hommes, la nature, la santé, les chances et les malchances. Compartiment clos qui dessine cependant un cadre familial, d'où l'on n'a ni le temps ni le souci de regarder au dehors.

Car au-delà tout se brouille, et les forces deviennent encore plus obscures. L'arbitraire semble régner, celui des « gros », celui de tous ceux qui détiennent des pouvoirs, sur les hommes, sur le monde ou sur le surnaturel. L'aventure particulière s'enferme dans ses certitudes comme pour se protéger, et conjure l'arbitraire par l'obéissance et par les rites ; train où vole un insecte inconscient du mouvement qui l'emporte. Et les forces sociologiques ballottent l'acteur fragile quand le train accélère, freine, ou déraille.

La vie d'une société n'est pas simplement une gerbe de vie d'hommes, car ces vies sont trop inégales. Dans l'histoire et dans l'espace

certaines dominant et beaucoup sont brisées. Les forces qui les étirent, masquées sous les chatoiements des morales, des codes et des croyances n'apparaissent qu'à la suite d'une analyse plus austère qui échappe en général à ceux qui les subissent. Les témoignages ont alors une valeur exemplaire. Même s'ils ne disent pas toute la vie de la société, ils en cernent d'un trait fort les lignes essentielles.

Or ces lignes ne sont pas simples. La Réunion est parcourue de forces contradictoires, qui s'affrontent si intensément que c'est leur contradiction plus qu'elles-mêmes qui semble de nos jours au premier plan. Une conscience nouvelle naît de ces secousses ; quand éclatent les univers clos, chacun pressent combien il dépend de l'organisation de la société où il vit. Ce qui semblait *destin* apparaît de plus en plus *contrainte* ; les évidences apparemment éternelles sur lesquelles s'appuyaient les dominations cèdent devant l'ouverture d'alternatives inédites, devant les remous d'une confrontation économique et sociologique.

PAYSANS DE LA RÉUNION

II

LE POIDS DU SUCRE

[Retour à la table des matières](#)

Mais quelle confrontation ? Entre quelles forces ?

Lorsque le voyageur survole les immenses domaines sucriers de la Réunion, il lui semble que leur tapis recouvre toute Vie. Les plantations se plaquent au sol en carreaux réguliers ; la canne monte vers les franges brumeuses de la montagne, en vastes espaces que brisent çà et là une usine à sucre ou la demeure d'un planteur précédée d'une allée de hauts arbres.

Au bord des nuages qui masquent le plus souvent les sommets, le paysage change. Ponctué de l'éclat des toitures de tôle, un fourmille-ment d'arbres et de petites cultures annonce un autre univers humain qui semble piétiner entre le sucre et la forêt aux abords des terres riches où s'étale la canne. Plus bas, près du littoral où court la route, d'autres agglomérations, très denses celles-là, s'échelonnent entre la mer et les cannes.

Paysage agraire, mais aussi paysage social, inscrit sur un sol où la canne à sucre a été l'outil d'un profond labourage de la société.

Au 18^e siècle, le tableau était très différent. Les forêts descendaient plus bas ; les Hauts étaient bien moins peuplés ; les zones défrichées ne connaissaient guère la canne, mais elles recevaient une grande variété d'espèces : les arbres fruitiers, les cultures vivrières, le blé, le riz, le maïs et les légumes secs se partageaient un sol morcelé où coexistaient des exploitations de toutes dimensions. Là vivait une société certes profondément inégalitaire, avec ses esclaves et ses maîtres, ses pauvres et ses riches, mais une société qui connaissait bien des degrés entre ses extrêmes. Lorsque la canne se développa, au début du 19^e siècle, elle disloqua à la fois le paysage et les hommes. Les planteurs les plus faibles furent éliminés et les terres peu à peu rassemblées en vastes domaines. Des esclaves africains et malgaches, puis des engagés indiens furent introduits en grand nombre. Avide de terres et d'hommes, la canne, envahissante, balaya les paysans et les rejeta autour d'elle : ceux qu'elle asservissait se serraient auprès des usines et ceux qui la fuyaient essaïmaient vers les montagnes, sur les Hauts.

Dans l'aventure des individus, une société se dessinait : la Plantation prenait la première place dans la vie de Vie, et la nouvelle structure agraire traduisait la naissance d'un système économique et d'un nouvel environnement. En s'étendant aux zones d'agriculture ancienne et à de nouveaux défrichements, la canne jetait vers ses marges un paysanne incapable de lutter contre l'emprise d'une nouvelle société et contre la naissance de nouveaux pouvoirs.

Depuis, le système s'est renforcé à mesure que les progrès techniques accroissaient le rôle du capital dans l'agriculture sucrière et l'importance des usines. De nouvelles concentrations se sont opérées, aux dépens cette fois des premières entreprises ; la technicité croissante de la gestion, le poids des investissements ont poussé les usines à appesantir leur contrôle sur les terres à canne pour prévenir une diversification des cultures qui aurait menacé leurs approvisionnements. Loin de suspendre ce mouvement, la départementalisation lui a donné un nouveau coup de fouet. La hausse des coûts a conduit à un effort accru

de productivité chez ceux qui purent investir ou qui osèrent s'endetter et elle a condamné les autres. Des usines fermèrent, d'autres se modernisèrent à outrance. A compter de 1969 un vaste remaniement se déclencha en vue de maintenir la production sucrière malgré les exigences croissantes de la main-d'œuvre et la hausse des coûts d'opération. Il existe, écrivaient les responsables des usines dans un document conjoint « un commencement de désaffection - qu'il convient de faire en sorte de freiner - de la population rurale à l'égard de la culture de la canne et des travaux des champs, abandonnés progressivement au profit d'autres secteurs publics ou semi-publics considérés comme plus lucratifs » ¹². Ils mirent sur pied une série d'opérations de concentration destinées à rationaliser la production et à accroître la productivité ; la quantité de main-d'œuvre nécessaire, s'en trouvait certes diminuée mais cela ne ferait qu'aider aux transformations de l'Île, « favorisant ainsi la redistribution du personnel concerné dans d'autres activités commerciales, industrielles ou prestataires de services ».

Les terres des planteurs qui avaient bénéficié autrefois d'une situation confortable grâce à l'exploitation de nombreux colons cessaient d'être rentables. Certaines passèrent sous le contrôle des entreprises les plus dynamiques, d'autres, grâce aux programmes de la réforme foncière ont été morcelées, ce qui a permis aux propriétaires de retirer des fonds importants et de les investir hors de l'agriculture. Par contre l'élimination des colons et la chute de l'emploi sur les grandes propriétés ont aggravé le chômage, car rien ne permet de dire que la « redistribution du personnel » soit effective.

Cette longue histoire agraire n'est pas terminée. D'autres remaniements se profilent, à mesure que s'amplifient la mécanisation de la culture et de la récolte des cannes, et le passage à un faire-valoir direct hautement technique qui élimine les dernières traces du paternalisme ancien. Mais, malgré ces changements, les principales lignes de forces

¹² « Demande d'agrément présenté au Commissariat au plan » présentée par les diverses sociétés sucrières de la Réunion, le 12/11/1969.

se perpétuent : le maintien de la concentration des terres, c'est aussi celui d'une certaine organisation économique et sociale qui, née à l'époque esclavagiste avec la première expansion des plantations, s'est toujours adaptée sans se rompre aux bouleversements venus de l'extérieur. Le tableau actuel de la structure agraire est éloquent, et son versant sociologique ne l'est pas moins : pour plus de 71%, soit 42 000 hectares, les terres arables sont consacrées à la canne à sucre.

Ces terres sont concentrées entre de très grandes propriétés qu'entoure, dans les zones les plus médiocres, une poussière de micropropriétés : 92% des propriétés ont moins de 5 hectares, et ne rassemblent à elles toutes que 19,5% de la surface agricole. Face à elles, 1,8% des propriétés, celles qui dépassent 20 hectares et plus, regroupent 68,5% de cette surface.

Contrastes économiques qui sont aussi des contrastes de pouvoir, des contrastes de participation à la direction de la vie sociale et à la définition de ses buts. Dans cette société écartelée entre ses extrêmes et dont le secteur productif est presque exclusivement tourné vers la monoculture d'exportation, les pouvoirs appartiennent, directement ou par personne interposée, à ceux qui contrôlent la terre et les usines à sucre. La voix des cultivateurs et des ouvriers agricoles, leurs façons de vivre, leurs mots et leurs croyances sont recouverts par la plantation, qui ne domine pas que les terres et le travail des hommes mais aussi l'expression de leur vie la plus intime.

La Réunion n'est pas seule dans cette situation, et cela donne toute sa portée à son message : elle appartient à un ensemble plus vaste, à une véritable « famille de sociétés » qui, comme elle, se sont développées dans des pays tropicaux sous l'emprise de la colonisation et de la grande plantation. Dispersées à travers le monde, dépendances des puissances industrielles, ces sociétés ont entre elles bien des ressemblances qui ne tiennent pas au hasard ou à quelque convergence tardive, mais au système où leur vie économique et leur organisation sociale se sont trouvées enfermées. Ces sociétés issues de la grande

plantation esclavagiste ont hérité d'elle leur structure sociale et leurs relations internationales ; ce passé les a plongées dans un certain type de sous-développement caractérisé à la fois par un équipement relativement moderne et par la misère et l'aliénation de la masse des ruraux. Du Brésil aux Antilles ou à la Réunion elles offrent de remarquables correspondances. L'économiste jamaïcain George Beckford ¹³, en traçant les traits essentiels de ces sociétés de plantation ne semble-t-il pas décrire la Réunion ?

- « 1) La production est basée sur des unités de grande dimension qui utilisent une importante main-d'œuvre locale dans l'accomplissement de tâches de routine rémunérées à un niveau de salaire proche du minimum vital ;
- 2) La production est destinée à l'exportation vers un marché métropolitain où elle est assurée d'une protection ;
- 3) L'activité économique est entre les mains de capitaux, de cadres et de dirigeants extérieurs au milieu ;
- 4) Les exportations se limitent à un nombre très restreint de produits primaires ;
- 5) Une classe de planteurs, peu nombreux, ainsi que leurs correspondants métropolitains, détient à la fois un grand pouvoir politique et un statut social élevé qui implique un certain antagonisme vis-à-vis de la masse de la population ».

Et ce tableau est très intimement lié à la canne à sucre. C'est par elle que la plupart des pays de cette vaste « famille » se sont orientés vers la monoculture et que s'est édifié un ordre social appuyé sur la grande propriété et sur une main-d'œuvre d'esclaves ou d'engagés. De

¹³ « Persistent Poverty, underdevelopment in plantation economies of the Third World », Oxford University Press, 1972.

l'implantation de la canne à celle d'une société centrée sur elle, les enchaînements d'évènements sont suffisamment contraignants pour que le même tableau se reproduise quand ses conditions écologiques et socio-politiques sont remplies : terres tropicales humides, territoires peu ou non peuplés dominés par une métropole européenne, insertion dans une économie de marché où le sucre a, du moins au départ, une valeur importante.

Une véritable réaction en chaîne s'amorce alors à partir de la plantation sucrière. On la reconnaît déjà dans la façon dont les premières plantations-sucreries, les « ingenios », avaient dominé dès le 16^e siècle le paysage agraire et la vie sociale de certaines régions de Cuba et de Saint-Domingue. Elle se déclenche encore plus intensément autour des plantations esclavagistes du Brésil, puis aux petites Antilles et à la Jamaïque aux 17^e et 18^e siècles. Elle se produit à nouveau quand, dans un contexte plus moderne, les grandes plantations et les usines se développent à Cuba, à Porto-Rico, à Trinidad et dans les Mascareignes.

Malgré des profils différents selon les lieux et selon les époques, cette réaction suit partout une série d'étapes analogues.

C'est d'abord le fait technique que le jus de canne ne peut être rentable que transformé rapidement en sucre et que cela requiert des investissements importants. Une production sucrière peut certes se développer à l'échelle des petites exploitations, l'Inde en a donné un excellent exemple, mais dès que des capitaux s'investissent dans la transformation du sucre, les entreprises qu'ils créent s'assurent une productivité sans comparaison avec les petits producteurs. La rentabilité de ces capitaux donne alors à ceux qui en disposent, et qui viennent en général de l'extérieur du secteur agricole, une prépondérance sur les paysans environnants. Pénétrant dans l'agriculture le capital prend un contrôle croissant sur la terre, tandis qu'il développe simultanément les moyens de fabrication du sucre. Les petites propriétés vivrières

diminuent ou disparaissent. La terre se concentre en grands ensembles.

Dans une île comme la Réunion, où la première colonisation de peuplement a créé bon nombre de petites exploitations familiales, celles-ci sont absorbées ; la population de souche européenne se voit écartelée entre deux pôles : au sommet, les planteurs, et à la base une masse d'anciens petits cultivateurs ruinés, qui, plutôt que de passer sous le contrôle des planteurs, quittent la terre ou vont défricher des régions marginales. Même si les bonnes terres vierges sont encore abondantes, le système des concessions ne permet plus l'établissement de petits exploitants et réserve la terre à des planteurs importants. Le passage à un nouveau mode de production et l'absence d'une réserve locale de main-d'œuvre entraînent un appel de travailleurs. Destinés à servir la plantation et non à se fixer sur des terres, ceux-ci sont importés dans un cadre contraignant, esclavage ou engagement, qui les tient à l'écart des droits civils les plus communs. Ils sont recrutés dans des pays tropicaux lointains et ils appartiennent à des groupes ethniques et culturels très différents de celui des maîtres des plantations. Les contrastes sociaux, déjà extrêmes, se renforcent de contrastes raciaux qui ont bien des analogies avec ceux qui existeraient entre des castes. À partir de ces contrastes, la société élabore une idéologie qui projette en termes de valeur les rapports de contrainte qui existent en son sein. Ceux qui la contrôlent, les maîtres, apparaissent comme les porteurs de la culture, de la religion, de la vérité. Leur langue, leurs cultes, leurs façons de vivre, de manger, de s'habiller, prennent figure de modèles. À l'opposé, tout ce qu'introduisent avec eux les esclaves ou les engagés est dévalorisé ; avoir leurs traits physiques, user de leur parler, suivre leurs coutumes ou leurs croyances, c'est porter une marque d'infériorité. Par un retournement dont toutes les sociétés sont coutumières, les maîtres confortent leur domination en l'étendant du contrôle des corps à celui des esprits... Ils convainquent ceux qu'ils dominent de l'infériorité de leur culture et de leur être ; ils les persuadent que leur position dans la société tient à des différences d'essence

entre les hommes ; ils font concorder l'ordre social avec une morale que tous devraient respecter.

À la Réunion, le développement des plantations sucrières ayant été tardif les terres étaient déjà largement occupées. La canne à sucre, tout en conquérant des terres nouvelles, envahit aussi les zones qui n'avaient pas encore connu les immenses concentrations qu'elle allait entraîner. La période du café elle-même, tout en donnant appui à des fortunes notables, n'avait exercé ni sur la société ni sur le terroir le choc radical qui allait venir du sucre. Bouleversant les paysages agraires, arasant les vergers et les arbustes, la canne remania le milieu naturel, le modela si bien selon ses besoins que, quelques décennies plus tard elle semblait s'insérer dans un paysage qui lui aurait été de tout temps destiné. Mais l'observateur ne doit pas s'y tromper : la « vocation » de l'Île pour le sucre ne résulte pas de quelque déterminisme naturel mais bien de la rencontre historique entre un système économique et un milieu naturel. D'autres rencontres auraient pu entraîner la Réunion dans d'autres directions : autre versant de la société, versant qui marque directement le sol, l'écologie de l'Île reflète à sa manière la combinaison des événements, des données naturelles et des contraintes techniques par lesquelles s'édifie la plantation. Que les uns ou les autres changent du fait de l'histoire ou de l'action des hommes, et l'équilibre se déplace ; la « vocation » d'une terre dépend certes de cette terre, mais la nature est un contexte dont le rôle dépend beaucoup de la main qui la travaille.

L'expansion de la canne et des grandes plantations se fit très rapidement. Après avoir germé sur quelques propriétés à la fin du 18^e siècle, le complexe sucrier s'affirma avec force dans les premières décennies du 19^e siècle et élimina la plupart des autres activités agricoles.

On défricha aussi, beaucoup : les terres cultivées à la Réunion passèrent de 42 600 hectares en 1823 à 91 000 en 1860 ¹⁴. La canne occupa l'essentiel de ces défrichements, et dans ce mouvement de conquête elle se répandit même sur bien des terres qui lui étaient peu favorables. Alors qu'en 1823 elle ne représentait que 10% des surfaces cultivées, soit 4 200 hectares, elle en occupait 68%, soit 62 000 hectares en 1860 ¹⁵. Transformations agraires qui impliquent des remaniements sociologiques considérables, et à partir desquelles se mettent en place les rapports sociaux contemporains. Après 1860 cette évolution n'a pas cessé. Des domaines de plus en plus considérables dévoraient autour d'eux tout ce qui était incapable de leur résister. Les propriétaires devenaient les chefs d'entreprises importantes. Leur besoin de capitaux leur faisait prendre des risques et contracter des emprunts qui préluèrent souvent à leur faillite et au rassemblement de leurs terres entre les mains des prêteurs.

Par delà les traits généraux qu'elle partage avec les autres sociétés issues de la plantation, la Réunion offre donc un visage très particulier. Les pressions d'un système économique laissent toujours à l'histoire une marge suffisante pour qu'elle modèle d'innombrables variantes à partir d'un schéma général. C'est ainsi que l'époque du développement des plantations sucrières retentit directement sur le mode de recrutement des travailleurs et donc sur la composition ethnique de la population. Si la plantation atteint son point culminant au 18^e siècle (Martinique, Guadeloupe, Barbade, Jamaïque, Saint-Domingue, sud des États-Unis), la main-d'oeuvre est introduite par les navires négriers : l'esclavage a marqué ces régions et donne aux Africains une prépondérance qu'ils garderont jusqu'à nos jours.

¹⁴ André Scherer, *Histoire de la Réunion*, PUF, 1966, pp. 59-60.

¹⁵ A. Scherer, op. cit., p. 59.

Au contraire, lorsque la plantation ne prend que tardivement son essor, au 19^e siècle, l'esclavage est presque révolu. Les planteurs se tournent vers d'autres sources de main-d'œuvre, et l'Asie, l'Inde surtout, l'emportent sur l'Afrique. Les immigrants d'Asie forment alors une partie importante de la population (Trinidad, Réunion) où ils sont parfois majoritaires (Guiana, Maurice).

Autre variante introduite par l'histoire : la présence d'une petite paysannerie d'origine européenne qui coexiste avec les grands domaines dans les îles où la canne s'est établie tardivement. Un paysannat parcellaire venu d'Europe avait pu s'installer avant les plantations ; le développement de celles-ci l'évinça et ces paysans se réfugièrent dans des zones marginales ; ils reconstituèrent là une vie paysanne à laquelle vinrent s'intégrer par la suite des esclaves libérés et des travailleurs venus des plantations. La Réunion donne un exemple frappant de cette évolution, et les Hauts, quoique à l'écart de la plantation, témoignent du choc de celles-ci sur les petits paysans qu'elle a contraint à quitter leurs premières terres.

Ainsi modelé par l'histoire, le visage de l'île n'est pas figé. En perpétuel remaniement, la société s'infléchit sous ses propres tensions. Elle s'ajuste aussi au contexte mondial dont elle dépend si étroitement : directement branchée sur l'extérieur auquel elle vend toute sa production et où elle achète presque tout ce dont elle a besoin, elle subit directement les changements économique et technologique du monde industriel. La plantation n'est pas un monde clos et un peu passif. Malgré la distance géographique, malgré un exotisme qui semble l'affranchir de certaines contraintes, elle subit de plein fouet les soubresauts et les mutations que connaît l'Europe et qui la transforment par retouches successives.

« L'habitation » esclavagiste était certes un monde cohérent. Cellule de la société globale, elle était une « institution totale », à la fois économique et sociale. En son sein se réglaient les principales activités de production, et les phases importantes de la vie des individus

aussi bien que les tâches les plus quotidiennes. Les nouveaux venus s'inséraient d'abord dans une « habitation » où on les acculturait à la vie créole et aux travaux qu'on leur imposait ; la plantation était à la fois le cadre social des travailleurs et le lieu d'enracinement des membres de la classe dominante.

À l'époque contemporaine, la plantation, à la Réunion comme ailleurs, a éclaté en types divers. Les transformations techniques ont affermi le contrôle des entreprises les plus importantes sur la majorité des planteurs et une inégalité croissante s'est produite ainsi au sein de la classe dominante, sans cesse menacée d'autre part par les grandes sociétés internationales. Les indépendances nationales ont à leur tour remanié les liens avec le monde industriel, et ont renouvelé les formes de dépendances économiques. Simultanément, de nouvelles activités sont venues concurrencer les plantations auprès de la main-d'oeuvre (tourisme, mines, secteur tertiaire). A la Réunion des revenus et des débouchés inédits (aides sociales, émigrants) ont transformé les perspectives de ceux qui vivaient sur les terres des planteurs. Des courants idéologiques nouveaux et les retrouvailles culturelles avec des sources longtemps ignorées ont remis en question les valeurs qui soutenaient la société de plantation. Sous la pression des coûts, la gestion est devenue plus crûment économique ; les rapports sociaux se sont tendus tandis que s'affaiblissaient les anciennes solidarités qui atténuaient les antagonismes.

La plantation a pris ainsi de nouveaux traits. Il existe certes de nos jours des plantations et des usines à sucre très semblables à ce qui existait au début du 19^e siècle, voire au 18^e siècle. Mais, à l'opposé on a vu se développer des entreprises puissantes, gérées selon les principes d'une stricte rationalité économique, et d'une technique de pointe, qui ont investi des capitaux très importants et qui poussent au maximum le souci de la productivité.

Malgré la monoculture, malgré la concentration des terres et le paysage agricole si typique de la ceinture sucrière, le vrai visage de la plantation réunionnaise est souvent ignoré. On ne nie certes pas l'importance économique de la canne, mais on minimise en général son emprise sociologique. Tout se passe comme si l'agriculture sucrière n'était pas le support d'un univers social mais simplement une activité, parmi d'autres, dans un monde rural. Et, tandis qu'un véritable tour de passe-passe sociologique estompe la vie sociale des quartiers qui dépendent des usines et des grandes propriétés, le regard se tourne avec prédilection vers une autre Réunion, celle des zones de petite paysannerie et d'élevage qui occupent les Hauts de l'Île.

L'accent mis ainsi sur une Réunion presque mythique, peuplée de petits paysans, fait illusion à bien des observateurs. Ils ne prêtent qu'une attention distraite aux agglomérations denses, mi-quartiers mi-bidonvilles, à ces anciens « camps » enserrés dans les terres à canne, qui répondent bien mal à l'image d'une ruralité tropicale. Si bien qu'alors que la majorité de ceux qui vivent de l'agriculture se trouve dans l'aire d'influence des usines à sucre, c'est aux autres, à ceux qui habitent les Hauts qu'on attribue le premier rôle.

Cette distorsion idéologique brouille toute représentation cohérente de la société de plantation : véritable écran mental, elle filtre la réalité et impose ses propres évidences. Ce n'est plus la Réunion qu'on regarde, mais l'image qu'en ont ses maîtres. Image chargée de significations. Les Hauts, ces paysans créoles, on les accepte dans l'Île ; on les situe au bas d'une échelle économique dont on tient le sommet, mais ils font partie de la vie de l'île et on les reconnaît comme des proches. Par contre, ceux qui travaillent sur la plantation appartiennent à un autre cercle. Ils doivent s'y tenir et ne pas chercher à s'en écarter. Tels les travailleurs étrangers des grandes cités industrielles, ils forment une enclave qu'on tient entre parenthèses et qu'on ne voit pas.

Cette coupure est si consubstantielle à la société de plantation qu'on ne peut l'effacer qu'en remettant en cause cette société elle-même. Esclaves ou engagés ne pouvaient espérer en franchir pleinement la porte, même lorsqu'elle s'entrouvait : « même après sa liberté... sa couleur est vouée à la servitude et rien ne peut le rendre égal à son maître » écrivait en 1777 le ministre Sartine ¹⁶. Cent trente cinq ans plus tard, cette affirmation brutale trouve à la Réunion un écho adapté à l'époque, dans un document qui met à nu les soubassements de la société de plantation. Il s'agit d'un rapport établi en 1905 en vue de proposer des solutions à la crise de main-d'œuvre que connaissaient les plantations et les usines ¹⁷. Écrit à l'époque charnière où émergeait le monde contemporain, ce document montre comment s'établit la continuité entre un monde esclavagiste apparemment très lointain, et la société que nous avons sous les yeux et ne voyons pas toujours. « Déserte lors de sa découverte, écrivent les auteurs de ce rapport, l'Île de la Réunion a été colonisée par des Français, venus de la Mère-Patrie. Cette situation a toujours obligé la Colonie à avoir recours à un appoint de bras étrangers, sans lesquels il eut été impossible aux colons de mettre le pays en valeur. Les premiers travailleurs virent de Madagascar et de la côte d'Afrique, sous le régime de l'esclavage. Plus tard, en 1848, lors de l'abolition de l'esclavage, l'exploitation et la mise en valeur du pays seraient devenues très difficiles, si le gouvernement français ne s'était entendu avec l'Angleterre pour être autorisé à recruter des travailleurs dans l'immense réservoir d'hommes que constituent les Indes. Une Convention intervint entre les deux pays, le 1er juillet 1861, et depuis cette époque, tous les travailleurs agricoles nécessaires à notre Colonie furent recrutés dans l'Inde, et l'on put se procurer ainsi une main-d'œuvre docile, intelligente et se faisant très vite aux travaux des champs et des usines.

¹⁶ Cité par C.A. BANBUCK, 1935, *Histoire politique, économique et sociale de la Martinique*. M. Rivière.

¹⁷ *Rapport sur la question de la main-d'œuvre et la reprise de l'immigration indienne* par MM. MIREL, CRÉPIN et HUGOT, *Chambre d'Agriculture de la Réunion*, 1905, 41 p.

À la fin de l'année 1862, le nombre des immigrants Africains, Indiens et de nationalités diverses, présents dans la Colonie, s'élevait à 72 594 et l'industrie sucrière, malgré les procédés d'extraction les plus primitifs, arrivait au chiffre maximum de sa production en sucre, soit 60 000 tonnes. La Réunion traversa à cette époque une ère de prospérité inouïe, qu'elle n'a plus retrouvée depuis ». L'Angleterre suspendit en 1884 la convention de 1861, en s'appuyant sur les nombreuses plaintes qui émanaient des engagés indiens. « Aussi, poursuit le rapport, le nombre des immigrants diminua-t-il rapidement et le 31 décembre 1890 il était de 40 000 pour tomber à 23 000 en 1898. Devant cette situation nouvelle, les colons ne perdirent point courage, et les plus grands efforts furent faits pour parer à la crise que l'on subissait du fait du manque de bras qui déjà se faisait vivement sentir. L'emploi des engrais fut généralisé, ainsi que celui des instruments agricoles, les usines se centralisèrent dans une certaine mesure et d'importantes dépenses furent faites pour en améliorer l'outillage et réduire le plus possible la dépense de main-d'œuvre. Cet effort considérable, entraînant de grosses dépenses, trouva sa récompense dans le maintien de la production de la Colonie, malgré la constante diminution du nombre des immigrants ».

Mais ces investissements ne suffisaient pas. Les progrès techniques ne supprimaient pas le besoin d'une main-d'œuvre abondante, docile et peu rémunérée, une main-d'œuvre qui ne risqua pas non plus de s'échapper du système. Faute d'esclaves, puisque l'époque était révolue où ceux-ci auraient pu régler les problèmes de main-d'œuvre, il fallait donc envisager les moyens de disposer d'une main-d'œuvre qui ne risquerait pas de prendre le large lorsque d'autres activités viendraient concurrencer le travail peu attrayant et mal payé des champs de canne. La nostalgie des planteurs envers l'époque où étaient nombreux les engagés indiens, assignés par contrat à une plantation, s'exprime tout au long de ce document. Les auteurs font ressortir à plusieurs reprises le fait que le noyau des travailleurs qu'ils ont sur leurs terres est encore constitué d'Indiens qui, venus autrefois comme engagés, sont demeurés à la Réunion. D'eux, ou de leurs enfants. Mais

comment empêcher ces Indiens de se créoliser peu à peu et de s'affranchir de leurs liens avec les planteurs ? Tirant argument de la convention de 1869 sur l'engagement des Indiens, ceux-ci demandent avec force que ni les immigrants, ni leurs enfants ne deviennent Français. Il faut au contraire qu'ils poursuivent leur vie en restant liés aux planteurs, au cours d'engagements de cinq ans régulièrement renouvelés. Les enfants à leur tour doivent « bénéficier » du statut de leurs parents. Et les auteurs s'appuient sur le lien qu'établissait la convention de 1861 entre le renouvellement de l'engagement et le maintien du droit au rapatriement : si un indien décide de résider dans la colonie après l'expiration de son contrat, il peut y être admis, « à titre de faveur ». Mais, ce faisant, il perd tout droit à rapatriement ultérieur. Or « la situation des enfants nés dans la Colonie étant de par le traité la même que celle des enfants introduits avec leurs parents, il est inadmissible que l'une des parties contractantes puisse la modifier par un acte unilatéral et priver du rapatriement, conséquence de l'engagement, un immigrant à qui elle a formellement garanti ce droit dans une convention internationale ; et c'est ce qui arriverait nécessairement, si l'autorité locale refusait l'engagement aux fils d'immigrants nés dans la Colonie ou introduits avec leurs parents ».

Il s'agit donc de protéger les jeunes Indiens nés à la Réunion... Pour leur éviter de perdre le droit au rapatriement, il est nécessaire qu'ils gardent le statut d'engagement comme leurs pères... Et, pour bien les protéger, la Commission conclut :

- « 1) Les fils d'immigrants hindous nés dans la Colonie ne sont pas Français. Ils ne doivent donc pas le service militaire.
- 2) Ils restent à leur majorité soumis au contrat d'engagement ».

Les conséquences de ces conclusions vont directement dans le sens des planteurs : les immigrants indiens forment une population à part, qui a pour fonction unique de travailler dans la canne à sucre et qui ne peut pas disposer des droits civils du reste de la population. D'ailleurs,

n'est-ce pas normal, demande la Commission ? « Descendants de colons français établis depuis de longues années de notre Colonie, nous avons toujours estimé souverainement injuste à notre égard la situation qui est faite aux fils d'immigrants, dans l'état actuel des choses et vu l'interprétation donnée par l'administration locale à la loi sur la naturalisation. Nous ne pouvons admettre que du jour au lendemain les fils des immigrants hindous puissent jouir de tous les droits généralement quelconques du citoyen français, alors que, de par le décret du 22 décembre 1898, ils se voient exonérés de tout service militaire et sont ainsi dispensés de l'impôt le plus dur que l'État français fasse peser sur ses citoyens. C'est là une criante inégalité ».

Pour corriger cette inégalité, il suffirait donc que la naturalisation soit refusée aux fils d'immigrants. Ce qui aurait l'avantage de préserver leurs droits au rapatriement dans une Inde qu'ils ne connaissent pas... Mais ce qui aurait aussi un autre avantage que la Commission avoue enfin : « Nos ateliers ne seraient pas privés chaque année de 1 500 jeunes gens fils d'immigrants, qui leur sont enlevés à l'heure actuelle par une interprétation (des) textes que nous avons démontrée erronée et que nous affirmons funestes aux intérêts de la Colonie ».

Tout y est : les arguments juridiques, les raisons patriotiques, l'évocation des intérêts de la Colonie et la défense des droits légitimes des travailleurs, mais tout est exprimé à la fin : il s'agit de maintenir dans les ateliers les fils d'Indiens qui ne voudraient pas connaître le sort de leurs pères et par le biais de leur nationalité, de les astreindre au travail forcé sur les plantations. Aussi, le 11 juin 1905, la Chambre d'Agriculture de la Réunion émit-elle un vœu unanime demandant que « les fils d'immigrants, nés à la Réunion, conservent leur nationalité anglaise ».

Mais, même en réduisant à l'état d'engagés les descendants d'Indiens, les planteurs risquaient de manquer de main-d'oeuvre suffisamment nombreuse pour que l'offre de travail se situe largement au-delà des besoins, situation éminemment favorable aux employeurs. Il

fallait donc que l'immigration indienne reprenne, et des pressions en ce sens furent exercées au plus haut niveau, d'ailleurs en vain.

Les travailleurs créoles craignaient cependant l'afflux des concurrents qui, entièrement dans la main des planteurs, viendraient casser les salaires et réduire l'embauche. Il fallait les rassurer, et on s'appuya pour cela sur deux types d'arguments : d'une part, loin de réduire l'emploi, les Indiens par leur activité engendreraient des emplois plus nombreux pour les créoles, d'autre part, les créoles auraient naturellement les emplois les meilleurs, qui leur assureraient un meilleur salaire et un travail plus stable. Tout cela est dit fort explicitement dans le rapport. Les travailleurs créoles n'ont en effet rien à craindre, y lit-on, « tout au contraire, cet appoint de bras (est) indispensable pour maintenir la production générale, et par suite, fournir aux travailleurs créoles les éléments de travail dont ils vivent ». Ces travailleurs créoles seront les principaux bénéficiaires de l'opération car « le travailleur créole, plus intelligent et plus instruit, remplit en général des fonctions qu'on ne peut confier aux immigrants, auxquels sont réservés des travaux plus simples et plus rudes. C'est ainsi que les employés et les ouvriers de tous métiers : mécaniciens, charrons, forgerons, charpentiers, maçons, etc... sont créoles. Mais ils perdraient évidemment leurs emplois, si les propriétaires, faute de main-d'œuvre, se voyaient dans l'obligation de réduire toutes les dépenses de leurs exploitations agricoles ».

On ne peut mieux démontrer le mécanisme de la société de plantation réunionnaise que le fait innocemment ce rapport. On y voit nettement se dessiner les deux pôles extrêmes de la société : les propriétaires agricoles et la main-d'œuvre, cette main-d'œuvre qu'il s'agit d'empêcher par des obstacles légaux de quitter la plantation et de changer de rôle. C'est à elle que vont les tâches les « plus simples et les plus rudes ». C'est elle qui, ne recevant que de maigres rémunérations, versées en grande partie en nature, ne pouvant accéder à la nationalité française, devant transmettre à ses enfants son statut discriminatoire vient prendre la place que les esclaves occupaient antérieu-

rement. Dans la conscience populaire, on ne s'y trompe pas. Au hasard des témoignages il est frappant de voir combien la grande césure de 1848, celle de l'abolition de l'esclavage, a laissé peu de traces à la Réunion, alors qu'aux Antilles il s'agit d'un point fort de l'histoire, commémoré chaque année et souvent rappelé. Et la période la plus récente, jusque vers 1950-1955, se confond avec le passé plus lointain : l'esclavage, dans la mémoire collective des terres de plantation, s'est prolongé très avant dans le 20^e siècle. Les auteurs du rapport le disent à leur façon. Ils soulignent la différence de statut entre les engagés et le reste de la population : entre les travailleurs, surtout indiens, et le groupe restreint des propriétaires, se trouvent les créoles. Certains sont Blancs, d'autres sont franchement marqués par des origines malgaches ou africaines, beaucoup sont diversement métissés. Ils vivent à proximité des plantations ou dans les Hauts. Citoyens à part entière, ils occupent dans le tableau que nous trace la commission la place qu'avaient les libres et les affranchis à l'époque esclavagiste. Venant parfois travailler aux champs, ils participent plus souvent aux tâches spécialisées, et ils trouvent ainsi au sein de la plantation les chances d'une certaine ascension sociale. Il ne s'agit certes pas de les admettre dans le groupe dominant, mais on les laisse accéder à un statut intermédiaire d'où quelques-uns pourront parfois les rejoindre. On les voit acquérir quelques terres, au moins pour y bâtir une case et avoir un jardin, mais aussi pour affirmer une certaine indépendance vis-à-vis des planteurs ; on les voit aussi se spécialiser dans divers métiers ; parfois ils jouent sur la propriété des rôles plus importants, de commandeur et surtout de « colome », ce gérant dont dépend une large part de l'activité quotidienne. A partir d'eux se forme une petite classe moyenne créole qui accumule des biens : solidaire des maîtres, elle participe directement à l'exploitation de la masse des travailleurs en obtenant d'eux des travaux à bas prix ; en même temps elle tire parti de sa position privilégiée auprès des maîtres pour détourner vers elle une partie des profits que ceux-ci entendent réaliser. Il suffit d'entendre le récit de Joseph Lordin ¹⁸ pour saisir dans le détail du quotidien

¹⁸ Voir supra, pp. 162-165. [Dans le fichier numérique, [voir](#).]

le jeu double de ces agents intermédiaires, et la façon dont ils s'enrichissent. Ce sont eux qui dans les zones de plantation ont le plus bénéficié de la départementalisation : leurs enfants ont été les premiers à pouvoir poursuivre des études suffisantes et à occuper les nouveaux postes qui se multipliaient ; comme les fils des planteurs moyens ils sont devenus instituteurs, employés d'administration et cadres de la fonction publique.

Dans l'image qu'en donnaient en 1905 les représentants des grands planteurs, une double faille fracturait donc la société réunionnaise : une faille socio-économique qui tenait la masse des créoles à distance des planteurs, et une faille bien plus profonde, qui coupait les travailleurs indiens et tous les engagés de ceux qui « descendent des colons français établis depuis longtemps dans nos colonies », même si cette descendance s'était accompagnée de métissages. Mais alors qu'il existe de nombreux ponts au-dessus de la première faille, la seconde est infranchissable.

Quels avatars a connu ce tableau depuis 1905 ? Certains contrastes se sont atténués ; les barrières légales que les planteurs ont tenté d'édifier contre l'intégration des Indiens n'ont pas tenu, mais d'autres barrières faites de stéréotypes, d'attitudes, d'entraves à la mobilité sociale les ont en grande partie relayées et le système a duré en s'ajustant. La transparence qui affecte toute cette partie de la vie réunionnaise, ou cette autre transparence qu'est la folklorisation de certains éléments de sa culture, marque bien les limites d'une intégration qui n'est acceptée qu'à condition qu'elle ne remette pas le système en question. A l'inverse l'accent est toujours mis sur le monde issu en partie des petits cadres des plantations qui occupe vigoureusement le secteur public. Un masque protecteur permet ainsi à des structures archaïques de se maintenir en se dissimulant.

Le poids de l'univers sucrier se fait sentir bien au-delà : c'est toute la société globale qui est orientée par lui, modelée par son influence prépondérante. Il suffit d'observer la structure foncière de l'île, le rôle du sucre dans les échanges extérieurs, l'étouffement de la production vivrière par les importations alimentaires pour retrouver à la Réunion tous les signes qui ne trompent pas dans les autres « îles à sucre ». Tout au plus les liens étroits avec la métropole, le caractère tardif de la mise en place du système de la plantation sucrière, et les crises que celui-ci a subi à la fin du 19^e siècle ont-ils fait subir à la classe dominante plus de remaniements qu'elle n'en a connu ailleurs. De ce fait, elle est demeurée relativement ouverte et elle n'est pas devenue autant que dans d'autres sociétés un cercle exclusif, formé de vieilles familles dont les généalogies soigneusement tenues soulignent qu'aucun élément étranger ni aucun métissage ne sont venus altérer la continuité.

À la Réunion quelques fortunes rapides ont au contraire renouvelé la classe dirigeante par l'ascension de petits planteurs tandis que des familles autrefois puissantes se retrouvent dans la masse des petits Blancs et ne disposent plus que de quelques terres de montagne sans valeur. L'existence d'un grand nombre de Blancs pauvres a d'ailleurs retiré au fait d'être Blanc le prestige et l'avantage que le « béké » le plus démuné conserve toujours aux Antilles : l'appauvrissement n'est pas tempéré par l'appartenance à une caste privilégiée, celle des Blancs. Les vieilles familles aristocratiques elles-mêmes, celles qui ont marqué l'histoire de l'île, se sont souvent vues placer sur la touche par des individus entreprenants issus des milieux les plus modestes.

Si la mobilité qui affecte ainsi la classe dominante a altéré certains de ses caractères de caste elle n'en garde pas moins en main tous les leviers dont disposent les aristocraties de planteurs les plus fermées. Il faudrait d'ailleurs des études plus approfondies pour juger exactement à quel point l'ouverture du groupe dirigeant n'est pas elle-même en

partie mythique, et comment il tire partie des ambiguïtés créées par l'existence de petits Blancs. C'est en s'appuyant sur les revendications de ces derniers qu'il obtient des pouvoirs publics un système de soutien non sélectif qui, juste bon à permettre la survie des planteurs marginaux, apporte de substantiels avantages aux grands exploitants. Grâce à la masse de manoeuvre des petits planteurs, ceux-ci peuvent exercer des pressions que leur propre situation ne justifierait pas, mais qui tournent à leur profit du fait de leur meilleure productivité et de leur poids dans les organisations agricoles.

Grands propriétaires et usiniers occupent une série de positions stratégiques par lesquelles s'affirme leur poids dans l'orientation de la société réunionnaise et la définition de ses buts. Ils sont très proches des élus départementaux et nationaux ; ils siègent sur les commissions qui avisent la Préfecture ; ils se retrouvent dans les bureaux de direction des organisations agricoles, dans les banques et même dans les nombreuses associations privées qui prennent en charge le développement rural. Les notables locaux infléchissent les plans de développement, les orientations économiques, les priorités d'investissement. Avec des arguments souvent convaincants car ils s'appuient sur la situation réelle et non sur des projets de remaniement radical, ils amènent l'administration à leurs vues. Ils se présentent comme les leaders naturels de l'île ; arguant d'une bonne connaissance d'une population dont les particularités déconcertent les administrateurs venus récemment de France, ils s'en font les porte-parole. Ils écartent les objections de leurs adversaires en les présentant comme des ennemis de l'unité et de l'intérêt national. De ce fait le champ est libre pour démontrer l'identité qui existe entre l'intérêt de la Réunion, celui de la France et celui de la société de plantation. Définisseurs des buts de la société réunionnaise et des conditions de son fonctionnement, ils s'efforcent alors de concilier les directives générales des pouvoirs publics avec les besoins des plantations et des usines, support naturel de la société dont ils sont les leaders.

Toute tentative de remettre en question la « vocation sucrière » de l'île est alors ardemment combattue ; les essais de diversification de la production sont vécus comme une menace dès qu'ils touchent aux terres à canne. L'équilibre financier des usines, fragilisées par leur endettement, dépend en effet directement d'un approvisionnement en canne qui soit régulier et abondant. Une atteinte aux plantations est dans ces conditions un danger mortel pour les usines, même si elle promet de bénéficier à la collectivité. Du coup, les plans de développement économique, de relance de la canne ou d'expansion de l'élevage sont évalués en fonction de l'intérêt des grandes exploitations, de leurs capacités et de leur rentabilité, ce qui peut aboutir d'ailleurs à des tensions entre les intérêts divergents des usines à sucre et de certains grands planteurs.

Face à ce blocage, bien des opérations d'aménagement et de réforme prennent l'allure de simples diversions destinées à réduire la pression des petits cultivateurs tandis que les efforts publics les plus considérables sont systématiquement réorientés vers la canne à sucre sous l'impulsion du groupe de pression des dirigeants de la Plantation. Les petits cultivateurs, une fois de plus, servent d'alibi grâce à quelques actions spectaculaires et marginales vers lesquelles on canalise l'activisme et la bonne volonté de l'administration de façon à garder les mains libres dans les secteurs vraiment importants.

Les responsables de la Plantation ajustent certes leur stratégie à l'environnement économique contemporain. À mesure que les exploitations traditionnelles deviennent moins rentables, on assiste à une double évolution. Les meilleures terres, les exploitations les mieux organisées, passent systématiquement au faire-valoir direct et accroissent leur mécanisation, tandis que les propriétaires moins bien placés se dégagent du secteur agricole. Grâce aux capitaux libérés et malgré la rupture de leur insertion terrienne ils maintiennent la continuité de leur insertion sociale. Si bien que, à mesure que change l'organisation économique de la société de plantation traditionnelle, son organisation

sociale sert de moule à la société moderne qui émerge et assure la pérennité du groupe social au pouvoir.

Sur les terres à canne, dans les « camps » où vivent les travailleurs et ceux que la terre mécanisée rejette, on ne s'y trompe pas. La concentration et la continuité des pouvoirs sont perçues avec un relief qui n'apparaît pas si on s'attache plus aux formes juridiques qu'aux solidarités sociologiques réelles. On sait, certes, qu'une mutation se produit, mais on sait aussi que « après ce sera comme avant, les gros seront toujours les gros et les petits seront toujours les petits ». Plus sensibles à la continuité qu'au changement, les travailleurs des plantations savent d'expérience que les « gros » retournent à leur profit les nouvelles conditions que la société leur impose ; pour eux, la société où ils vivent est plus proche de celle qui existait voilà plus d'un siècle que du projet démocratique dont on leur affirme la réalisation.

Il faudra plus que des affirmations et plus que des aides sociales pour faire croire que les dominations anciennes ont pris fin. Descendants des esclaves africains et malgaches, et surtout des Indiens engagés au 19^e siècle, les ouvriers agricoles et les cultivateurs de la zone sucrière savent que pèse encore sur eux le sort qui s'attachait à leurs ancêtres. Ils sentent que leurs origines les réduisent à la place la plus modeste, et que, même s'ils échappent à la misère ce n'est pas pour accéder de plein pied à la vie de la société réunionnaise. Ils sont venus à la Réunion lorsque la canne avait faim de main-d'œuvre ; par tous les moyens on les a maintenus à son service, au sein d'immenses propriétés où ils n'avaient guère de chances de promotion. Maintenant que la canne n'a plus besoin d'eux, ils apparaissent trop nombreux et il s'agit non de leur trouver de la place dans l'île mais de les évacuer. En attendant d'émigrer ils piétinent aux portes des villes ou bien dans des agglomérations surpeuplées qui ont pris la suite des « camps » où on établissait les engagés.

Dans le voisinage de sucreries maintenant en ruines, ces anciens camps sont formés de la juxtaposition d'enclos où chaque famille

abrite sa « cour », case et jardin derrière une palissade de tôles ou derrière une haie. Le sol appartient le plus souvent à une grande propriété qui en a perdu le contrôle effectif depuis que, génération après génération, les travailleurs y ont installé leurs enfants ; inquiets sur l'avenir ils ne font à leurs cases que les réparations essentielles et le quartier évoque par endroit un bidonville ; l'entretien des chemins, la collecte des ordures, la desserte en eau et en électricité sont aléatoires et dépendent plus des pressions électorales que des besoins des habitants. Parfois cependant, les propriétaires ont morcelé les zones domiciliaires et il s'en suit une transformation notable de l'habitat. Les cases deviennent des maisons dans lesquelles on investit au long des années une bonne partie des économies, les jardins se transforment, on y plante des arbres et l'on améliore les abords.

Mais, même si l'habitat s'améliore, l'emploi demeure précaire. Au sein des zones sucrières en voie de mécanisation croissante, ces quartiers n'offrent guère d'autres travaux que ceux que procurent l'usine ou la plantation. Parfois la municipalité ouvre quelques crédits de chômage, avant la coupe de la canne, mais on va de plus en plus chercher du travail au loin, sur des chantiers de construction disséminés dans l'île ou près des grands travaux routiers. Les hommes partent le matin par les autobus de quatre heures et rentrent tard dans l'après-midi. D'autres vont plus loin et ne reviennent qu'en fin de semaine. A mesure qu'ils découvrent un travail en dehors des champs de canne, les habitants de ces quartiers s'affranchissent des usines et des planteurs, et ceux-ci ne peuvent que constater la « désaffection » pour le travail de la canne. Tirant alors argument du fait que ceux qui occupent leurs terrains avec leurs cases ne veulent plus travailler pour eux, certains les expulsent de façon à libérer le sol. Dans les zones propices au tourisme cette expulsion d'anciens ouvriers agricoles ou de petits colons qui n'ont plus de terres prélude souvent aux lotissements de luxe.

Mais les changements ne prennent pas toujours cet aspect radical. Au contraire, malgré les remaniements économiques qui l'affectent la société de plantation continue le plus souvent à marquer fortement de

son empreinte les quartiers où résident ses acteurs. Les relations anciennes se poursuivent sur bien des plantations et autour des usines. Entre le propriétaire des terres ou de l'usine, les cadres moyens, les colons et les ouvriers, les relations perpétuent le réseau de contacts très personnalisés que la plantation impose comme idéal à ceux qui travaillent sur elle. Les contrastes sont certes considérables et les distances sont profondément marquées, mais le paternalisme qui imprègne le sommet se répercute à chaque échelon, et il estompe les tensions et les oppositions trop violentes. En donnant à chacun l'illusion d'une chance personnelle d'accéder au bon vouloir de plus puissant que lui, on parvient ainsi à une forme d'intégration qui permet à un maximum d'inégalité de se maintenir avec un minimum de contrainte visible.

Les catégories raciales, au besoin, viennent rappeler à chacun son statut. Sans que leur définition et leur fonction soit aussi nette qu'autrefois, elles marquent cependant des seuils difficilement franchissables, du moins au sein de la zone des plantations. Elles affectent aux « Noirs », c'est-à-dire aux descendants des Africains, des Malgaches ou des Indiens, les tâches « les plus simples et les plus rudes », tandis que les Blancs ont de meilleures chances d'accéder à des postes plus importants.

Le paternalisme ne suffit pas, toutefois, et de moins en moins, à maintenir la forte intégration nécessaire au système. Lorsque des tensions le menacent, il exerce alors sur leur expression une action directe. Dans certaines municipalités de la Réunion la politique locale a pour principal ressort l'effort de ceux qui contrôlent les terres contre tout ce qui remettrait en cause le monolithisme de leur région. Toute contestation prélude à des affrontements brutaux. Lorsque se distendent les relations personnalisées et le réseau d'obligations et de services qui assuraient la cohésion du système, celui-ci s'effrite en mettant à nu ses contradictions. Face à cette réalité se développent alors des attitudes opposées, qui traduisent une même impuissance. Ou bien on se place sous la protection des plus puissants, on accepte une dépen-

dance et une infériorité vécues comme naturelles : il est normal d'être défavorisé puisqu'on est les « petits » et que « z'animaux y mange après son maître ». Ou bien la révolte prend une tournure brutale et brève, qui se manifeste lors des périodes chaudes de la vie collective et qui retourne ensuite au scepticisme fondamental devant tout effort personnel pour changer un sort dont on sait qu'en tout cas il sera plus octroyé que conquis. Et surtout, on projette dans l'univers symbolique d'une magie et d'une religion omniprésentes des luttes et les déboires d'un quotidien inaccessible.

Le colonat partiaire est encore largement pratiqué, malgré la régression qu'il connaît depuis quelques années. Bien des colons demeurent dans les zones d'habitat concentré, et les surfaces qu'ils cultivent sont trop faibles pour faire vivre leur famille. Colons résiduels plus que vrais cultivateurs, ils ne voient dans cette activité qu'une assurance contre le chômage au sein d'un ensemble d'autres activités qu'ils exercent simultanément : autres cultures sur des terres qui leur appartiennent, travail salarié sur la plantation ou sur des chantiers, voire petit commerce ou activité artisanale. D'autres colons sont dispersés sur les terres. A la limite des plantations et du paysannat parcellaire des Hauts s'étend une zone incertaine, dont l'importance varie beaucoup selon les régions de l'île, zone où les colons qui cultivent le géranium pour de grands propriétaires ont parfois des exploitations relativement importantes qu'ils élargissent par des achats ou, lorsqu'ils trouvent de la terre à louer, par des locations. Développant de petits élevages, ils franchissent peu à peu les étapes vers le paysanne parcellaire auquel ils aspirent. L'indépendance à l'égard des « gros » tend alors à devenir une valeur positive, d'autant plus que les possibilités d'échapper à l'emprise des propriétaires se précisent. C'est parmi ces colons que se recrutent les aspirants à l'achat de lots de réforme foncière ; paysans potentiels, en attente de parvenir à la maîtrise d'exploitations de dimension suffisante, ils jouent alors, à proximité des gran-

des plantations un rôle éminemment favorable aux transformations actuelles de celles-ci. Ils acquièrent les terres que la modernisation rend les moins rentables et ils permettent d'y maintenir la production de cannes, d'autant plus que l'attribution des lots leur fait obligation de planter en cannes une partie importante de leur propriété. En se portant acquéreurs grâce aux prêts du Crédit agricole, ils permettent aussi la récupération de capitaux considérables par les grands propriétaires. La législation, favorable à ces derniers, leur permet de recevoir un règlement rapide, à un prix élevé et sans qu'aucune contrainte ne s'exerce sur le réinvestissement des fonds ainsi dégagés.

Dans ces zones, là où les grandes propriétés s'achèvent, les Blancs sont plus nombreux que dans les « camps » et même que dans les régions de petite propriété situées au sein de la grande plantation. Vivant sur la frange de celle-ci, à demi dans sa dépendance et à demi en dehors d'elle, les descendants de ceux qu'elle avait autrefois évincés sont ainsi dans un équilibre instable dont le contrôle leur échappe et reste entre les mains des grandes entreprises sucrières. Ils forment des quartiers dispersés, auxquels un réseau d'apparentements et de fréquentations donne une forte cohésion. Zones de transition avec le paysanne parcellaire des régions voisines, marquées cependant beaucoup plus qu'eux par les métissages, le passé esclavagiste et la soumission à l'habitation et à l'usine ces quartiers adoptent un comportement social et culturel qui traduit bien leur ambiguïté. Ils marquent leur distance avec les « camps » et avec les ouvriers agricoles, monde à part que l'on méprise un peu autant à cause de sa pauvreté qu'à cause de ses origines raciales. Mais ces distances ne sont jamais suffisantes pour permettre une coupure aussi nette que celle qui en sépare les paysans des Hauts. Rares sont ceux parmi ces colons qui n'ont jamais travaillé comme journaliers, qui n'ont pas été embauchés à l'usine ou dans les champs de canne, rares aussi sont ceux qui ne se connaissent pas d'ancêtres Indiens ou créoles de couleur, et ne fréquentent pas les temples indiens à l'occasion des fêtes familiales ou de cérémonies publiques. Issus de la plantation, placés au confluent des deux courants qui ont formé le peuple des campagnes réunionnaises, ils représentent

un paysannat en projet, enserré dans les contraintes d'une structure agraire étouffante, et d'une société rigide. Dans la mobilité qui saisit la Réunion, ils cherchent leur voie en craignant que tout ne s'effondre. La possession d'une terre, l'achat d'un véhicule, l'ouverture d'une boutique sont encore à leurs yeux la voie à la fois économique et symbolique qui permet de marquer enfin la rupture avec l'omniprésence des grands propriétaires. Mais, à mesure qu'ils en approchent cette voie apparaît bouchée. La terre ne rapporte guère, le véhicule est concurrencé par de grandes entreprises de camionnage et la boutique ne résiste pas aux supermarchés. Ébauche d'une strate moyenne, ce groupe se trouve dilacéré à mesure que la société voit ses deux pôles s'écarter un peu plus, poursuivant le mouvement séculaire qui, parti des habitants sucriers, conduit aux grandes concentrations modernes.

Les destins individuels tressent ainsi l'histoire sociale comme autant de fils qui se croisent et se recroisent. Ils ne connaissent qu'une faible partie du mouvement qui les conduit, la plus immédiate, la plus accessible, mais ils suivent les inflexions que des forces venues de bien plus loin leur impriment. La société issue de la plantation montre là cette souplesse qui la fait survivre aux grandes remises en cause : abolition de l'esclavage, crises sucrières, hausse des coûts. Elle montre aussi combien cette souplesse a permis que soient maintenus ses traits essentiels, ces rapports sociaux et ces rapports de production que les changements n'ont pas transformés : toujours prête à s'adapter aux exigences d'un monde nouveau, elle rejette cependant impitoyablement tout ce qui orienterait le développement rural dans une voie contraire à ses fins. Aussi les zones qu'elle domine offrent-elles le contraste d'une haute qualité technique et d'un profond retard social. Les plus conscients parmi les ruraux supportent mal de voir que les plans de développement et les mesures d'aide suivent la même direction et, qu'en adaptant la société de plantation aux contraintes écono-

miques contemporaines ils permettent à l'ordre social qui les domine de passer un cap difficile.

Ils savent que la modernisation signifie une prolétarianisation croissante, la fin des petites exploitations, le départ des jeunes, tandis que la productivité des terres et des usines s'accroît grâce aux investissements par lesquels les hommes, devenus de moins en moins utiles, perdront leurs emplois et devront quitter les campagnes. Ils cherchent alors d'autres voies. Non pas dans telle ou telle amélioration immédiate, ou dans des assistances qui semblent atténuer les difficultés mais ne changent rien aux perspectives, mais en sortant de cet ordre. Comment renverser le destin qui marque toutes les terres de plantation : terres où les hommes vivent pour servir une production et sont rejetés quand celle-ci n'a plus besoin d'eux ? Quels autres chemins emprunter qui puissent concilier la promotion des individus et leur maintien dans le cadre où leur vie s'est fixée, dans la culture qu'ils ont créée ? Ils aspirent à un ordre où les besoins des hommes décideraient des orientations de la production, à un développement porteur de travail et non de promesses d'exil.

Ils vivent ainsi certains des problèmes les plus aigus du monde industriel, tout en conservant en eux bien des modèles d'un autre âge ; le quotidien de leurs attitudes est fait de résidus de l'histoire que bouscule une modernité inéluctable, mais il exprime surtout l'immense impuissance d'hommes qui savent que leur destin a toujours été dans la main des autres.

PAYSANS DE LA RÉUNION

III

UNE HABITATION

[Retour à la table des matières](#)

« Camp Villèle ». C'est là que les esclaves, puis les travailleurs engagés, indiens et malgaches, résidaient dans leurs cases aux murs et aux toits de paille. La grande maison du propriétaire n'était pas loin, enfouie dans un repli ombreux dominant la rivière Saint-Gilles. Presque un château, avec sa façade datée de 1788, ses vérandas, ses grands salons aux parquets habilement composés, ses meubles cirés, ses portraits de famille, et l'odeur de renfermé des grandes maisons bourgeoises de province.

Un jardin à la française, un parc aussi, qui laissait deviner à travers les arbres et les fleurs les installations de la sucrerie, les magasins et les ateliers. Dominant le tout, la haute cheminée carrée, en pierre sombre. De l'autre côté, à quelque distance, vers la montagne, une chapelle où est enterrée la fondatrice du domaine et qui est restée longtemps la chapelle privée de la famille.

Curieusement ébréchée, la cheminée de l'usine abandonnée a noirci les murs et les toits de bardeau des magasins pourrissent, et dans la

grande maison une famille s'éteint. Dominant la végétation sauvage qui envahit le parc, les arbres seuls rappellent l'ordre d'autrefois.

À son apogée, et jusqu'à la fin de la dernière guerre, le domaine s'étendait sur 800 hectares. Il partait des plages de Saint-Gilles et grimpait vers le centre de l'île en direction de la lèvre du Maïdo qui domine dans les brûmes les abîmes de Mafate. Sur la côte, la plage n'abritait que quelques pêcheurs ; puis commençaient les bois peu éloignés du bord de la mer. Plus haut, en suivant la pente très douce qui montait vers la maison, on traversait quelques kilomètres de savanes qui jaunissaient vite et qu'on incendiait chaque année. Le sol y est très pierreux, et à cette faible altitude le climat de la côte sous le vent est chaud et sec. Depuis la fin du 18^e siècle cependant de vastes surfaces de cette partie du domaine reçoivent l'eau de canaux de pierre qui serpentent au long de la pente et répartissent l'irrigation de la rivière. Faute d'entretien, ces canaux laissent échapper leur eau devenue le plus souvent inutile et épandent quelques traînées vertes.

Devant ces friches maintenant chargées d'épineux, on se souvient dans les campagnes de l'époque où tout cela était cultivé. Le chemin, coupé çà et là par l'eau qui fuit, est mal entretenu et peu fréquenté. Autrefois sous l'immense arc sinueux du canal, sur le soi épierré entre les petits entassements de galets ramassés à la main, on plantait en janvier le maïs, les haricots et les tomates. On pouvait même récolter hors de la saison humide grâce à l'irrigation. Certains parlent avec nostalgie du temps où la famille de Villèle faisait travailler là ses colons, des charrettes qui allaient et venaient tirées par les bœufs, des retours le soir en ramassant du bois pour le feu et de l'herbe pour le cochon. Nostalgie des petits jardins à légumes qu'on irriguait sous le contrôle du garde-champêtre de la propriété, qui dirigeait aussi l'irrigation des grandes cultures, une fois par semaine pour les haricots, une fois par mois pour le maïs. Pendant la guerre, l'usine avait installé là un petit moulin qui broyait les feuilles d'agave pour en tirer des fibres et confectionner des sacs.

Cela avait donné son nom à ce vaste terrain entre la mer et les cannes, « Moulin Cadère », car à la Réunion on nomme ainsi les agaves.

Plus haut, au-dessus de 300 mètres d'altitude, c'étaient les cannes. Cannes plantées par les petits colons, en carreaux variés, parsemées des taches des arbres fruitiers dans les replis de terrain et dans quelques vergers. Plus haut encore, il y avait à nouveau des prairies et des bois, avec quelques cases accrochées aux bandes de terre qui avaient échappé au grand rassemblement de la propriété, généralement le long des ravines.

Le camp formait alors le cœur de l'agglomération humaine de la plantation. Rares étaient les colons qui vivaient près de la mer, ou sur Moulin Cadère, et exceptionnels ceux qui avaient leur case sur les terres les plus hautes. Le propriétaire tenait d'ailleurs beaucoup à éviter cette dispersion et, même après que la sucrerie eut fermé et que la plantation ait été forcée de livrer ses cannes aux usines de Vue-Belle ou de Savannah, c'est là que vivaient presque tous ceux qui travaillaient sur la plantation : colons, ouvriers agricoles, employés.

Quelques-uns cependant s'en écartaient, à mesure que leurs économies leur permettaient d'acquérir un terrain et de bâtir une maison. Car le camp, jusque vers 1950, gardait ses contraintes des années antérieures. On ne pouvait pas y bâtir en « dur » ; il n'était pas même permis par le propriétaire de couvrir de tôle une case. On ne devait utiliser que les hampes d'agave, un peu de bois et de la paille de vétiver. Le propriétaire veillait sur le camp en maître quasi-absolu, imposant des amendes à ceux qui se disputaient, ou à ceux qui faisaient trop de bruit, interdisant les cérémonies indiennes, exigeant en sus d'un droit de location de 1200 francs par an quatre journées de corvée de tous ceux qui habitaient là.

Cirque de Cilaos. — Dessin de E. de Bérard d'après une photographie de M. Bévan.

*Cirque de Cilaos. — Dessin de E. de Bérard
d'après une photographie de M. Béva.*

Cependant on l'appelait par son prénom (Monsieur Michael, Monsieur Frédéric ou Monsieur Raphaël) et, des vieux de sa famille on disait « Man » ou « Pa ». Quelques années auparavant, la plantation avait encore son « hôpital », près du parc à mulets. Le médecin, un Blanc d'une famille de planteurs du voisinage, y venait une fois par mois. Entre temps, on y soignait à l'ipéca et à l'huile de ricin. Certains vieux se souviennent encore d'une épidémie au cours de laquelle « Monsieur Raphaël » administrait à chacun des habitants du camp une boisson qu'il avait préparée avec des herbes car il les connaissait bien, du rhum et de la quinine.

La terre ? Elle était encore en partie à défricher, vers les Hauts. Quant un colon travaillait bien, au quand un jeune voulait s'établir, il allait demander au propriétaire un morceau à défricher. Celui-ci le lui « donnait ». La première année, pour prix de son travail, le colon gardait toute sa récolte ; la seconde année, il en devait le quart au propriétaire, et à partir de la troisième année le tiers. En s'installant ainsi, sur une terre encore accessible, les jeunes garçons se fixaient près de leurs parents, partageant leur case ou en construisant une à leur voisinage immédiat dans le camp.

Les terres étaient attribuées aux colons selon un contrat écrit, mais il valait mieux faire confiance au propriétaire et ne pas approfondir les clauses. On acceptait les conditions en n'en prenant qu'indirectement connaissance, par la tradition plus que par référence au document ou à la loi. Le propriétaire était en effet bien plus que le détenteur de la terre et de l'espace de la case. Il était aussi la garantie en cas de coup dur, le prêteur indispensable aussi bien pour les avances nécessaires aux frais de la culture que pour les besoins exceptionnels qu'il fallait parfois couvrir. Le paternalisme, avec toutes ses ambiguïtés de part et d'autre, donnait à la fois le pouvoir et la bonne conscience au maître, et une certaine sécurité à ceux qui acceptaient l'ordre de la plantation.

Gabriel Francinet est âgé de 82 ans. C'est un petit homme à la peau sombre, aux longues moustaches blanches :

« Mon papa était venu de l'Inde, quand il était tout enfant... 11 m'a raconté qu'un jour il était dans les champs avec des gens de sa famille, pas ses parents, des hommes sont venus et ont emmené ces gens sur un bateau, et lui avec. Ils ont dit qu'il fallait pas laisser cet enfant-là tout seul. Il n'a jamais revu ses parents, ni personne. Quand il est arrivé, on l'a placé chez les de Villèle avec ces gens-là, et il a été comme leur enfant.

Saint-Gilles. — Dessin de E. de Bérard d'après une lithographie de M. Roussin.

*Saint-Gilles. - Dessin de E. de Bérard
d'après une lithographie de M. Roussin.*

Monsieur de Villèle, pas Monsieur Raphaël, bien plus ancien que ça, l'a fait baptiser, et on l'a éduqué comme catholique... Alors il a travaillé aux champs. En ce temps-là, on ne commençait pas comme colon, c'était l'esclavage. On travaillait pour le propriétaire et on recevait de quoi manger et de temps en temps un peu d'argent...

Alors il s'est mis en ménage dans le camp avec une créole... Pas marié, c'est pour ça que je porte le nom de ma maman... Ils ont construit une petite case en paille, ici même à l'emplacement de celle qui me sert de cuisine. En ce temps-là, il n'y avait personne de ce côté du camp. C'était grand-bois ici, et il a défriché pour faire un petit emplacement. Il a planté du maïs autour, et il a même eu quelques cabris... La maman a eu dix-sept enfants, mais ils sont presque tous morts. Seulement moi, mon frère et mes deux soeurs sont restés. Tous les autres sont morts en bas âge, 2 ans, 5 ans...

Mais Monsieur de Villèle aimait bien mon père. Il lui avait donné un bon colonage. Il avait des cannes, et les enfants assez grands, dix ans, douze ans, travaillaient avec lui. Monsieur de Villèle avait beaucoup de terre qui n'était pas travaillée. Alors il avait dit à mon père et aux autres : « Défrichez ce que vous voulez, et vous me donnerez le tiers de la récolte ».

Moi, j'allais aussi travailler à l'usine de Monsieur de Villèle, pendant la récolte, à partir de douze ans. J'étendais la bagasse à terre pour la faire sécher. Ce n'était pas trop dur, mais ça piquait partout... On donnait 39 centimes par jour, et une demi gamelle de riz...

... Quand j'ai eu dix-neuf ans mon père a mis un petit morceau de canne sous mon nom, et j'ai commencé à le travailler par moi-même, Et en même temps j'ai défriché et planté un bon carreau de canne.

C'était misère, en ce temps là. C'était l'esclavage. Avant la guerre, on touchait 17 francs 50 par mois, et en plus chaque semaine une gamelle de riz par personne, une moke de sel, deux de pois... Pas d'huile ! À Vue-Belle, on donnait un peu plus : 21 francs par mois, avec chaque semaine 7 kg et demi de riz, 1 kg 400 de pois et une demi-livre de sel. Tous les matins les travailleurs devaient se lever bonne heure pour se présenter à trois heures au sifflet de l'usine. Là on faisait l'appel et celui qui arrivait en retard, il devait travailler quand même mais on ne lui comptait pas sa journée... Pas de dimanche ! Le dimanche, c'était pour la corvée... On devait nettoyer la cour du propriétaire ou son parc à bœufs ou s'occuper de son jardin et planter des fleurs... On avait seulement le dimanche après-midi pour se reposer...

Quand on est seulement colon, c'est beaucoup mieux. On a le colome qui surveille ce qu'on fait, mais on est libre de s'organiser comme on veut... Alors quand j'ai pu faire une petite case pour moi, à 23 ans, je me suis marié... Ma femme avait seize ans... Elle était seule, chez des gens de sa famille parce que ses parents étaient morts. Alors ces gens se sont entendus avec mon papa et on nous a mariés... On a

eu des enfants tout de suite, et comme ça je n'ai pas fait de service militaire, comme soutien de famille... Mais le travail était dur, et les enfants n'ont pas vécu. On en a eu seize, huit sont morts tout petits... Alors j'ai vu qu'on n'arriverait jamais à rien comme ça. Ici, quand il fait chaud et qu'on travaille dans la canne, même si on place le bébé à l'abri dans le champ, il ne supporte pas. Et il faut bien que la femme travaille aussi, autrement ça ne paye pas... Alors j'ai fait un peu de jardin, des légumes, dans le bas de Moulin-Cadère... J'avais appris ça quand j'étais petit, en travaillant pour Monsieur de Villèle. Il avait un beau jardin, bien arrosé, avec des légumes et des fleurs... Alors, près du canal, j'ai commencé... Et ça a bien été... Je vendais au marché et ma femme portait sur la tête dans tout le quartier... Je faisais jusqu'à 12 balles de carottes ! Quand ça produisait beaucoup comme ça, j'allais en charrette jusqu'à Saint-Paul et là on chargeait tout ça sur l'autobus de Patel et, par la montagne, on allait jusqu'à Saint-Denis. J'arrivais là le jeudi soir et je livrais tout aux bazarriers du marché. J'attendais toute la journée, jusqu'à la fin du marché, et les bazarriers me payaient. Alors je remontais à Villèle, le vendredi soir ou le samedi matin... Ensuite je suis allé moins loin, j'ai tout vendu au marché du Port, jusqu'en 1962.

... Maintenant ? C'est plus facile... Plus comme avant. La misère, elle est toujours là, mais pas si forte... Et puis j'ai pu avoir le « salaire » ¹⁹. Ma femme aussi... Pas tout de suite, parce que je n'avais pas de papiers. La sécurité sociale me demandait des papiers sur le travail que j'avais fait, combien j'avais gagné... Mais il n'y avait rien... L'inspecteur est allé voir les demoiselles de Villèle et elles ont arrangé les choses. Elles lui ont dit : « C'est un Noir de papa. Il a travaillé pour nous depuis l'âge de douze ans... Il retournait la bagasse, avec une blouse bleue sur les jambes... »

¹⁹ La retraite des vieux travailleurs.

Alors on a eu un peu plus d'argent. Avec quelques cabris, et un petit carreau de canne, ça va. Cette année, je vais défricher un bout, en bas de mes cannes, du côté du canal, et on va mettre des haricots ».

Depuis plus de trois siècles le face à face continue et construit l'Île, son paysage, sa société. D'un côté l'histoire d'une grande propriété qui s'acharne à survivre et à se développer. Il lui faut des terres, des travailleurs, des techniques et des débouchés. Elle s'édifie autour d'une famille, au prix de luttes qui font passer la permanence du domaine au premier rang, à travers les aléas des héritages, de l'économie et des lois. Sa figure la plus marquante, Madame Desbassyns, n'écrivait-elle pas en novembre 1845 dans son testament que ses héritiers au long des générations futures devaient garder intacte la propriété, comme un ensemble unique, et « en jouir en commun et indivisément aussi longtemps que faire se pourra ». Elle émettait un souhait, presque un ordre : « Mon vœu le plus ardent étant que cette propriété et les esclaves qui y sont attachés ne passent jamais en des mains étrangères ».

Héritages, ventes au sein de la famille, élimination de certaines branches, tout cela permit qu'effectivement, jusqu'en 1960, le domaine de Saint-Gilles garde son visage unitaire malgré les changements de gestion et la variation des limites. Histoire d'une économie, mais aussi celle d'un symbole qui s'accorde à celle des autres plantations de l'Île et parfois la précède. C'est un groupe social qui est ainsi engendré, et qui trouve dans la terre les assises et les valeurs à partir desquelles il se constitue en aristocratie.

Mais le domaine a aussi modelé la vie d'autres hommes. Certains avaient commencé eux aussi comme planteurs ; parfois lointainement apparentés aux grands propriétaires, ils ont été les victimes Ou les laissés pour compte de l'expansion de la plantation. Ils ont parfois rodé sur ses berges, s'accrochant à un morceau de terre, ou à un emploi

de cadre subalterne sur la grande propriété. Ils ont alors noué avec les propriétaires des rapports ambigus où la solidarité de famille, de race et de culture s'accompagnait d'une dépendance profonde. Souvent ils sont allés plus loin vers les terres hautes encore peu défrichées où ils sont devenus de petits paysans, et où ils ont donné naissance à des quartiers, des villages, une civilisation rurale.

D'autres sont restés, de force d'abord. Amenés comme main-d'œuvre qui n'avait pas à dire mot sur son destin, ils devaient être à la disposition de la propriété. Esclaves, puis travailleurs engagés sur contrat, ils arrivaient encore voilà à peu près soixante ans. Ils étaient malgaches, africains, malais, indiens. On les a hébergés près de la sucrerie, dans le « camp » où ils ont dû construire leur case aux parois de paille et au sol de « taye bœuf » (bouse de vache). Les îles créoles n'enregistrent que par bribes l'histoire de leur silence ; les souvenirs de l'esclavage y sont ceux des maîtres. Seules quelques révoltes surgissent au long d'une apparente soumission. Mais une culture et une société se sont construites dans les camps, se glissant dans les interstices laissés libres par l'édifice massif de la plantation et de la haute société coloniale, puis dans leurs lézardes.

Ces histoires en contrepoint dont les sens s'opposent et se répondent se sont enlacées sur ces terres. Celle de l'« habitation » qui, en se développant devint l'un des lieux forts d'une société qui dirigeait le destin de l'Île, qui avait des liens directs avec les pouvoirs extérieurs et qui modelait les hommes et les terres. Celle aussi du village que l'« habitation » portait en elle, mais comme un embryon en éternelle attente, qui essayait de naître et qu'elle étouffait.

On a pu croire parfois que le village parviendrait à exister. Quelques-uns des grands virages de l'histoire semblaient lui laisser des chances, qui ensuite s'estompaient. D'abord ce fut quand l'esclavage s'acheva ; mais la venue des engagés prit le relais. Les « habitations » destabilisées retrouvèrent leur poids à mesure qu'arrivait la nouvelle main-d'œuvre. Puis quand les progrès techniques des usines à sucre et

l'évolution des prix poussèrent les grandes propriétés à abandonner le faire-valoir direct. À Maurice, ce fut l'époque où effectivement de nombreux domaines furent morcelés et conduisirent à la création de nouveaux villages de petits planteurs. A la Réunion toutefois, les propriétaires adoptèrent beaucoup plus largement le métayage, ou plus exactement le « colonage ». Conservant la propriété du sol qu'ils répartissaient entre de petites exploitations familiales, ils firent ainsi émerger ce que certains ont dénommé une « proto-paysannerie » et l'on semblait s'acheminer vers un paysannat parcellaire.

En 1960, quand la famille fondatrice fut définitivement évincée, on a pensé que le moment où le village pourrait acquérir ses terres était venu. Des projets furent esquissés. Mais les terres étaient trop belles, trop promises les unes à la canne et les autres au tourisme. Elles furent englobées dans une vaste stratégie de regroupement et l'espoir reflua, laissant le camp qui ne serait jamais village, isolé comme un bateau mis à sec par le retrait de la marée. Le village avorté, cette fois sans espoir, ne pouvait plus devenir que le quartier-dortoir de prolétaires qui iraient vers les villes ou sur les terres de l'usine chercher des emplois.

La municipalité reprit l'ensemble du terrain construit, enclavé dans les terres à canne, et le lotit, en donnant une priorité à ceux qui résidaient là. Devenus propriétaires du sol, ils investirent dans leurs maisons, si bien qu'en quelques années (de 1973 à 1983) toute l'apparence a changé. On a détruit les cases en tôle et paille, on a goudronné les chemins, on a construit une école. L'aide sociale, l'envoi d'argent par les enfants qui travaillent au loin, l'installation dans l'ancien « camp » des fils de colons devenus fonctionnaires ont permis toutes les apparences d'un enrichissement. Mais on ne connaît plus la terre ; elle n'est plus un appel et un espoir. Le village mort est devenu l'un des îlots de l'archipel urbain qui s'étend sur l'Île.

Les terres elles aussi se transforment. On dirait qu'elles ont également déserté l'espoir de village pour devenir les constituants du vaste

système technique issu de la ville. Le sol a été remodelé ; on a épierré, on a effacé les ondulations et les dernières enclaves de vergers. La canne elle-même a pris une autre apparence. Elle n'est plus cette mosaïque de parcelles, mais une nappe uniforme, haute et saine, plus agréable au regard de l'économiste qu'à l'œil du peintre, La roue tourne toujours dans le même sens, écrasant l'obstacle des formes anciennes, et les efforts de modernisation accomplis au cours de cette nouvelle étape sont impressionnants, coûteux. Ils sont sans doute nécessaires pour que la Réunion puisse continuer à produire du sucre. Mais pour quelles fins ? À quel prix ?

Même s'ils décryptent un peu mieux les raisons des changements que ne le font les anciens colons et ceux qui travaillent encore sur les terres à canne, ceux qui conduisent le mouvement se sentent eux aussi pris dans un courant plus fort qu'eux où il s'agit de bien manœuvrer pour ne pas chavirer.

... Sept heures du matin. Dans le bureau de l'ancienne usine désaffectée où le conglomerat sucrier gère une partie des terres à canne et à géranium de la région. Il est au travail depuis près d'une heure et il ne sait pas combien durera sa journée, mais elle sera longue, faite de multiples déplacements vers les champs, vers les engins à superviser, vers les équipes à organiser. Cela fait cinq ans qu'il est revenu à la Réunion qu'il avait quittée à la fin de ses études secondaires pour travailler en France puis en Afrique. Il gagne beaucoup moins que bien des fonctionnaires peu qualifiés, il est soumis aux conflits, aux pressions des politiciens, aux affrontements avec ceux qui le considèrent comme autoritaire, à la conscience permanente du difficile équilibre financier de l'entreprise qui lui a donné de lourdes responsabilités.

Mais, dans les cases, on le désigne par son prénom ; bien qu'employé de la société et issu d'une famille modeste, il a reçu en prenant ce poste un peu de l'auréole des anciens propriétaires, et c'est à lui qu'on s'adresse comme on s'adressait autrefois à eux. Enthousiaste et amer à la fois, conscient des ambiguïtés d'un rôle où les anciennes ré-

alités humaines ne sont pas effacées par les nouvelles réalités économiques, il essaie en s'y donnant à plein de réussir dans sa tâche :

« À Maurice, les gens ont plus de conscience dans le travail... Ici, on ne veut plus travailler : plus on les paie, moins ils travaillent. Et ils ne font que suivre l'exemple qui vient d'en haut : regardez qui a de belles voitures, de belles maisons ici ! Est-ce que ce sont ceux qui travaillent ? Le moindre instituteur qui n'a même pas son baccalauréat gagne plus que moi. Et ces gens-là n'aiment pas ce qu'ils font : tout ce qu'ils veulent c'est un gros revenu, et vivre comme des Messieurs... Alors, le petit colon, pourquoi est-ce qu'il ne ferait pas pareil ? D'ailleurs je me demande si, de toute façon il n'était pas condamné. Autrefois, il y avait sur les grandes propriétés comme celle-ci toute sorte de gens, des journaliers, des petits colons, des moyens et des gros colons, alors tout cela s'équilibrait. Tous, évidemment, ils dépendaient dans une certaine mesure du propriétaire, mais il y avait des degrés, c'était plus compliqué que maintenant... Et chacun trouvait sa place. La propriété marchait à cause de ça. Remarquez que, actuellement encore, nos meilleurs colons sont ceux qui disposent par ailleurs d'un revenu stable. Ils sont alors colons pour faire fructifier un peu ce qu'ils gagnent et ils emploient éventuellement des journaliers. Ceux-là s'en sortent bien, et on peut dire qu'à leur façon ils ont reconstitué le système ancien.

Mais en général, tout est appelé à changer très vite. Nous sommes talonnés par le besoin d'augmenter la rentabilité de la plantation, sinon il faudra tout arrêter. Les usines, pour le moment, sont loin de tourner à pleine capacité, et avec les investissements énormes qu'elles ont représenté, nous devons d'abord accroître la production de canne. Tout le reste est marginal pour nous : l'élevage, le vivrier, c'est peut-être intéressant, mais notre rôle c'est de produire de la canne. Nous sommes avant tout une société sucrière.

Aussi nous restructurons entièrement la propriété. Quand nous l'avons prise en main, c'était un véritable damier. On ne pouvait rien

faire là-dessus, sinon se laisser mourir doucement : il y avait çà et là des colons, de toutes sortes, qui cultivaient chacun à sa façon, malgré les efforts des responsables des cultures. Il a fallu recommencer à zéro. Notre objectif est de retravailler le sol, en le préparant pour la mécanisation, par grandes unités de 10 à 20 hectares. Nous avons un plan d'arrachage et de plantation très strict et en cinq ou six ans, la plantation devrait être remise en état... De plus nous remettons en canne des terres plus ou moins abandonnées, surtout en zone irriguée.

... Les colons ? Oh, tout cela ne les exclue pas entièrement, mais il faut revoir complètement la question... En reprenant cette propriété, nous avons hérité d'une masse de colons marginaux, des gens qui vivaient là sans travailler sur la propriété, et d'autres qui travaillaient bien mal. Il y avait plus de 400 familles. Or ils occupaient souvent des terres parmi les plus intéressantes à mécaniser. Il a fallu attendre la fin de leurs contrats et récupérer peu à peu tout cela avant de restructurer les terres... Parce que, parmi les colons, il y a plusieurs types d'individus : les bons colons, que nous encourageons, et des gens qui habitent sur la propriété et qui cultivent à peine. Ils travaillent surtout comme ouvriers, ailleurs, parfois très loin d'ici. Et ces gens ne viennent même pas nous aider au moment de la récolte, quand nous manquons de main-d'œuvre, alors qu'ils le faisaient très facilement autrefois. Il est vrai qu'à l'époque, ils avaient des bœufs, et travailler pour nous leur permettait d'avoir à bon compte de la paille pour leurs bêtes. Ça aussi, c'est fini...

Dans le géranium, nous avons moins de difficulté que dans la canne. Ils aiment le géranium. Là nous avons près de deux cents colons dans les Hauts de Saint-Paul. C'est des gens qui se sentent libres. Ils vivent près de leurs alambics, ils travaillent dur, mais à leur rythme... C'est des gens qui sont encore très attachés à leur façon de vivre. Avec quelques avances d'argent quand ils en demandent, avec quelques améliorations matérielles, ils sont contents. Par exemple, j'ai pu leur faire une réserve d'eau avec deux anciennes citernes de l'usine,

et les visages ont été réjouis. Ce sont des gens faciles, bien différents de ceux qui sont ici en bas...

... Oh, nous ne ferons pas disparaître complètement les colons, même dans la canne. Mais nous devons arriver à environ deux tiers de la propriété en faire-valoir direct, et le reste en colonage. Nous préparons même de nouvelles terres pour les colons, celles qu'on ne pourra pas mécaniser... Ils disent que nous gardons les meilleures terres pour nous, et en un sens c'est vrai. Mais, sur ces terres, ils ne feraient pas mieux que sur celles que nous leur laissons, alors que nous augmentons à la fois le tonnage produit à l'hectare et le rendement en sucre grâce à une gestion très suivie.

... Même si nous ne leur réservons que des terres marginales, il ne faut pas oublier qu'ils ont beaucoup moins de frais que nous : pour beaucoup d'entre eux, c'est une activité complémentaire, et puis, vous savez, ne serait-ce qu'en payant leur main-d'œuvre sans la déclarer...

Mais les colons, ce n'est pas seulement une question d'organisation, de technique. C'est des gens qui ont besoin qu'on s'occupe d'eux, pas seulement pour le travail. Ils veulent sentir qu'il y a au-dessus d'eux quelqu'un de plus puissant qu'eux, qui est capable de les aider, de leur avancer de l'argent, de leur donner des directives... Sinon, ils se sentent perdus, ils ne travaillent plus, ils ont un tel désarroi que ça les conduit n'importe où, dans les bras des démagogues... Dans les environs d'ici, il y a bien des planteurs qui ne connaissent plus la façon de les prendre. Ils ont hérité la terre de leurs parents, mais eux-mêmes, ils habitent en ville, ils sont fonctionnaires et ils n'ont plus la même familiarité avec les colons, ils gèrent trop froidement. Il est certain qu'on doit être rigoureux dans les comptes mais il faut aussi savoir laisser passer une chose ou une autre au bon moment. Il faut être généreux quand ils demandent un prêt, car ils vivent presque tous sur l'avance qu'on leur fait sur la prochaine récolte... Et, nous, nous leur prêtons pratiquement sans intérêt, seulement quelques frais incompressibles ; tous les jours je reçois des demandes d'argent, et cela nous oblige à

une comptabilité formidable. Mais sans ça, sans un bon contact, en créole, sans un peu d'attention personnelle, on dirait que tout se défait... »

D'autres voix...

« J'avais à peu près 800 gaulettes qui prenaient vis-à-vis de la cure et qui montaient jusqu'au terrain de la chapelle, reprend Joseph Lordin. « J'avais aussi 600 gaulettes sur le terrain de la chapelle, près du bassin Francis, sur le chemin Laval. Tout le terrain en montant, c'est moi qui J'ai découvert ! Avant, il était en grand-bois. Pendant la guerre, en 39-40 j'ai découvert 600 gaulettes. On a planté du maïs et du maïs. Après, quand on n'a plus fait du maïs, j'ai planté de la canne, au fur et à mesure... J'avais trois hommes et deux femmes avec moi, des gens que je payais. Ils travaillaient toute l'année pour moi : j'avais aussi le terrain qu'il y a là, de l'autre côté de la ravine, puis des carreaux sur le terrain Ombreuse.

Je faisais entre 500 et 700 tonnes de cannes selon les années. J'avais acheté des boeufs et des charrettes, 5 bœufs et trois charrettes, si bien qu'avec deux charretiers que j'engageais dans le camp, je faisais des rotations entre le champ et l'usine sans être jamais interrompu.

C'était la belle époque du colonage. On cultivait de la canne, mais on mettait aussi des haricots ou du maïs, entre les rangs. Je mettais en haricots les jeunes cannes et ça payait bien. Le propriétaire n'était pas toujours d'accord avec ça. Quand je voulais planter un maïs ou une patate ça ou là, là où il y avait un trou dans la canne parce qu'un plant était mort, il me disait : « Ici, c'est seulement la canne ». Moi je répondais : « Je mets une patate. Vous, vous êtes propriétaire de votre terre, mais moi je suis propriétaire de mon travail ». Et ça passait. Ah, j'ai travaillé, à ce moment-là !

Et tout a fini par le dégoût... Le dégoût de travailler. On aurait dit qu'on faisait tout pour dégoûter ceux qui travaillaient. Et puis il y a eu la Sécurité sociale qui m'a un peu coincé. Un jour un inspecteur est passé devant mon terrain, avec une 2 CV. Il s'est arrêté un bon moment ; moi je ne savais pas qui c'était. Puis il a demandé à qui était ce terrain. On était cinq ou six à travailler là-dessus. Quelque temps plus tard ils m'ont demandé si je déclarais mes travailleurs, et ils m'ont envoyé un rappel de 1 million trois cents mille francs... Heureusement que les voisins étaient consciencieux et j'ai pu dire que c'étaient des parents qui travaillaient avec moi... Mais ça m'a coupé. J'ai dû payer une partie et ça m'a coincé. Pendant trois ans je n'avais plus d'argent, et j'ai dû vendre des boeufs...

Autrement, j'aurais mon tracteur maintenant... Surtout s'il y avait eu à cette époque la politique agricole qu'il y a maintenant. Mais il n'y avait pas ça. La sécurité sociale commençait à écraser les petits, mais c'étaient les gros seulement qui pouvaient parler. Même dans des réunions où je mettais mon mot, on ne prenait pas ça en considération : un petit colon, oh ! Voyez comme on pratiquait les choses ici ; il y avait un docteur, le docteur Lenormand : c'était lui le président de la fédération des planteurs de canne ! Et qui était président du syndicat départemental ? C'était Monsieur de Villèle, le plus gros propriétaire. Et nous, colons ? Il y avait 600 colons chez Monsieur de Villèle, eh bien si vous n'étiez pas dans le syndicat, vous n'étiez plus colon chez ce propriétaire... Et pour cela on vous retenait votre cotisation. Alors, quand Monsieur parlait, il disait qu'il parlait au nom de tous les planteurs et il fallait être d'accord avec lui.

... Tous les jours Monsieur de Villèle faisait sentir son poids. On n'était rien pour lui. Il s'agissait seulement de nous faire travailler et de nous tirer de l'argent. Tout le monde ici se rappelle encore comment on allait chercher de l'eau. Dans un fer-blanc. Trois personnes, une journée, pour 4-5 fer-blancs d'eau... Et avec ça des injures, des fâcheries, des coups de ferblanc, des batailles... Et le propriétaire aimait ça !

Pourquoi ? Parce que, si quelqu'un a bataillé, c'est Monsieur de Villèle qui fout à chacun un procès-verbal, et vous payez sur la récolte... On vous amène au bureau : vous avez bataillé. Qui a raison, qui a tort ? Peu importe ; on vous retient chacun 25 francs ! Devant la fontaine, il y a un garde-champêtre. C'est lui qui est là, assis en l'air, pour surveiller quand il y a bataille. Et il crie « Monsieur un tel, qui bataille là, venez ici ! » On payait aussi des amendes si on faisait du bruit, ou bien les malbars quand ils battaient du tambour.

Le garde-champêtre c'était le papa de Virassamy. Il est mort, mais ses enfants ont pu s'acheter un bon morceau de terrain, grâce à Monsieur de Villèle qui était content de lui. Il y en avait un autre aussi, un genre malbar, mais malbar mélangé...

Mais tous ils étaient dirigés par Monsieur Léontine. Léontine, pour eux et pour nous c'était le propriétaire. Quand on faisait la récolte, on la portait chez lui : la récolte maïs, la récolte pistache, la récolte haricot. Après seulement ça revenait au magasin, parce que le magasin ne recevait pas de récoltes qui sortent du champ comme ça. Il fallait sécher... C'est ce que disait Léontine... Oui... On aurait dit qu'il y avait beaucoup de rats, chez Léontine ! Monsieur de Villèle, lui, il ne voyait pas tout ça, mais nous on savait ce qu'on apportait et ce qui allait ensuite dans les magasins ! Vous pensez que si quelqu'un apportait dix kilos de haricots, ces dix kilos étaient chez Monsieur de Villèle ? Non ! Lui, il appelait son économe : « Monsieur Léontine, venez voir ça ! » Et il les portait à sécher. Il ne les ramenait que lorsqu'ils étaient prêts à vendre. Mais, quelle quantité est-ce qu'il rapportait ?...

Parfois on vendait aussi la récolte directement au champ. Ça, c'était bon pour nous. Parce que l'acheteur, lui, il ne prenait pas les choses pourries. Il choisissait le plus beau seulement. Il passait dans le champ, et il disait « Camarade, mets-moi de bonnes choses, et puis le reste, hein... » Ça voulait dire : « Le reste, n'en parlez pas, gardez-le pour vous ». Par exemple, si on récoltait le maïs, il y avait 15 balles vraiment belles : 5 pour le propriétaire, et 10 pour vous. Le marchand

prenait tout ça. Mais il en restait encore 5 ou 6 balles de moins bonne qualité, et ça passait en dessous : le marchand disait « ah non, ça, je ne le prends pas, non ». Mais on ne le déclarait pas. Ça c'était le bon côté avec Monsieur de Villèle, parce qu'il fermait les yeux sur tout ça...

Mais de l'autre côté, il fallait payer très cher pour vivre sur ses terres. Parce qu'il y avait une loi - une loi, je ne sais pas, je n'ai jamais vu l'article de loi ni l'arrêté qui dit ça - une loi qui disait que vous deviez donner au propriétaire deux journées de corvée de chemin par an. Alors, jusqu'après 1950, on vous obligeait en plus de gratter votre champ, de ranger votre chemin en face du champ. En plus de ça il fallait nettoyer le vétyver autour du champ... Votre champ, ça c'était normal, mais le vétyver, le chemin ! Un jour j'en ai eu assez. Monsieur de Villèle passait, et il regardait si le chemin était bien en état. Chacun nettoyait son bout. Moi je lui ai dit « Monsieur, si vous prenez deux jours sur moi par force, prenez-les ! Mais moi, Lordin, venir travailler deux jours pour vous ? Non ! » Et il n'a pas répondu.

... Des corvées comme ça, il y en avait chez tous les propriétaires... À l'Éperon aussi, du temps de Monsieur La Giroday. Du temps que l'Éperon marchait, tous les travailleurs, le soir, en remontant des champs apportaient un paquet de mosa, et ils le déposaient devant les magasins. Pour les employés. Votre journée ne sera pointée le soir que si vous allez mettre votre paquet de mosa ou votre paquet de bois devant le bureau ! Et il ne fallait pas ramasser ça pendant les heures de travail ! Non : après. Et si le soir quand on vous lâche, à 5 heures, vous voulez monter tout de suite chez vous, il fallait aller chercher le paquet de mosa au moment du repos, quand on vous lâche entre 11 heures et une heure, et mettre ça dans un coin, et le porter à 5 heures.

Le mosa allait dans le bureau. Il servait aux chevaux de la propriété, ou bien aux cabris de l'employé... L'employé ! Il était employé et il gagnait pour ça. Mais en plus il avait un travailleur à sa disposition, pour travailler dans sa cour, gratuitement. Et l'économe avait droit à trois travailleurs pour lui ! Les petits, c'étaient toujours les petits, tou-

jours les esclaves. On était dur avec eux parce qu'ils étaient pauvres. Et les plus durs c'étaient pas. les propriétaires, mais les employés, les économes, tous ceux qui faisaient misère à leur prochain pour gagner un peu plus...

Et ces gens-là, ils volaient des deux côtés ; ils volaient le propriétaire et ils volaient le malheureux. J'ai vu ça de près. Un jour, Monsieur Blanchet, qui était économe à l'Éperon m'a dit « Tu vas remplacer Deschamps, le commandeur de Grands-Fonds ». J'ai fait ça pendant trois mois. Mais quand j'ai vu ce qui se passait ! On me donnait deux cahiers. Un pour compter les journées, un pour payer les travailleurs. Et si quelqu'un avait travaillé 3 jours, il fallait que je pointe 6 jours sur le cahier. À la propriété on me donnait de l'argent pour les six jours, mais sur l'autre cahier je voyais que le travailleurs n'était venu que trois jours. La différence allait à l'économe, à l'employé. Ils étaient tous d'accord... Il y avait même des personnes pointées que je ne connaissais pas, je n'avais jamais vu leur figure. Mais on les pointait et on recevait l'argent pour les payer. Ils ont foutu Deschamps à la porte quand Monsieur Blanchet s'est aperçu de ça. Depuis, on a payé directement au bureau.

Mais tout ça, c'est loin... Maintenant tout a changé. On dit que c'est mieux, et c'est peut-être vrai ; on ouvre les yeux des agriculteurs, on leur enseigne à travailler. Mais est-ce qu'on leur donne les moyens de travailler ? Regardez comme les gens sont encore soumis à des gros qui se prennent pour des seigneurs. Par exemple Monsieur B. On dit : « M'sieur B. est en train de nous ronger, de nous manger, même de nous croquer ». Mais quand c'est le temps des élections on vote pour lui ! Et sur les droits qu'on a, on n'est même pas informé. Les gens ne connaissent pas les moniteurs agricoles ; ils savent qu'il y a une chambre d'agriculture, mais qui est dedans, comment ça fonctionne, dans quel endroit elle est, ils ne connaissent pas ça... Ils connaissent seulement la sécurité sociale ! Regardez comment c'est : à la chambre d'agriculture, dans l'administration, partout il y a des gens qui disent qu'ils travaillent pour les petits agriculteurs. Or, ces messieurs, ils sont

là dans leurs bureaux, et ils ne sortent pas ! Pourquoi ne pas passer expliquer aux gens ? Mais la sécurité sociale, elle, elle passe, elle sort ; elle frappe avec des rappels qui coulent les petits agriculteurs... Le mauvais côté, c'est qu'il faut sortir beaucoup d'argent à la fois. Regardez Incana : on lui a demandé cent trente et quelques milles. Il vient de payer le mois de décembre, et pour ça il a dû vendre son bœuf, pas cher parce qu'il était pressé et qu'on le menaçait. Il avait peur parce qu'il ne connaît pas bien tout ça : il ne sait pas lire, et des fois il jette les papiers sans les lire. Et il risque alors de payer des amendes. Il lui est même arrivé de payer deux fois pour la même chose... Ces gens-là, ce n'est pas leur faute, ils ne savent pas lire. Mais après, on leur demande un reçu, des papiers ; ils les ont jetés, et ils perdent leur argent.

C'est comme ça que le dégoût prend aux gens, le dégoût du travail, le dégoût de la vie ici... Moi, j'ai lutté, j'ai essayé de m'occuper des mouvements agricoles, de la chambre d'agriculture. Mais les petits torchons, on ne les mélange pas avec les grosses serviettes ! Et on nous a toujours mis de côté, dans un petit tiroir, à condition qu'on reste bien tranquilles... Alors maintenant, je n'arrive plus à désirer quelque chose. Parce que je suis trop petit. Peut-être qu'on arrivera à quelque chose un jour, mais pour moi c'est trop tard. Mais ça m'est égal. Je n'ai pas travaillé pour moi, mais tout ce que j'ai fait je l'ai fait pour le but humain ».

À un peu plus d'un kilomètre de là, en dehors de l'agglomération, Thomas, 80 ans, habite dans une case de bois dont il est propriétaire, ainsi que des deux mille mètres carrés de terrain qui l'entourent. Il reçoit la retraite des vieux travailleurs, le « salarié », mais il continue d'entretenir son jardin et quelques carreaux de canne. Chaque année, au début de janvier, il guette les premières pluies et, dès que le sol est

mouillé, il sème du maïs dans son petit terrain. Chaque semaine il va ramasser le bois qui lui sert à toute sa cuisson.

Il a connu lui aussi une autre Réunion, plus révolue encore que celle de Joseph Lordin. Né à une époque où les changements ne se profilaient pas encore, il ne les a vécus ni comme un espoir, ni comme la source de revendications personnelles. Il a été saisi par eux de l'extérieur, et il les constate d'un regard à peine engagé, alors que ceux de la génération de Joseph Lordin ont été rudement secoués. Moins frustrés, les plus âgés parlent des difficultés de leur passé avec la nostalgie un peu triomphante d'anciens combattants qui évoquent leurs épreuves. La révolte perce rarement sous l'image d'un équilibre disparu, où chacun acceptait sa place car il était inconcevable que l'ordre du monde puisse un jour changer.

« J'ai travaillé en bas, à Grand-Fonds, à l'Établissement Grand-Fonds dans le temps de Monsieur Joseph Martin, le papa de Monsieur André Martin et de Monsieur Gabriel. J'étais né plus haut, au Guillaume, mais j'ai quitté le Guillaume avec ma famille pour aller travailler sur la propriété, et, les premiers temps on habitait dessus. Après, mon papa a acheté le petit morceau où je suis encore.

À Saint-Gilles-les-Bains, il n'y avait rien, à cette époque. Seulement des petites cases en paille et des jardins tout autour. Rien que la gare, qui était couverte en bardeaux. Le reste, c'était tout des petites cases en paille... Dans les Hauts aussi il n'y avait pas de maisons comme maintenant : la tôle n'était pas encore arrivée ! Il n'y avait pas de grands chantiers, non plus. Une fois par an, pendant deux mois avant la coupe, la commune engageait des travailleurs pour les occuper sur les routes. À part ça, il n'y avait rien d'autre que les jardins et la canne... Les chemins étaient en terre, et on y faisait passer des charrettes à bœuf. Les autos ne sont sorties qu'après la guerre 14-18... L'argent était petit, mais la marchandise n'était pas chère : la toile valait 40 centimes l'aune ! Oui, l'aune, pas encore le mètre ! On n'apercevait pas trop la misère.

Une mosaïque de parcelles.

Une mosaïque de parcelles.

Mon papa, il faisait le colon, il plantait la canne, mais, attention, sur plusieurs propriétaires, pas sur un seul ! Il ne m'a pas laissé longtemps à l'école. Ma vieille maman voulait que j'y reste, mais l'école, à Saint-Gillesles-Bains, ce n'était pas grand chose : deux petites cases en paille, avec tour à tour les garçons l'après-midi et les filles le matin... Alors mon vieux papa a dit : « qu'est-ce qu'il apprend comme ça, dans une demi-journée ? » Et il m'a mis la gratte sur l'épaule, je devais avoir dix ans « Lui et maman ils fouillaient les trous pour la canne, et moi j'envoyais l'eau pour l'irrigation, puis je bouchais les trous... J'ai grandi comme ça... Mais à 15 ans, même si j'étais encore faible, j'ai augmenté le travail. J'ai grandi, grandi, et le travail a encore augmenté. Alors j'ai commencé une culture pour moi, à mon compte. Quand mon papa avait besoin d'un coup de main, je lui donnais un coup de main, mais le reste du temps je travaillais pour moi... Les gens travail-

laient dans leurs champs, tous comme moi, comme colons, chez Monsieur Joseph Martin. Mais Monsieur Joseph Martin n'était pas exigeant. Il prenait le tiers de la canne seulement la canne, et tout ce qui venait du jardin, les haricots, il disait « garde pour toi ! » Rien que la canne... Et en plus, c'est lui qui payait le transport. Joseph Martin fournissait la charrette, pour rien, une charrette à quatre bœufs, deux paires, avec deux charrettiens, un vrai charrettier et un manoeuvre. Ils faisaient deux voyages par journée, un voyage le matin, un voyage le soir pour amener la canne à l'établissement de l'Éperon. Plus tard, quand l'Éperon a fermé on a mené la canne à Savannah, et un peu à Stella. À cette époque, il fallait 30 ou 40 personnes pour charger, par petits paquets, sur la tête. Quand la canne arrivait, on la mettait sur une table ; il y avait des gens de chaque côté et on relevait la canne dans un cylindre. Toute la journée et toute la nuit.

Mais, même si le colon devait donner le tiers, il n'était pas malheureux. Il gardait tout le reste pour lui, bringels, tomates, haricots... La vie était faite comme ça...

Maintenant, ce n'est plus pareil. Autrefois, il y avait beaucoup d'établissements, beaucoup de propriétaires, et il y avait la concurrence. Alors le petit planteur était plus indépendant. Maintenant, il n'y en a plus qu'un seul : un seul dieu, un seul roi. Il commence là-bas, à la Montagne de Saint-Denis, et il va jusqu'à Colimaçon... Un seul Dieu ? C'est le roi des esclaves qu'il faudrait l'appeler. Un bougre comme ça, toutes les usines sont à lui, il n'y a plus de concurrence, et si vous avez deux ou trois pieds de canne, il fait comme il veut avec vous : s'il veut les brasser, il les brasse, s'il ne veut pas, vous restez là avec votre canne... Avant, ils se battaient tous pour avoir un revenu sur le planteur, personne ne faisait le seul roi... Et maintenant, ça devient de plus en plus mauvais parce qu'on est tous dans la main d'un seul... Et puis les colons disparaissent. Ils sont au quart, à ce qu'on dit ? En réalité, il n'y en a plus. Le propriétaire, avec ses machines, travaille tout son terrain lui-même.

La vie est moderne : les magasins sont bien garnis... Mais, l'argent, il ne pousse pas ! Si vous plantez un billet, il ne pousse pas ! Là-bas, à Saint-Denis, il y en a plein la banque, mais il y a une sentinelle qui le garde bien... Il faut passer par ses conditions... Le gouvernement fait de l'argent, mais quand l'argent arrive ici, ils nous serrent la vis dans tous les sens : vous avez une petite radio dans votre case ? Payez tant ! Vous avez un petit peu d'eau qui coule devant votre porte ? Payez tant ! Et la lumière, un compteur à cinq cents francs de location tous les deux mois, ça fait combien après des années ?

Maintenant, qu'on fasse n'importe quoi, il y a la loi dessus... Si vous voulez travailler ? Même ça c'est défendu le gouvernement vous donne quelques sous mais il défend de travailler

Autrefois il y avait plusieurs plantations, plusieurs maîtres. Maintenant, dans les cannes et au gouvernement c'est la même chose, il y a un seul dieu, un seul roi, et on devient encore plus esclaves ! »

L'air est frais. Les champs de canne sont loin en contrebas de la route qui serpente à flanc de montagne. Ici, dans les brumes, c'est le paysage du géranium. Terre dénudée où la plante à parfum a tout chassé. Les arbres sont morts et on a laissé leurs troncs debout tels de grands épouvantails, réserve de bois pour distiller l'essence. Ça et là monte des collines la fumée d'un alambic. Une odeur douce envahit l'air, plus forte par bouffée, et parfois estompée en une délicate fraîcheur.

Distillation du geranium.

Distillation du geranium.

Les cases s'échelonnent en semis dispersé surtout près de la route dont les abrite une haie et quelques fleurs. Cases pauvres, cours de terre humide, quelques bâtiments de tôle autour de quelques pièces d'habitation. Un cochon dans un enclos, parfois un bœuf, quelques poules dans la cour, et des chiens qui aboient à l'arrivée d'un inconnu.

La case est à peine meublée. Les murs sont tapissés d'images extraites de magazines et l'on voit côte à côte la reine d'Angleterre, un paysage hawaïen, une réclame pour une pâte dépilatoire et une vedette de la chanson.

Paul Beaulieu habite là avec ses deux derniers fils. Sa femme travaille tous les matins à la cantine scolaire et le reste de la journée elle le rejoint dans les champs de géranium. « On travaille aussi avec mon gendre, qui habite la case d'à côté, et avec Olivier, le beau-frère de mon gendre. Parce que, quand on a besoin de main-d'œuvre, on n'a

point d'argent. On n'en a point pour payer un homme pour mettre l'engrais par exemple. Alors on fait un tour, chacun sa semaine, cette semaine chez moi, l'autre semaine chez l'autre... Autrefois on ne faisait pas ça. D'abord, il y avait plus d'argent. Le géranium se vendait bien, douze mille francs, même quatorze mille. Aujourd'hui il a baissé et l'engrais a monté... Et puis, il y a longtemps, on était libres, on pouvait prendre un travailleur comme on voulait, sans besoin de papiers, de sécurité sociale... Maintenant le planteur ne peut plus. Nous, qui ne faisons que du géranium, on perd courage.

... Ici, c'est la propriété Dijoux. Il y a longtemps, quand Madame Dijoux était là, la tante de Mademoiselle Dijoux, c'était une bonne propriété. Par exemple, si vous aviez besoin d'une avance, pour n'importe quoi, Monsieur Dijoux donnait, sans intérêt. Dix mille francs c'était dix mille francs, pas plus, quinze mille c'était quinze mille. On payait sur la récolte... Maintenant ce n'est plus possible : quand les vieux sont morts, ils n'avaient pas d'enfant, et il y a une cinquantaine d'héritiers. C'est tombé en succession et c'est Mademoiselle Dijoux qui est la gérante. Elle vient de temps en temps seulement parce qu'elle est fonctionnaire. Et elle serre sur tout. Parce qu'elle doit donner des comptes à tous les héritiers, et il y en a partout : ici, en France, à Madagascar... Alors elle a pris un garde-champêtre, qui demeure à Trois-Bassins. Un homme dur, qui surveille tout, qui passe dans les champs pour voir si vous n'avez pas planté un pied de patate ou de haricot. il permet, mais il demande le tiers de tout... Il faut bien : on n'est pas propriétaire, alors il faut qu'on donne le tiers. C'est ça être colon : vous travaillez la terre d'un propriétaire, et vous donnez le tiers... Vous voyez ? Et le gérant il passe tous les jours, il pèse l'essence, il marque tout... C'est pas le pays où tricher ici !

Et le géranium, c'est un travail qu'il ne faut jamais arrêter. C'est absolument comme un jardin. Il faut régulièrement gratter, remplacer les plants morts, mettre le désherbant... Mais j'aime ça. J'ai toujours fait le géranium, jamais d'autre culture. Et mon papa aussi ! J'ai 53 ans, et tout le temps j'ai travaillé le géranium : je le soigne meilleur qu'un en-

fant... Je suis né sur la propriété même, moi. Et mes frères, mes sœurs, mes tantes, ils habitent tous là, sur la même propriété. Il y en a là, à côté de moi, et d'autres plus haut, à l'écart de la route, mais on est tous sur la propriété Dijoux... Mon papa est mort sur la propriété Dijoux... Mon grand-papa lui, il venait de l'Inde, il était de la bande Mardaye... Mais il ne travaillait pas ici, il était venu pour l'usine, pas pour Vue-Belle qui n'existait pas encore, mais pour l'Éperon, en bas... Sa dame venait aussi de l'Inde. Ils étaient de purs Indiens, mais mon papa était un peu bâtard. Quand le grand-papa est mort, sa femme s'est remariée avec un créole et comme ça, aujourd'hui il y a du mélange. C'est pour ça que je porte Beaulieu, un nom créole... Autrefois on était purs, mais après deux, trois générations on s'est déshonorés... On a fini bçatards... »

Le fils cadet entre. Il revient d'un stage de conducteur de tracteur, et il insiste auprès de son père pour que celui-ci achète un tracteur. Sinon, dit-il, il partira en France pour faire le mécanicien. Le père ne sait que répondre ; il me conduit vers son terrain, m'explique que, même sans acheter de machines, tout cela est à peine rentable, et que, de toute façon les jeunes n'ont guère d'avenir ici. « Un jeune garçon peut avoir de la terre, mais il ne reçoit point de quota. Alors comment faire pour vendre son géranium ? Les jeunes qui lèvent maintenant, on ne peut pas savoir ce qu'ils feront, mais il n'y a aucun moyen de leur trouver un bon travail. Comme colon, oui ici. Mais pour acheter, c'est devenu trop cher. On peut acheter un petit emplacement pour une cour, pour habiter, mais pour cultiver c'est devenu trop cher... Et les jeunes ne veulent plus devenir colons... Quand ils voient comment on a travaillé, comment on a souffert, ils disent que ça n'est pas pour eux... Alors ils restent avec nous, ils rôdent sur le bord du chemin... Mon garçon, lui, il voudrait continuer dans le géranium, mais autrement, plus moderne, sur un terrain à lui, avec la SAFER. Il dit que c'est plus intéressant. Mais je ne pense pas. Si le propriétaire reste d'accord, il vaut mieux travailler la terre d'un propriétaire : vous travaillez, vous donnez votre tiers, vous n'avez pas un crédit trop gros à

payer toute votre vie... Regardez, moi j'ai élevé comme ça six enfants. C'était difficile, mais on est bien arrivé.

Là où il faut des changements, c'est sur la santé. Ma femme a fait treize enfants, et il en est resté six. Tous les autres sont morts petits, à un an, deux ans. Ça, maintenant c'est fini... Mais pour le reste, on ne sait pas ce qui pourra arriver demain. Peut-être que ça sera mieux, peut-être que ça sera plus dur qu'avant ? Mademoiselle Dijoux dit ça... C'est pour ça qu'elle laisse la propriété comme avant. Elle dit qu'elle ne peut plus donner à des nouveaux colons, et qu'il faut attendre pour voir comment ça va aller plus tard...

Alors, c'est pour ça que je reste dans une case aussi vilaine. Je voudrais bien bâtir plus grand. Pas le droit. Elle défend. On a tout juste le droit de prendre l'électricité. Mais bâtir, non. Et à mesure que les enfants ont grandi il aurait fallu de la place pour la case, mais non, le propriétaire ne veut plus...

Et je suis fatigué. J'ai commencé à douze ans. Il y a longtemps, l'école n'était pas obligatoire pour les petits-enfants. Moi je ne suis jamais allé à l'école. Aussitôt que j'ai grandi, j'ai été mis dans le géranium. Depuis quarante ans, je fais le géranium, toujours sur la propriété Dijoux... Les jeunes, ils ne veulent plus ça. Ils sont plus éclairés. Tous les matins ils faut qu'ils marchent à l'école, il faut qu'ils soient propres... Ça rend service... Moi j'aurais été bien content d'aller deux, trois ans à l'école ».

Des zones de petite propriété s'interposent entre ces vastes ensembles de plusieurs centaines d'hectares exploités en coloriage. Propriétés exigües, morcelées, où l'on a installé une maison souvent plus vaste que celles des colons. Les activités sont un peu plus diversifiées, et on mise à la fois sur le géranium, sur les légumes et sur l'élevage.

Mais la voie est étroite et aboutit souvent à des échecs. Marcel !... a tenté l'aventure. Il est né d'une famille qui travaillait sur la propriété de Villèle où il a lui-même été colon. Agé de 59 ans, il a maintenant quitté la propriété depuis l'âge de 30 ans, quand il a pu emprunter grâce à l'aide du curé pour acheter une terre de trois hectares où il a construit une case en bois de quatre pièces. Six enfants, tous ayant au moins leur BEPC. Un fils est électricien, une fille petit fonctionnaire. Autour de la maison les constructions de son élevage : 2 000 poules et dix cochons, tous des animaux sélectionnés, « de France ».

« Ça a bien marché Pendant un temps, mais la vie devient très dure. La nourriture des bêtes monte, mais notre produit ne monte pas. Alors toute la famille travaille, la femme, les enfants. Et il n'y a point de repos ; même si vous êtes malade, il faut vous lever, il faut donner à manger, il faut nettoyer.

Alors les jeunes ne veulent plus ça. Quand mon grand garçon voit ça, il préfère travailler ailleurs. Là, c'est net. On reçoit l'argent, on n'a pas besoin d'emprunter à la boutique... Mais c'est difficile parce qu'on ne connaît pas nos droits. Par exemple, si je vais au Crédit agricole pour construire, un an après, ils me disent que la demande est refusée, et qu'il faut une autre demande, pour une case plus grande, qui est plus chère... Ou bien la coopérative. Ça ne marche plus. Il n'y a plus d'assemblées, seulement le conseil d'administration. Et ça c'est seulement pour les gros. Nous on a fait l'échelle pour eux, et on reste en bas... Vous croyez que ces gens-là ils vendent à la coopérative ? Non !

C'est pareil pour l'électricité. Je l'ai seulement depuis trois mois, parce qu'un gros a fait sa maison plus bas. Avant, il n'y en avait pas, et pour les poussins j'avais un réchaud à pétrole. Dans les bas, ils sont mieux, mais nous, il faut chaque fois descendre à Saint-Paul pour avoir quelque chose. Pour la route, par exemple, nous tous, les propriétaires, on a donné un morceau à la commune. Mais ils n'ont rien fait et quand il pleut les camions ne peuvent pas monter ici et il faut payer quelqu'un pour monter les aliments, et c'est cher.

Les gros seulement s'en tirent bien. Tout va à eux, et les petits sont écrasés. Illettrés, ils ne connaissent pas quoi faire. L'assistante sociale ? Elle s'occupe de la marmaille et des pipis. Les moniteurs agricoles ? On ne connaît pas. Ils viennent peut-être ailleurs. Il y a bien les séances de démonstration. Mais ils oublient qu'on est illettrés. Alors on ramasse seulement par ci par là un petit conseil.

Les gens de Tan-Rouge même, ils descendent travailler en ville. Grand matin, c'est un plaisir de voir tout ce monde qui descend dans l'autocar. Maintenant, il y a bon peu de gens en plus qu'avant. Longtemps, il y avait là seulement quelques pères de famille, avec des propriétés. Ils ont fini de partager ou de vendre. Alors maintenant il y a toutes ces cases. La grande là-bas en bas, c'est un employé de la mairie. L'autre belle là-bas ils travaillent au Port. C'est plein de gens comme ça qui viennent habiter ici.

Mais, les petits ? Ils ne peuvent rien faire. Les employés les méprisent. On ne leur explique rien... Mon voisin avait un enfant qui a eu une bourse. Il va avec le chèque pour toucher. On lui dit qu'il faut une carte d'identité. Il a dû aller à Saint-Denis deux fois, et attendre 15 jours. Personne ne lui aurait dit que des témoins suffisaient...

La loi ? Elle n'est pas faite pour nous. Mon voisin qui a trop bu et qui ne peut plus travailler à cause de ça a une pension. Et moi rien, parce que j'ai été sobre... Et celui qui achète dix petits cochons ? Lui, il peut avoir une subvention. Mais celui qui n'en achète qu'un ?... Et on ne subventionne pas son bâtiment. Et maintenant, pour tuer les cochons, il faut aller à Saint-Paul et les ramener dans un autre camion, pas celui qui a servi à les apporter, et on doit accrocher, suspendu... Alors les commerçants d'ici, ils ne tuent plus les cochons, il ne nous achètent plus. Et nous on n'a que ça pour vivre.

Hoarau, lui, il fait un grand élevage. Mais en même temps il travaille à la mairie. Et quand il veut emprunter de l'argent, c'est facile. Il

a d'autres sources de revenu. Il a toujours les appareils les plus modernes, et les moniteurs aiment ça. C'est toujours lui qu'on fait visiter à l'administration... »

Comme en écho, Antoine Lebon ressent les mêmes inquiétudes et les mêmes indignations, et son analyse recoupe souvent celle de Marcel !...

« Pensez que vous avez ici des hommes qui sont fonctionnaires - et chaque fois que je parle je barre mes paroles moi-même - ils ont une femme qui est employée. Lui, il est propriétaire, et souvent la femme aussi... Avant ça, ce sont des gens qui avaient déjà des biens ; leurs parents avaient de l'argent en banque. Même sans ça, prenons-les au départ l'homme et la femme sont fonctionnaires. Ils ne se contentent pas de cela ils font encore un grand élevage de poulets. Alors que ce que la femme gagne, ou l'homme, serait suffisant pour nourrir la famille... Ou alors, quand vous pensez que, là-bas il y en a un autre qui voudrait travailler un petit morceau de terre -pas un morceau de rempart, de la terre qui rapporte - et que c'est toujours ce monsieur qui travaille ou même qui laisse abandonné. Mais, si on était humain, on devrait dire à l'autre : tu vas travailler tu vas me donner une petite part, mais moi mon emploi me suffit.

Et j'en arrive à l'élevage. Ce même type a un élevage qui représente peut-être, bénéfice net, chaque année des millions... Combien de foyers pourraient vivre si c'était partagé entre 7 ou 8 types, et chacun pourrait gagner une petite bouchée pour sa famille. Mais si l'autre essaie de faire un petit élevage, il faudrait vendre le kilo de poulet à 500 francs pour faire un bénéfice, mais lui, le gros, il vend à 400 francs ! Plus la peine de travailler... Pour la canne, c'est la même chose. Et dans l'administration, c'est pareil : combien d'argent entre à la Réunion, pour soutenir, pour aider ? Mais ces millions sont employés au

profit de ceux qui n'ont jamais connu la misère... Pour faire une grande plage, ou bien un beau bâtiment, ils regardent pas, tandis que l'autre, là-bas, est en train de mourir de faim... Tous ces millions ! Pourquoi ne pas faire le plus principal avant ? Ça n'empêche pas de faire l'autre après... Par exemple, irriguer par ici, et beaucoup de monde pourrait travailler convenablement.

Mais, un jour, si ça arrive, s'ils irriguent, Ça sera peut-être une misère encore plus grande... Oui, s'il arrive un jour de l'eau en conséquence sur les terrains de Monsieur X ou de Monsieur Z, à ce moment-là ils vont travailler toute leur terre eux-mêmes. Et il n'y aura plus de colons ! Là encore, l'administration devrait s'organiser. Je ne sais pas, moi, il y aurait des possibilités pour que tout le monde vive, mais c'est le gâteau qui est mal coupé. Par exemple, regardez les terrains de l'Éperon : tous les plateaux, toutes les bonnes terres, c'est l'usine seule qui travaille. Mais combien de monde pourrait gagner sa vie dessus si chacun prenait 3-4 hectares ? Même coupé en morceau, pourquoi ne pourrait-on pas mécaniser ? Si c'est rentable et si les conditions de départ sont fixées, les gens diront oui...

Tout ça, c'est comme ces questions d'élevage de bovins. On dit qu'on veut relancer l'élevage ? Moi je voudrais bien. Je suis vieux, mais je prendrais bien quelques bovins, parce que je voudrais quand même pousser à bout de mon travail. J'ai la place : le terrain est un peu penté et je pourrais mettre des herbes dedans. J'en prendrais deux ou trois, sous condition que l'administration aidera pour démarrer. Parce qu'il y a la question d'argent. Mais si l'administration donnait à deux trois à distance quelques bœufs à soigner, peut-être les jeunes prendraient un goût ?

Mais, les gros, c'est pas ça qui les intéresse. Eux, ils se sont habitués à jouer avec de l'argent. Plus ils en ont plus ils voudraient en avoir... S'ils prenaient conscience des choses, il vaudrait mieux que les gros mettent un instant les gros de côté, pour favoriser le plus grand nombre de petits. Ils disent qu'ils ont des difficultés : manque d'argent,

manque de ci, manque de ça. De toute façon, ils sont plus aisés que les petits. Si jamais ils ont besoin d'être secourus, eux, alors ne parlons pas des petits ! S'il leur faut trois millions pour vivre cette année, ils ne peuvent pas se mettre dans la tête que ça suffit. L'année prochaine ils veulent gagner 4 millions ! Tandis que le petit, là-bas, il reste toujours au même niveau... Ils devraient laisser la place au petit avant...

Regardez les chômeurs. C'est des gens qui n'ont pas de travail. Mais il y a des colons ou des petits propriétaires qui auraient beaucoup de travail à faire, mais qui n'ont pas assez d'argent... On laisse inculte, parce que ça ne rapporte pas assez... On prendrait des journaliers, mais on ne pourrait pas les déclarer. Donc c'est un avantage que le journalier perd. Tandis que dans un chantier de chômage, le type est assuré de la sécurité sociale. Donc vous dites : « Travail na point », et il attend, parce que là-bas il gagne peut-être une journée minime, mais il est assuré... Si on n'avait pas à payer la sécurité sociale on donnerait plus de travail. Mais c'est pas possible de déclarer. Mieux vaut abandonner... Est-ce qu'on ne pourrait pas retirer un peu de certains travaux pour verser dans une caisse pour soulager les cultivateurs de la sécurité sociale ? Plutôt que de refaire une route avec des millions, il vaudrait mieux prendre ça pour démarrer une caisse... Et si on déclare pas, on reçoit des coups. Il y a des règlements qui sortent. Par exemple, depuis un an, l'agriculteur qui travaille un certain nombre de gaudettes a droit à la sécurité sociale. Il est sorti une feuille disant qu'aussi longtemps que vous ne réglez pas vos comptes, vos allocations familiales, vos assurances maladies, rien ne marchera. On a reçu des quantités de papier, on a payé... Et maintenant, pour avoir une aide pour ma porcherie on m'envoie un papier me disant que je ne l'aurai que si je suis en règle avec la sécurité sociale car je dois 4 ans d'arrière... Et puis il y a des erreurs. Et vous perdez une journée, vous allez à Saint-Denis entrez dans le bureau sécurité sociale ; on vous envoie par là, par là-bas et puis on vous dit « on va s'occuper de ça » et rien... Et il faut payer encore. Payet, cette année, il a dû vendre sa vache pour payer la sécurité sociale. Autrement, il perdait les allocations...

Camp Villele, la case d'autrefois.

Camp Vilele, la case d'autrefois.

Un nouvel habitat.

Un nouvel habitat.

Ils sont même voleurs. Ils demandent des majorations parce qu'on n'a pas payé, mais ils ont oublié d'envoyer les papiers...

Il faudrait pouvoir discuter ça avec quelqu'un. Mais ça dort. Il n'y a personne pour aider les gens ici. Les gros poussent les petits en avant pour faire des lois à leur profit, et l'administration ne voit pas. Comme ces questions d'élevage ; j'ai reçu des coups avec ça ! ... La première fois, on nous a dit : « l'élevage, ça rapporte ». Des camarades disaient ça aussi. Au commencement, ça a bien marché. J'ai augmenté. Je suis allé chez Isautier. J'ai pris 1000 poulets, et le grains, parce qu'il le vend aussi. Mais il faut payer. Mes poulets devenus gros j'en ai vendu 150-200. Et il fallait aller plus loin. J'ai passé au Port, j'ai passé à Saint-Denis avec mes poulets. Partout on me disait pareil : « Je regrette, mais je prends chez Monsieur Isautier ». Là on revient à ce que je vous avais dit. Il fait tout, lui, il fait l'aliment, tout. Prenons mon cas : je prends l'aliment chez Monsieur Isautier et quand c'est le moment de vendre, c'est Monsieur Isautier qui me barre la route ! Vous savez ce que j'ai fait de ces poulets ? Ça a grossi, ça a commencé à tomber sur les genoux... J'ai donné aux cochons ! Ça m'a mis à plat pour deux ans.

Alors j'ai recommencé. On a repris par petit peu... On est arrivé à 200. Je prenais l'aliment à la coopérative. Ça tournait. Je suis monté à 500. Et c'était pas comme chez Monsieur Isautier. On payait 100 000 francs, et on pouvait prendre 150 000 francs de crédit. La coopérative achetait tout. La roue tournait.

L'employé de la coopa m'a dit alors : « Si tu veux foncer, tu peux foncer. Vends toi-même tout ce que tu veux, et le reste ça me regarde, on prendra tout ». Je fonce. Je suis arrivé à 2 500 kg. C'était pas grand chose, mais pour mes moyens c'était tout. Et je devais 460 000 francs... Et cette fois, ça change d'employé : l'autre avait eu une histoire avec le président. Ça a cassé la paille, ça n'allait plus : on l'a mis dehors, on l'a accusé de voleur... Et le nouveau arrive et me dit : « Je

ne peux pas prendre tes poulets. Je viens d'arriver, je n'ai pas de marché » et patati et patata.

Ca a fini comme ça : j'ai donné aux cochons encore une fois. J'avais 300 000 francs de dette à la coopérative... Dans le ventre des cochons...

Et, tous ces coups, c'est les gros qui en profitent. Parce que le gros est là, toujours prêt. À vrai dire, on comprend que les gens de certaines boîtes ne peuvent pas avoir confiance sur nous : des moments on a, des moments on n'a pas. Mais c'est parce qu'on est toujours barré par l'autre... Quel argent Monsieur Isautier doit avoir en banque ? Et cet élevage, ce grand truc, combien de personnes pourraient vivre avec ça ? Lui, à côté, il pourrait garder les aliments pour tous. Il pourrait vivre. Des tonnes d'aliments à faire par jour...

Oui, la richesse, elle est là : en exploitant les autres, pouvoir exploiter ! »

Comme un refrain, le thème revient, lancinant : au-dessous d'un certain seuil, impossible de s'en sortir. Les aides ne vont qu'à ceux qui ont déjà de l'argent, des connaissances. Elles ne sont pas là pour faire des paysans avec ceux qui ont été les travailleurs de ces terres, mais pour essayer de faire une agriculture avec ceux qui ont des connaissances et des capitaux. Développement ? Destruction ? Les choix sont faits ailleurs, et ils ne s'appuient pas, en tous cas, sur le tissu social qu'ils dilacèrent.

Les hommes sont exclusivement occupés de s'enrichir le plus possible. Le sucre est leur veau d'or, et tout ce qui ne s'y rapporte pas n'a pas de prix pour eux. Les femmes ne valent guère mieux. Elles ont trop peu d'instruction et en même temps trop de l'indolence si ordinaire dans les pays chauds pour s'intéresser à quelque chose de sérieux. Leur seule occupation, outre le soin de leur personne, est d'écouler ou d'inventer de méchants propos sur leurs semblables, et il y a malheureusement aussi beaucoup d'hommes à qui ce charitable plaisir fait oublier par moments jusqu'à leur champ de cannes. Louis Simonin en 1860.

PAYSANS DE LA RÉUNION

IV

CHANGEMENTS

[Retour à la table des matières](#)

Vers quel avenir la Réunion se serait-elle dirigée si elle avait continué sur sa lancée ? La réponse est bien difficile, et ce n'est en regardant autour d'elle qu'on a des chances de la trouver. Mais l'île a subi depuis 1946 une telle série de transformations que sa trajectoire est de toute façon infléchie de façon irréversible. Quel que puisse être l'avenir, il sera marqué par les changements actuels. Une autre époque de l'histoire sociale de l'île a commencé en effet avec la départementalisation, et la vie de toute l'île, ses paysages eux-mêmes en ont été directement marqués.

Dans les campagnes, le choc a été d'abord discret, puis il s'est amplifié, aboutissant depuis quelques années à une réévaluation totale des activités, des orientations et de l'avenir des hommes. Pourtant, lorsqu'en 1946 le Parlement français a décidé, à la demande des élus de la gauche, de transformer les quatre anciennes colonies (Guyane, Guadeloupe, Martinique et Réunion) en départements français, les conséquences locales du nouveau statut ne se firent pas sentir d'emblée. L'inertie des habitudes et des hommes, les conditions restrictives

de l'application des lois et règlements métropolitains dans les nouveaux départements d'Outre-mer, restreignaient les effets immédiats de cette nouvelle situation. Mais, malgré retards et lenteurs, l'intégration légale dans l'ensemble métropolitain est allée en s'accéléralant ; l'application de plus en plus complète des lois sociales, l'implantation des services départementaux qui émanent de divers ministères (Santé, Éducation, Équipement, Postes et Télécommunications, Finances), ont entraîné d'importants afflux monétaires, car la production de ces départements pauvres était très en deçà des dépenses que faisait peser ce nouvel équipement et ne progressa pas, loin de là, au même rythme que lui. Les crédits spéciaux d'équipement du FIDOM (Fonds d'Investissement des Départements d'Outre-mer) complétaient la masse croissante des transferts financiers en provenance de la métropole.

Un appareil administratif sans commune mesure avec celui qui encadrait la société à l'époque de la colonie s'établit ainsi. Les emplois locaux dans la fonction publique se multiplièrent, tandis qu'affluaient les fonctionnaires de tous niveaux originaires de la métropole. L'éloignement causant des difficultés de recrutement, on leur accorda de nombreux avantages salariaux et fiscaux, avantages étendus en partie à leurs collègues recrutés sur place, et ces avantages furent particulièrement élevés à la Réunion.

La Réunion se trouvait ainsi confrontée à un remaniement considérable de ses rapports avec la France. Pays sous-développé, elle recevait rapidement, surtout à partir de 1960 environ, les équipements de base qui lui faisaient défaut : écoles, routes, adductions d'eau et équipement électrique, télécommunications, transports internationaux. Mais ces premiers effets portaient en germe d'autres conséquences. Car, par delà les équipements, des systèmes sociaux et des cultures se trouvaient face à face, et la Réunion peu à peu ébranlée vit s'ouvrir en elle des fractures inattendues.

Jusqu'à la départementalisation, la distance était en effet considérable, entre une France modelée par les chocs mondiaux, une France où l'héritage de l'univers préindustriel avait été constamment remis à jour, et une Réunion marquée par l'esclavage, par les contrastes raciaux et les inégalités économiques les plus ostentatoires. Un auteur non suspect de démagogie ²⁰ ne notait-il pas en 1954, au sujet de l'installation d'un nouveau gouverneur, le Baron Darricau, en 1858 : « Ce gouverneur fut frappé dès son arrivée par l'extrême richesse de certains habitants et la misère qui écrasait le plus grand nombre. Il essaya d'y remédier, mais cette différence n'a fait que s'accroître jusqu'à nos jours ».

Toutefois, l'image que traçaient de la Réunion ses représentants officiels ou officieux ne correspondait pas à cette réalité. Le milieu clos des élites réunionnaises entretenait en métropole un tableau mythique de l'île, celui d'une sorte de France lointaine et douce où le charme des vieilles demeures, les écrits des poètes et la bonne entente générale composaient un rêve exotique et paisible. Mais ce tableau dissimulait les soubassements réels de la société. Une société dure, faite de masses rurales pauvres et dominées, de l'affrontement silencieux des cultures et des pouvoirs, et du poids immense de la contrainte et du mépris. Lorsque de rares fonctionnaires arrivaient de France, ils étaient enveloppés par l'accueil chaleureux du milieu dirigeant qui les absorbait et leur transmettait ses propres valeurs. Ceux qui n'acceptaient pas cette image de l'île se plaçaient en marge de ce cercle et leur voix suspecte s'étouffait.

De vastes pans de la société étaient ainsi effacés, niés, rendus transparents par ces uniques porte-paroles.

²⁰ Eugène SOURIS, Histoire abrégée de l'île de la Réunion, p. 64.

Un marché public.

Or, ce tableau ne s'est pas effacé par miracle avec la départementalisation. L'image officielle de l'île, de sa société, de sa culture et de ses problèmes a continué de vivre dans une France assez ignorante, et peu soucieuse de remplacer des mythes agréables par des réalités porteuses d'inquiétude. Mais ce décalage entre la réalité et sa représentation n'avait jusqu'alors servi qu'à stabiliser et à justifier le pouvoir de la minorité dominante de l'île. Il eut désormais des conséquences bien plus graves : il intervint comme un écran entre la société réunionnaise réelle et les pouvoirs métropolitains placés maintenant en prise directe sur elle ; croyant s'adresser à celle-ci, ils ne s'adressaient en fait qu'à cette image tronquée ou à des acteurs qui la simulaient. Toute décision qui parvenait à la Réunion semblait alors dévier de son point d'impact comme s'infléchit la lumière quand elle change de milieu. Les actions se trouvaient décalées de leurs objectifs : faute de connaissance du

réel, de cet « indice de réfraction » sociologique, l'administration attribuait ses échecs - économiques, scolaires, politiques - au pays, à ses hommes, à leur mentalité, et elle persévérait dans la même direction. Rien ne venait corriger l'erreur de tir, car ceux qui avaient construit l'image distordue avaient le plus grand intérêt à la perpétuer : déviant comme un bouclier les effets les plus menaçants de la départementalisation, elle leur permettait de l'accommoder à leur suprématie.

La rencontre renouvelée de la Métropole et de la Réunion s'enfermait ainsi dans un malentendu, et les plus hautes autorités, plutôt que d'écarter le voile ont bien souvent contribué à l'épaissir. En entretenant le mythe de « la Réunion c'est la France », réalité légale mais mythe sur le plan de la structure sociale et de la culture de la majorité de la population, on figeait l'état antérieur. Plus exactement, cette affirmation permettait de dissimuler les privilèges et les inégalités, que les conditions nouvelles auraient dû condamner ; en la proclamant hautement, on niait implicitement qu'il y eut à changer quoi que ce soit aux structures de base - système de plantation, monopoles, négation de la culture locale - changements indispensables pour que la Réunion puisse justement s'identifier tout à fait à la France. Appuyé sur cette doctrine, on pouvait juger et décider sans avoir besoin de pousser plus avant l'investigation des réalités réunionnaises, on pouvait décréter quels étaient les besoins matériels et culturels, homogénéiser l'enseignement, calquer médecine et sécurité sociale sur la métropole, déverser équipement et subventions. Opérations qui donnaient profits aux uns et bonne conscience aux autres, mais qui ne touchaient aux besoins, à la culture, à l'instruction, ou à la santé de la masse de la population qu'après avoir été filtrées par les notables et consolidé leur pouvoir.

En s'en tenant aux mesures matérielles et en proclamant une assimilation qui n'existait pas encore, on prenait de coûteuses mesures qui empêchaient justement de rendre celle-ci possible. Car les structures fondamentales - agraires, raciales, linguistiques, religieuses - demeu-

raient en place et se trouvaient renforcées par cette fausse représentation.

Cette évolution étonnante n'était pas celle qu'avaient prévue les promoteurs de la départementalisation et craint ses adversaires. Oeuvre des représentants de la gauche des anciennes colonies, la loi de 1946 s'était heurtée à l'opposition du pouvoir économique local. On pouvait en effet penser à cette époque que des remaniements sociologiques accompagneraient les autres mesures d'alignement sur la métropole et qu'ainsi le rapport global des forces sociales se trouverait renversé au profit de la masse de la population. Au mythe des îles entretenu en France, répondait dans les îles le mythe de la France, une France démocratique et égalitaire où entrer de plain-pied, signifierait l'abolition du poids du passé, une seconde abolition de l'esclavage.

Mais les contradictions de la départementalisation ne s'arrêtent pas là. Comme les fils entrecroisés d'une tresse, elles s'infléchissent et se recourent à mesure que passe le temps. Tandis que le *détournement de la départementalisation* entraînait le renversement d'option qui portait la gauche à la contester et les possédants à s'y rallier, des transformations importantes se déclenchaient malgré tout. La situation de départ se transformait, de nouvelles couches sociales émergeaient, l'impact des réalisations matérielles retentissait sur toute la société.

La départementalisation greffait sur la Réunion des secteurs entiers de la société métropolitaine. Par leur présence multiple, ceux qui venaient réaliser les équipements édifiaient dans l'île une réplique de la métropole dont ils venaient et dont ils faisaient toujours partie. Trop nombreux désormais pour être absorbés par l'élite locale, ils s'en tenaient de plus en plus à l'écart, et, face à elle, ils créaient une autre élite, détentrice d'autres valeurs, inspiratrice d'autres comportements.

Ce furent d'abord les cadres administratifs, et autour d'eux les services auxquels leurs hauts salaires leur permettaient d'accéder : logements, magasins d'importation alimentaires, boutique de mode, spectacles, voyages touristiques, automobiles. Puis les professions libérales auxquelles la sécurité sociale et l'assistance médicale gratuite manipulées à leur profit plus qu'à celui des malades, donnèrent un coup de fouet ; elles rallièrent le genre de vie des cadres administratifs. Et, rapidement, tous les autres fonctionnaires, métropolitains et créoles tendaient à rejoindre ce groupe. Formant une masse importante d'individus dont les hauts revenus, stables et assortis d'un travail valorisant, donnaient assurance et prestige, ils introduisaient dans toutes les régions de l'île un genre de vie réservé jusque-là à une faible minorité, et par leurs pressions sur les élus et l'administration, ils contribuaient à détourner un peu plus la départementalisation au profit des privilégiés, quitte à ce que le cercle de ceux-ci s'élargisse.

Cependant, la départementalisation amorçait de profonds changements dans les masses rurales. Elle venait littéralement cisailler bien des dépendances anciennes. Le colon n'était plus seul face au propriétaire, le petit cultivateur pouvait trouver le moyen d'échapper à la pression de cet unique fournisseur d'argent et de travail, l'ouvrier agricole voyait son salaire fixé par décision de l'administration. L'école s'ouvrait à tous. Les risques de la maladie et de la vieillesse étaient pris en charge par une sécurité « sociale » et non plus par le bon vouloir d'un puissant qu'on se conciliait en étant disponible et « respectueux ». Les emplois subalternes (bonnes, jardinier, plantons, etc...) se multipliaient. En créant de nouvelles ressources, si mineures fussent-elles, on ouvrait l'éventail des alternatives et des aspirations. Le travail sur les chantiers d'équipement, l'émigration vers les villes ou vers la métropole ou simplement l'attente d'une assistance exprimaient confusément le refus des contraintes inhérentes à la société de plantation. Ils exerçaient surtout sur elle une pression concurrentielle qui la contraignait à son tour au changement. Les notables ruraux se trouvaient alors placés devant un difficile réajustement économique. Ils ne pouvaient pas toujours assumer les investissements nécessaires à la re-

mise à flot d'exploitations ébranlées par la hausse des coûts ; ils abandonnaient la terre qui allait se concentrer entre les mains de grandes sociétés ou faire l'objet de morcellement. Un certain style archaïque d'exploitation et de gestion, qu'il s'agisse de grandes entreprises coloniales ou du paternalisme de propriétaires traditionnels, était condamné, et la plantation modernisée marquait elle aussi une rupture avec l'ordre ancien. Simultanément, l'expansion démographique accroissait dans les campagnes la pression autour d'emplois que la modernisation technique rendait plus rares. Le choix d'un style, d'une voie de développement, implicitement inclus dans la départementalisation, commençait à faire sentir ses effets. De pays sous-développé, la Réunion commençait à devenir région marginale d'un ensemble industriel capitaliste moderne.

Lentement d'abord, en empruntant un chemin détourné, la départementalisation sapait ainsi l'ordre antérieur et les inégalités sur lesquelles il se fondait. Inégalités qui semblaient jusqu'alors inéluctables : soutenues par une vie sociale rigide, qui maintenait la majorité de la population à l'écart de l'alphabétisation et, sur la plus grande partie des bonnes terres de l'île, de l'accès à la propriété, elles étaient entérinées par un système idéologique extrêmement cohérent (hiérarchie raciale, pressions religieuses, dépendance matérielle et morale au sein d'un réseau paternaliste). Mais, bien avant qu'elles ne soient remises en question dans les faits, les inégalités voyaient leur justification s'effriter. Et les témoignages en portent la marque : les changements ont commencé lorsque ce qui semblait une fatalité née de la nature du monde a pris de plus en plus le visage d'une injustice née de la contrainte des hommes.

Une autre représentation de l'avenir germe alors. Les aides sociales, l'arrivée d'équipements, la scolarisation - quels que soient leurs échecs à court terme - poussent à cette lente réorientation en révélant l'existence d'un autre univers, et elles ouvrent l'espace clos où se confinait le destin de chacun. Au temps de la vieille colonie, la Réunion avait connu une autonomie relative ; gérant ses affaires écono-

miques et sa vie sociale, elle filtrait et canalisait à travers ses notables - planteurs, élites urbaines - les influences et les initiatives venues de France. La masse de la population ne les recevait qu'à travers ces intermédiaires. Les transformations qui prenaient leur départ en métropole étaient réinterprétées par les pouvoirs locaux qui orientaient les choix économiques et sociaux dans leur propre sens. L'état déplorable de la santé, de l'instruction ou de l'habitat n'exprimaient pas seulement le niveau économique global mais des choix qui s'effectuaient au niveau des plus puissants. Seule une minorité bénéficiait de l'essentiel des actions publiques. Les barrières sociales et raciales, masquées par le mythe de la bonne entente, renforçaient la protection des inégalités.

La départementalisation impliquait en principe la fin de ces intermédiaires : contournant ces filtres, elle s'adressait directement à l'ensemble de la population. Même si des mécanismes (fraude électorale, pressions politiques, relations de « clientèle ») ont maintenu une partie de l'ordre ancien, les forces nouvelles faisaient sentir leur effet dans trop de domaines pour que la société puisse garder intact son ancien équilibre. De plus en plus, le monde cohérent et rigide de la société de plantation s'est trouvé remis en cause.

Il faut cependant se défaire des schémas simplistes. Le cheminement demeure incertain, et chaque action semble faire naître une réaction qui infléchit ses effets. L'image initiale, celle du « lambeau de France palpitant sous les Tropiques » survit et inspire les uns, tandis qu'une autre se construit : au moment où la Réunion de la minorité commence à devenir celle d'une langue, de coutumes et de croyances. Mais là encore, les contradictions s'accumulent. Car ceux qui avaient été maintenus dans le silence n'accèdent à la parole qu'en s'appuyant justement sur l'image qui les nie. Et, inversement, les effets de la départementalisation conduisent directement à contester les raisons d'être de celle-ci.

Ne peut-on alors interpréter une partie de ce qui se déroule depuis quelques années - renforcement simultané de la départementalisation et de l'autonomisme, comme un effort continu en vue de faire coïncider les images ? Adapter la société à la loi, ou adapter la loi à la société. Et dans l'un et l'autre cas, les nouveaux notables oublient à leur tour que la société change...

L'histoire sociologique de la rencontre contemporaine de la France et de la Réunion est ainsi celle d'une communication entre des partenaires qui disposeraient de versions différentes d'un même texte. Mais la distorsion traduit le jeu des intérêts et les tensions entre les groupes sociaux. Le lien est en effet étroit entre les pouvoirs économiques et politiques et l'image de l'île (qu'ils contrôlent et orientent). Les élites locales, en s'appuyant sur la France métropolitaine pour renforcer une image qui plaît à celle-ci et qui va dans le sens de son refus crispé de tous les pluralismes, amplifient en même temps le moyen de maintenir leur propre suprématie. Imbibée par l'école, la radio, la télévision et par le déploiement de cette société nouvelle qui prospère dans l'île, la masse de la population en vient à douter de ses propres réalités. Ses croyances, sa langue, son genre de vie deviennent objets de « honte », et elle les refoule, ou tout au moins les ressent comme des fautes et des obstacles.

Ce détournement de l'image de soi ne demeure pas cantonné au domaine culturel. Il ne se limite pas à l'apprentissage d'une histoire, d'une langue et d'aspirations nouvelles. Le conformisme mental à l'image officielle transforme toute évolution en « rattrapage », il bouleverse tout projet en le situant par rapport à la norme idéale de la métropole, référence en face de laquelle il n'y a plus que des décalages, des retards, ou des absences.

La Réunion cesse de se voir en positif, elle n'apparaît qu'en négatif, en découpage sur le fond d'une métropole avec laquelle toute différence devient une insuffisance. Et ce jeu donne aux notables le moyen

d'obtenir de la métropole des crédits de plus en plus abondants, celui de les faire entrer dans un système d'attribution qui les favorise, et celui de convaincre une partie de la population que cela est bien, qu'elle participe au rattrapage. Idéologie qui donne à la fois la bonne conscience, le moyen de convaincre et celui de soumettre.

Mais la relation entre sociétés n'est pas égalitaire. Des mondes dont les fins étaient jusqu'alors différentes, dont les groupes étaient stratifiés sur des bases sans commune mesure, se voient poussés à fusionner. Sociétés détenant chacune une représentation d'elle-même, soutenue chacune par une armature de valeurs et de contraintes... Mais l'une est forte, clairement dessinée, proposée comme l'objectif ultime, tandis que l'autre, sans voix, apprenant à admirer, apprenant à ne concevoir le changement que dans l'imitation et le décalque, devient de plus en plus transparente, non seulement aux yeux de l'autre mais aussi à elle-même.

Les difficultés de la situation réunionnaise s'éclairent alors d'un jour nouveau : si les contradictions s'emmêlent, ne serait-ce pas parce que les rapports de l'île avec la France métropolitaine se jouent simultanément sur plusieurs registres ?

Relations d'un grand ensemble capitaliste développé et industriel avec une entité du Tiers-Monde agricole et sous-développée, mais aussi relations si particulières entre le pouvoir homogénéisateur de l'État français et les réalités culturelles diverses de la nation. Relations qui empruntent à la fois aux rapports du capitalisme avec le monde « périphérique » et à ceux qui existent au sein de la France entre un pouvoir orgueilleux et sûr de lui et la vie sociale et culturelle réelle. Relations qui combinent les ambiguïtés économiques et politiques de l'aide au Tiers-Monde et les tensions culturelles de la « colonisation » interne des variantes de la nation française par l'État.

Vécu globalement, ce passage d'un registre à l'autre produit un ensemble confus de contradictions, et cette incohérence intrinsèque entraîne un malaise ; comme si l'on pressentait une sorte de double fond derrière les propos des plus sincères. Dans les campagnes, ceux que ballottent ces contradictions y voient l'expression de l'arbitraire des puissants, et cela les confirme dans leur méfiance. Mais ne pouvons-nous pas retrouver un certain ordre sous ces contradictions, en saisissant les fils qui s'emmêlent ainsi ?

Il y a d'abord lieu de tenir compte de tous les effets de la confrontation directe du grand ensemble d'une société industrielle puissante avec une économie et une société rurales faiblement développées. Quelle qu'en soit la forme : colonisation directe, assistance, aide internationale, cette confrontation entraîne toujours pour la société la plus faible, le risque majeur de distorsions considérables dans son évolution. La conjonction des notables locaux avec les forces dominantes de la société la plus puissante canalise le développement et sape les chances d'une économie locale et donc d'une société relativement autonome.

Ce n'est pas seulement à la Réunion que les petits paysans sont de plus en plus dépouillés, s'agglomèrent dans les banlieues ou émigrent, que les notables locaux et les cadres techniques développent dans les villes des enclaves appuyées sur les crédits extérieurs, accélèrent l'importation de biens de luxe et détournent les crédits d'équipement vers des investissements somptuaires tandis que les campagnes dépérissent et que les bidonvilles s'étendent.

Par la concentration du pouvoir, l'orientation univoque des décisions, la charge d'ignorance et de mépris pour la culture locale ou sa transformation en champ d'affrontements entre des intérêts extérieurs à sa propre évolution, nous rejoignons le visage le plus classique de toutes les colonisations. Les transferts financiers, l'aide matérielle, les investissements sociaux qui semblaient avoir rendu de tels apports

impossibles se révèlent de bien faibles barrières contre cette résurgence. La réalité humaine, sociologique et économique des rapports inégaux ne se laisse pas apprivoiser par un contexte juridique.

À la Réunion, le cadre départemental dans lequel ces relations se déroulent apporte une autre dimension, spécifique à la société française. L'administration est omniprésente, et cela n'est plus du tout la même situation que dans d'autres formes de rapports. Elle applique des textes et des règlements qui ne sont que rarement « traduits » en fonction des réalités locales, malgré les promesses que contiennent les aménagements récents, car la logique interne de la situation nie la plupart des particularités qui construisent la spécificité de l'île.

Mais surtout, elle introduit ses propres références, elle est engagée dans cet ensemble de rigidités qui entraînent la « société bloquée » de la France métropolitaine vers tant de difficultés, entre Paris et les régions, entre les cadres et les subalternes, entre les initiatives et les réalisations. Elle s'installe dans l'île avec tout son poids, qu'il s'agisse des archaïsmes techniques et structurels, de la rigidité des « chefs » ou des multiples étages de privilège. Plus encore qu'en métropole la société française, à la Réunion parle « constamment de changement, mais elle se refuse malgré ses apparences révolutionnaires, à envisager le moindre changement réel, et une de ses armes essentielles est son extraordinaire capacité à masquer la réalité ou à la brouiller » ²¹.

Une autre confrontation se produit alors à un niveau bien plus profond qu'à celui des relations économiques : au niveau des formes que prennent les relations entre les hommes. Confrontation entre des codes différents de relation interhumaine. La manière dont se noue et dont s'exprime la relation interpersonnelle entre égaux ou lors de rapports d'autorité est l'un des traits les plus spécifiques d'une société. Entre la société hiérarchisée de la plantation et une France encore marquée par les modes de relation de l'ère préindustrielle, la convergence est par-

²¹ Michel CROZIER, *La société bloquée*, Seuil, 1970

fois remarquable. Mais le plus souvent la distorsion des codes de relation et des modes de comportement est considérable.

Or les inégalités intrinsèques à la vie réunionnaise et les inégalités propres au système français sont de nature très différente. Appliquer à la Réunion les mécanismes par lesquels les droits des individus sont assurés en France entraîne une série de contresens et de malentendus.

Usine Savannah.

Usine Savannah.

D'un côté, à la Réunion, l'inégalité intériorisée, l'inégalité sanctionnée par la race, par l'absence de promotion possible, l'inégalité lestée d'une lourde histoire. De l'autre, la France, où l'inégalité se cache derrière un égalitarisme acharné, une France où, enfermé chacun dans son enclos, les groupes sociaux cherchent à conquérir des privilèges les uns par rapport aux autres. Une France où l'égalité est celle

d'une cascade faite de bassins superposés. Mais dans chacun des « bassins » règne un égalitarisme codifié ; la dépendance personnelle fait horreur, l'arbitraire semble insupportable ²².

À la Réunion, où l'on attend plus aisément un bienfait qu'un droit, l'inégalité n'a pas besoin de prendre le masque de l'égalité ou, comme en France, de se réfugier à l'abri des pouvoirs, des privilèges collectifs et des groupes de pression. Elle est moins vécue comme une tare sociologique, comme une agression, que comme le fondement d'un courant descendant où le défavorisé espère du puissant l'octroi d'un bienfait, qui exprime la solidarité de l'un et de l'autre dans l'organisation sociale.

Les fondements sociologiques de l'inégalité inhérente à la société de plantation trouvaient leur source dans une histoire encore récente et dans une structure foncière et économique rigides. Les groupes humains qui descendaient des travailleurs esclaves ou contractuels, ou des petits colons européens, avaient une place nettement définie au sein d'un univers stratifié. La compétition ne leur était possible que dans une marge assez étroite. Prenant place à leur naissance dans des groupes ethniques inégaux, ils ne voyaient devant eux qu'un éventail restreint de possibilités. La mobilité sociale, soupape nécessaire, se faisait d'abord à l'intérieur de ces limites, et elle devait souvent s'appuyer sur le bon vouloir d'un supérieur, au sein d'un réseau social hautement personnalisé.

Fait du prince, totalement détaché de la sphère de pouvoir de l'individu concerné, les décisions ne sont acceptables, dans ces conditions, que parce que l'existence du prince apparaît comme une évidence inéluctable.

²² Lire sur ce thème les pages pénétrantes de Stanley HOFFMANN dans *Essais sur la France, Seuil*, 1974 (p. 175 et suivantes).

Mais cet arbitraire n'est accepté que tant que les rapports avec les pouvoirs sont les mêmes que dans la société de plantation. Il est ressenti comme une brimade quand les droits des individus s'affirment ; il se dresse comme un obstacle intentionnel destiné à remettre en question des droits qui paraissent se heurter à la volonté négative des « gros ». La révolte individuelle qui naît alors, « l'attitude revendicatrice » devant les formulaires et les attentes, le harcèlement par des visites et des lettres visent à combattre ce qui semble dû à la malveillance. Et l'humiliation succédant à la résignation, la revendication prend une note aiguë et anxieuse ; on finit par revendiquer le droit plus que le bien qu'il accorde, car ce droit prend des dimensions énormes en incarnant la dignité de l'individu, en symbolisant la rupture de la domination ancienne. Mais cette hypercorrection de l'attitude antérieure révèle combien celle-ci est encore latente : une certaine façon de revendiquer vise alors surtout à exorciser la soumission.

Le paradoxe final, qui découle directement de cette confrontation de structures incompatibles et du rapport de forces qui impose à une société de se réduire à une autre, est de voir les individus refuser au nom de leurs droits et de leur dignité, comme au nom de leur développement collectif, des biens qui, aux yeux de l'administration et du pouvoir, en sont l'expression réelle.

Simultanément, pour affirmer cette dignité et reprendre le contrôle du développement, les individus et les groupes revendiquent avidement leurs biens propres, même si, à l'origine (race, langue) ils étaient les signes les plus patents de leur aliénation. Car les révoltes exigent cette appropriation.

Mais le paradoxe qui aboutit à faire des biens issus de la « solidarité nationale » les symboles d'un paternalisme dépersonnalisant et

d'une entrave technique à un vrai développement, ce paradoxe est l'expression d'un phénomène plus profond.

Car que dit-il ? Il dit, grossièrement, que les rapports n'ont pas changé. Que l'on distribue plus qu'avant, mais que ce qui compte ce n'est pas la quantité de biens octroyés mais le pouvoir de les produire et de les choisir. Il dit que l'afflux actuel est avant tout un gaspillage qui habitue les gens à des satisfactions vaines au détriment de leur développement économique et humain. Il dit que l'arbitraire règne, que les individus et la collectivité ne sont pas plus qu'avant en prise directe avec leur destin, mais que celui-ci se dessine au-delà d'eux dans un univers qui les dépasse et les domine.

L'octroi des droits et l'ampleur des aides n'apparaissent alors que comme l'alibi, et peut-être le moyen de la captation des pouvoirs. Et ce qui vient de l'État ressemble étrangement aux « bienfaits » qu'octroyait autrefois un propriétaire puissant et arbitraire.

Devenus les « commandeurs » de la distribution, les employés de l'administration trouvent en face d'eux des non-participants, et ils taxent de « mentalité d'assistés » le comportement qui découle directement du système qu'ils représentent.

Dans les campagnes, ces courants s'entrechoquent. Les distances devenues immenses entre les générations font que les projets des pères n'intéressent plus les fils. Les uns et les autres s'écartent alors de la terre qui ne porte plus leurs espoirs. Ceux qui avaient commencé à émerger de la plantation, mais qui n'étaient pas parvenus à atteindre le seuil fatal de la survie espèrent surtout recevoir des aides, et les autres attendent avec inquiétude que le seuil, montant sans cesse, les remette à leur tour en question. La canne les a rejetés à mesure que les techniques impérieusement exigées par l'économie mondiale dont elle fait

partie réduisaient le besoin du travail humain sur les terres qui la cultivent. Mais elle garde le premier rang et elle occupe les terres sans occuper les hommes. Les efforts de développement, issus d'un modèle technique et non d'une réalité sociale ne laissent d'alternative et d'espoir qu'à une minorité. Tout se passe pour les autres comme si on attendait la mort des vieux et le départ des jeunes. Logique impérieuse, venue d'ailleurs, qui balaie les anciens efforts par lesquels ceux qui avaient commencé leur vie en travaillant sur les grandes propriétés avaient essayé de devenir les paysans de la Réunion.

« Avant, ça c'était à Vue-belle. De l'autre côté, par là-bas, c'était à Monsieur Martin... Mais maintenant tout s'est tourné en une seule société. Ça ne fait qu'un seul. Et vous, qu'est-ce que vous pouvez faire au milieu de tout ça ?

Il y a longtemps, la terre était dispersée. Elle avait plusieurs noms : le terrain de la Chapelle, le terrain de Saint-Didier, et par là-bas, le terrain de Carneau, et ici le terrain Léon, et puis Corbeil. De l'autre côté, le terrain Notre-Dame-des-Champs. C'était il y a longtemps... Mais maintenant il n'y a plus qu'une seule propriété ! Une seule terre, hein ! Du bord de la mer à la montagne. Et, à mesure que ça va, non seulement ils ont fait une seule terre, mais ils font aussi une seule exploitation. Ils ne donnent plus de terre aux colons, ou alors des bords de ravines où on n'arrive pas à gagner sa vie.

L'année dernière, ils m'ont repris un bon morceau, et la canne était encore en état. Il me reste un morceau encore, que j'ai planté il y a 18 ans ; de la canne de 18 ans, et elle donne encore ! Mais maintenant c'est fini... Je vois qu'ils ont pris partout, qu'ils ont tout pris là-bas, et il ne me reste que ce petit morceau. Je vois : l'année prochaine, ils vont prendre tout ! ... C'est ça qui vous décourage. Mais c'est aussi ça qui m'a fait tomber sur le tabac. Un ami m'avait dit que la canne ne serait plus garantie... Enfin, il a dit ça, mais il savait pas trop... Alors moi j'ai essayé d'un autre côté, sans trop le dire à personne, et je suis tombé là-dessus. Et aujourd'hui, je ne fais presque que ça.

Ça ne gagne pas grand chose, mais, quand on a une petite terre comme ça, il faut travailler le plus possible dessus. Et, maintenant qu'ils ne donnent plus de terre au colon, il faut essayer autre chose. Parce que, aller couper la canne, travailler la canne sur la propriété, je n'en ai plus la force, et puis ce n'est plus la même chose qu'avant !...

À cinquante ans, avec sept enfants, il faut essayer de ne pas descendre la pente... Et souvent, je me demande ce que sera l'avenir. Pour moi, c'est dur. Mais pour les jeunes, c'est encore plus vilain que nous.

...Nous on n'était pas partis à l'école, mais, eux, nous avons fait l'impossible pour les mettre à l'école. Et bien, ils arrivent à un niveau d'instruction, comme ils ont pu, un petit peu. Mais ils n'ont pas assez fait pour avoir les diplômes... En ce moment, ils vont encore tous à l'école, il y en a seulement un qui a fini, le premier garçon. Et bien aujourd'hui, quand vous arrivez comme ça à 17 ans, vous essayez de trouver un petit travail, et on ne vous en donne pas... On vous demande si vous avez le diplôme : B.E., B.E.P.C., etc, etc... pour avoir même un petit travail. Et on ne vous donne pas le travail. Seulement, s'il en reste, on vous donne ce qui reste... Alors mon garçon est parti faire un tour au Centre. Il a fait un an au Centre, et il a appris un peu, comme plombier, et puis encore je ne sais pas quel autre métier. Et maintenant, ils demandent de l'envoyer à la Sakay *, et en sortant de la Sakay, il faudra qu'il aille passer un diplôme en France. Un diplôme, pour avoir droit à un travail ! ... Alors il a fait toutes ses feuilles, toutes ses démarches pour aller, mais la réponse ne vient pas. Il attend,

Et il ne peut pas faire l'agriculture. Comment ferait-il ? Ça ne vaut pas le coup, si on n'a pas une grande quantité de terre... Il y a bien la

* L'entretien date de 1974. Depuis l'implantation de cultivateurs réunionnais à la Sakay (Madagascar), a été rejetée par le gouvernement. Les Réunionnais ont subi de nombreuses difficultés avant d'être installés... en France.

Safer **, mais j'entends dire que c'est pas de bonnes conditions, que c'est pas des choses à faire... Ceux qui sont dedans disent ça, ils ne sont pas contents ça ne rapporte pas. Ils ont pris un gros crédit, et il faut qu'ils paient, même si la terre ne rapporte presque pas... Les jeunes, ils ne veulent plus ça. Nous, c'est pas pareil. L'habitude. On travaille par habitude. Si on ne travaillait que pour gagner, il n'y aurait plus de planteurs, mais on travaille par habitude. On est là-dedans, il faut qu'on fasse : on a de la terre, il ne faut pas la laisser aux herbes. À mon âge, on ne peut pas supporter ça : que des herbes poussent et qu'on parle chercher un travail dans n'importe quel chantier. Ça, ça gagne plus, mais on n'a plus la force non plus d'aller dans une entreprise, prendre un fer blanc de ciment et le porter en haut sur la tête.

Ça fait que vous supportez votre malheureux sort. Vous continuez toujours un petit peu, jours après jour... et l'avenir, vous ne connaissez pas comment il sera.

Et il n'y a pas tellement de solutions. Le tabac ? On prétend que la Réunion ne plante même pas la moitié de ce qu'ils demandent... Mais les gens trouvent que ce n'est pas assez payé. Faut être payé mieux que ça, pour avoir plus d'argent. On gagne tout juste... Le géranium ? C'est ce qui gagnait le plus, mais c'est fini... La canne ? Elle résiste aux cyclones, elle résiste à tout, mais comme culture, elle ne gagne plus grand-chose... Le jardin ? Il faut être habitué, connaître. Sinon, rien à faire. Et puis il faut de l'eau, et vous la payez cher...

Moi, encourager mes enfants à venir faire ça ? Non. Je ne veux pas ça pour eux. Mais le travail est dur aussi pour eux. Le deuxième garçon, lui, va toujours à l'école... Il veut avoir une place de facteur, mais il n'est pas sûr. Il a passé deux ou trois fois le concours, mais il n'a pas réussi. C'est qu'on ne corrige pas ici : ils corrigent en métropole, et le problème est difficile à faire, question de calcul... Et ici, il n'y a per-

** La SAFER morcelle de grandes propriétés et les revend à crédit à de petits agriculteurs.

sonne pour montrer ; il fait par lui-même... L'examen, il le passe le samedi après-midi. De une heure à six heures et demi, et comme il a l'esprit un petit peu faible, il calcule qu'il ne faut pas qu'il manque le transport pour revenir ici, et il fait mai son devoir, et il perd, Il arrive ici à huit heures, la nuit... Tous les trois mois il passe ce concours-là...

Le mettre dans une école d'agriculture ? Il apprend à travailler à la machine, la technique moderne. Et vous n'avez point suffisamment de terre, juste un petit morceau, et cette technique-là, c'est juste bon pour le dégoûter de travailler là-dessus. Il veut un tracteur, des machines, et on ne peut pas faire comme ça. Alors, apprendre l'agriculture, pour faire quoi avec ça ? Qui va vouloir de lui ? La terre, un seul peut en avoir, et tous les autres ils ne peuvent plus... La vie est dure, et je ne vois pas l'avenir des enfants...

... Et le maître ne leur montre plus comme il y a longtemps. Aussi les enfants n'écoutent pas, et ça leur passe sur la tête. Celui qui a la tête pour apprendre, il va réussir, mais les autres, qu'ils se débrouillent. Les riches, pour apprendre, ils paient, instituteur, professeur. Mais nous on n'en a pas. Je voudrais les envoyer là, mais l'argent manque... Et les enfants sont tout changés par tout ça : maintenant, l'école donne à manger, merci pour les enfants, un bon repas. Mais quand ils arrivent le soir, ils regardent ce qu'on a préparé : s'il y a un carri de pois avec un peu de brèdes, ils regardent, ils ne veulent pas manger ça... Et beaucoup de parents disent comme moi.

Mais pour revenir à l'agriculture, faut savoir, question de coopérative que c'est d'abord l'injustice là-dedans. Lui, il passe devant tous les autres. Premier payé, premier livré... Si tout le monde était de mon avis, les petits planteurs ne planteraient plus du tout de cannes... Et l'usine ne tiendrait pas. C'est pour ça qu'elle empiète sur toutes les terres... Auparavant, sur la terre de Villèle, il y avait 400 ou 450 colons. Mon papa travaillait là-dessus, mon cousin, mon oncle, mes camarades, tous. Du haut en bas la terre était en colonage, mais la culture était partagée. Ici 1000 gaulettes pour mettre de la pistache, 1000 pour

mettre du maïs, 1000 pour mettre du manioc, 1000 avec de la mascade parce que les bêtes tiraient les charrettes en ce temps-là, 1000 gaulettes de maïs avec des haricots, 1000 de cannes. C'était partagé comme ça. Aujourd'hui, on ne trouve plus de grains pour manger, plus de maïs : rien que de la canne, depuis en bas jusqu'en haut. Comment vivre ? Il faut acheter tout les produits, qui viennent de dehors. C'est cher, et ce n'est pas de la bonne marchandise. Le maïs de Madagascar n'est pas comme celui d'ici, il est moins bon pour les poules, pour les animaux...

Mais aujourd'hui ils disent que ce n'est plus nécessaire, et qu'il faut leur donner du Rabateau ! ... Et c'est comme ça pour tout. Maintenant, c'est celui qui a de l'argent qui peut travailler, mais celui qui n'en a pas... »

L'avenir ?

PAYSANS DE LA RÉUNION

V

AVENIR ?

[Retour à la table des matières](#)

Je vais laisser Antoine Lebon conclure. Il parle mieux que nous de ce qu'il vit et connaît si bien. Ces problèmes qui sont ceux de sa société sont les siens. Ils mettent en cause ses efforts, sa famille, les années qui lui restent. Il serait malhonnête, presque de l'ordre du vol, de confisquer ces paroles pour les remâcher en un langage mieux assorti aux habitudes des universitaires. Tout y est : les faits et leur analyse, le passé et les perspectives. Une sociologie vernaculaire qui comme tant de connaissances populaires est occultée par nos propos savants. Notre rôle n'est pas là. Il est de lier la gerbe et de la présenter de façon qu'elle puisse enfin être connue...

Antoine Lebon :

« Souvent je pense : « Qu'est-ce que vont devenir les jeunes ? » Parfois, ça me remonte comme si ça va m'étouffer... En étant raisonnable on pourrait faire encore quelque chose : si tout le monde était conscient de son prochain, on pourrait... Mais c'est un peu délicat de dire toute ma façon de penser, parce que, à ce moment là, ça sera peut-être la haine...

Vous voyez, mes enfants, ils voudraient bien travailler avec moi, les deux qui restent. Mais ils sont découragés. Il faudrait qu'ils puissent gagner quelque chose. Mais quand ils regardent leur papa, quand il leur raconte la misère qu'il a passée, quand ils voient qu'avec toute cette peine il a tout juste progressé un petit peu, ils sont découragés. Il a monté un tout petit peu, mais seulement avec du gros travail, de grosses difficultés. Alors ils se disent que si vraiment, pour faire le travail de la terre, il faut absolument passer par là, et bien il vaut mieux chercher un autre chemin... Et ce qui fait le mal, c'est qu'on a vu beaucoup d'amis qui étaient agriculteurs comme moi, et à 50 ans passés ça ne va toujours pas. Ils sont toujours en train de patiner en place.

Travailler la terre c'est dur, c'est pénible. Il n'y a pas d'heure pour la terre. Pour l'élevage, c'est encore pire. Un éleveur vraiment bien conscient de son travail, il est toujours pris, il peut pas sortir : voir si les oeufs ne sont pas écrasés, si le petit poussin n'est pas écrasé, si la couveuse marche bien, si la truie a un petit en santé, toujours...

Alors, il y en a beaucoup de jeunes qui disent : « Du travail comme ça ? Je préfère partir et trouver une place par là. Mon travail, je le prends à telle heure, j'arrête à telle heure, et le samedi j'ai un moment de repos jusqu'au lundi ». Autrefois, ils ne trouvaient pas de travail. Ils étaient obligés de rester à la terre, fortune contre bon peu ; ils étaient obligés de faire. Aujourd'hui, la plupart arrivent à trouver un travail, alors ils s'en vont ! Posez-leur la question, demandez-leur ce qu'ils préféreraient, si c'est travailler la terre ou de partir : 75% diront qu'ils préfèrent partir !

Le motif est ceci : celui qui travaille dans un chantier, il a un moment de travailler, un moment à reposer. Il connaît aussi combien il gagne, pour la semaine, pour le mois. Tandis que nous, ici, nous travaillons et nous n'avons point de garanties, rien du tout. Et souvent nous croyons gagner et nous ne gagnons pas. C'est pourquoi il y a

vraiment du dégoût. Si l'agriculture était vraiment aidée, si l'agriculture avait des garanties comme le type qui travaille dans une cour ou dans un chantier - lui il gagne tant, lui il a un petit moment de repos - il est certain que la plupart préférerait travailler la terre ou l'élevage. Parce qu'à ce moment-là, vous n'êtes pas commandé par personne... Par vous-même ! Tandis que là-bas, ils sont tous dominés ! ... Mais ce n'est pas possible, et le type qui travaille à la terre ou dans un élevage, il est toujours pris, et il ne gagne presque rien.

Mais si, vraiment, il y avait un prix sûr, après avoir tiré les aliments, tiré ceci, tiré cela, si, quand on arriverait à la fin du mois ou à la fin de l'année il resterait, je ne sais pas, quelques milles francs vraiment de côté, comme pour l'autre, ils resteraient à la terre. Les enfants resteraient à la terre avec leur père et avec leur mère pour travailler la terre plutôt que de courir par ci par là... Oh, il y en aurait bien un ou deux qui partiraient, parce que sur les chantiers il y en a aussi qui vont pour éviter le travail, mais pas beaucoup.

Si la terre était... Je vous le dis, mes fils, ils ont pris un vrai dégoût de travailler la terre... Déjà les plus grands sont partis. Il y en a un qui travaille en France, et une fille qui est mariée là-bas, avec un facteur, Elle travaille là-bas, elle aussi. J'ai une autre fille qui est mariée à Tan Rouge. Son mari travaille pour la commune. Tous, ils vivent mieux que moi. Tandis que dans l'agriculture, il y en a beaucoup de mon âge qui doivent, qui n'auront pas fini de payer ce qu'ils doivent, s'il y arrivent, avant d'être vieux... Mes enfants se débrouillent, mais médiocrement de toute façon. Ici l'école est loin, et pas bien bonne. Et celui qui est en ville, ses enfants tombent dans de bonnes écoles, alors ils attrapent tous ensuite un petit emploi...

Alors, sur les 11 enfants, il y en avait que deux qui travaillaient avec moi, et un des deux vient de rentrer à l'armée. Là encore, c'est un enfant qui aurait bien voulu rester à la terre, bien voulu rester avec sa famille, travailler avec sa famille, aussi bien dans la terre que dans l'élevage... Mais maintenant, on dirait qu'ils ont le pied qui voudrait

partir... Justement parce que ça ne rapporte pas. Comme je vous l'ai dit, il voit son camarade : il part le lundi, prend le car, rentre le vendredi soir. Du lundi au vendredi soir, mon fils travaille. Il n'y a pas d'heures, jusqu'au plus noir de la nuit puis le matin 6 heures et demi. Pour les onze heures il mange une petite bouchée, vite, puis boit un petit peu de café, puis il recommence. Comme ça. Tandis que l'autre, là-bas, il a peut-être une heure et demie de temps de repos. Le soir, quand il arrive 4 heures, 4 heures et demie il est libre... Et quand le camarade arrive le vendredi soir, mon garçon est encore au joug, il travaille. Le lendemain, son camarade est bien habillé, en train de se promener ou de se reposer dans un coin... Le dimanche, s'il y en a un qui est paré c'est encore l'autre ! ... Et encore, il ne regarderait pas ça s'il gagnait autant que l'autre. Mais, avec ce gros travail, il gagne moins que l'autre.

L'autre n'est pas tellement payé, c'est vrai, mais ce qu'il gagne est sûr. Nous, par exemple, je vous donne un cas, cette semaine on est partis au marché. On avait travaillé toute la semaine, arrose ceci, plante cela. On est partis au marché pensant qu'on aurait pu, vu que c'est la fin du mois, on aurait pu avoir un petit peu plus de roulement, vendre un peu mieux nos légumes... Eh bien, on a remonté presque tout là. L'autre, là-bas, il retourne avec sa semaine, lui. Et nous, ici, on a tout attrapé et on l'a donné au parc cochon... Ça décourage... ».

Un long silence, comme si Antoine Lebon rassemblait ses forces, comme s'il luttait entre le désir de parler et une crainte, un refus. Puis :

« Tout ce que je vous ai dit... Si j'avais un patron, ce serait fini pour moi. Ce serait blesser mon patron ou mon propriétaire, et si on les blesse, si on dit le contraire d'eux, on est classé, fini... Oh, c'est facile ensuite à eux : un jour vous avez besoin de terre, et ils vous répondent : « Pour le moment je n'en ai pas, travaillez ce que vous avez » ou alors « Ma terre est fatiguée, je mets des pois dedans, je ne la donne pas »... Ça commence comme ça. Puis on va plus loin. Par exemple il pourra vous dire : « Je vous ai vu tirer une branche de bois

sur ma propriété » ou même des choses plus graves... Et quand il peut, il casse. Il s'arrange pour qu'on ne connaisse pas la loi, pas nos droits. Il nous fait peur et on n'ose pas se renseigner. Et quand il trouve l'occasion, celui qui a déplu, celui qui a trop parlé, on le casse.

Ces messieurs qui sortent de France et qui viennent ici pour s'informer, c'est chez nous qu'ils devraient aller... Nous, on ne les voit jamais. Ils devraient passer avec les petits, un peu par ici, un peu par là. Et ensuite, ils devraient associer avec tout ce que leur disent les gros messieurs, voir si ça colle ou si ça colle pas... Ils comprendraient...

Mais ils ne connaissent même pas ce que c'est qu'un colon... Ils ne savent pas que les gens d'ici en ont assez de voir que les gros employés sont en même temps les propriétaires et nous empêchent de travailler ! On ne veut pas que l'homme et la femme travaillent tandis que moi et ma femme nous sommes sans travail ! On ne veut pas que quelqu'un gagne 500 000 francs et l'autre 30 000 ! Partage en quatre et fais-en travailler quatre ! Ils gagneront suffisamment pour manger chaque jour ! Un jour. Ça va arriver. Ils n'ont pas d'emploi, pas de travail, et monsieur là-bas gagne 300 000 francs ! Attention : le nombre d'emplois reste le même et le nombre de gens intelligents augmente, le nombre de tous augmente.

Et celui qui a l'habitude de gagner 500 000 francs ne voudra jamais baisser... Il voudra même plus... C'est comme ça que le feu va commencer. Il va commencer à allumer vers le bas. Mais ça sera complété vers le haut, et tout brûlera. Parce que ce n'est plus comme avant, où on était chacun de son côté, et les gros messieurs étaient tranquilles. Aujourd'hui, il y a une famille là, mais les enfants sont au Port ; le camarade est là-bas. Un autre est marié à la campagne. C'est loin de la ville, mais maintenant c'est tous ensemble... Pas comme avant... Et ça va mal tourner...

À mon avis, quand il y en a qui marchent à pied et d'autres qui changent tout le temps l'auto, il y aura la révolution... C'est pas souhaitable, mais je la prévois... Tout le monde la sent, tout le monde pense un peu ça, seulement beaucoup n'ont pas le courage de parler, de crainte d'accélérer.

... Oh, il y a encore la possibilité de peser sur le feu un certain nombre d'années, mais il faudrait, dès maintenant, devenir un petit peu plus raisonnable... Mais si ça continue comme ça !... Les jeunes disent : « Regarde monsieur un tel, il travaille tant d'heures, et il gagne tant par mois ! Ça a tant d'autos, ça a tant d'argent en banque, et une maison à Saint-Denis, une à Saint-Gilles, une à la plaine des Cafres ! Et toi, regarde, tu es sur un petit tas de paille comme ça ! »

« Et, au lieu d'arrêter là, l'administration a fait encore autre chose toujours pour les mêmes. Pour sortir de Saint-Denis pour aller à la Plaine des Cafres ils ont eu droit à une belle route... Ah, faut pas que ça bouge dans la voiture !... Et vous, ici quand vous arrivez avec votre fer-blanc pour aller chercher de l'eau dans le fond de la ravine et que les enfants sont pleins de vers... vous dites « Pourquoi on n'a pas pris tout cet argent pour les gens ? »

« C'est ça qu'ils ont dans le crâne, par ici maintenant... On pourrait faire beaucoup avec tout cet argent... Moi, je suis un pauvre type, qui a toujours souffert dans son coin, et à mon âge, c'est encore pour souffrir... Mais quand je vois qu'on a tout cet argent, à côté, et pas pour nous... Si c'était mieux équilibré...

... Ici, on a le courage de fermer sa bouche : on supporte. Mais un jour, après la main, la gorge... les gens vont se révolter ! »

Fin du texte